Supplément Radio-Télévision

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14357 - 8 F

DIMANCHE 24 - LUNDI 25 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT PEUVE-MÉRY - DIRECTEUR - JACOUES LESOURNE

sein lui-même. Ce demier, la veille, avait désigné

auparavant) l'un de ses fidèles, M. Taha Yassine

Ramadan. A New-York, le Conseil de sécurité de

l'ONU a décidé, en raison des menaces de famine,

d'assouplir l'embargo décrété contre l'irak en pré-

voyant des dérogations pour faciliter l'entrée dans le

pays de produits alimentaires.

A la suite d'une manifestation d'étudiants et de chômeurs

Des émeutes au Mali ont été violemment réprimées

Un régime aux abois

OUR ne pas avoir voulu comprendre que, même en côté de Johannesburg, pareille manifestation pour plus de liberté aura été aussi durement réprimée.

Cet emploi de la manière forte

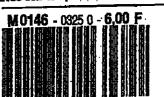
pourrait ne pas satisfaire les qu'au sein de la classe dirigeante des voix se sont récemment élevées pour que soit enfin opérée

Pour renvoyer aux calendes grecques tout infléchissement de grecques tout inneclissement de son régime, le général Traoré evait coutume de répliquer que la prit», laissant ainsi entendre que son peuple n'était pas encore prêt à endosser l'habit occidental. Certes, la population de Bamako, et singulièrement sa population scolaire et étudiante, ne résume pas à elle seule la diversité du peuple mallen. Mais, comme allleurs en Afrique, elle est une d'utile aiguillon pour forcer le pou-voir à sortir de son immobilisme.

A tout le moins, ce que réclament les contestataires, c'est d'abord une plus grande transparence et une plus grande honnêteté dans la gestion des affaires de l'Etat. C'est aussi un respect beaucoup plus scrupuleux des droits de l'homme.

A leçon de La Baule n'a pas Lencore été entendue à Barnako. Lors du sommet franco-africain, en juin dernier, M. Mit-terrand avait clairement invité see homologues du continent noir à homologues du comment noir a s'engager davantage sur la voie de la démocratie. La président du Mali fit alors partie de ces emau-vaises têtes», notamment avec ses homologues tchadien, togolais et marocain, qui critiquerent ces recommandations, à leurs yeux

Le tragique vendredi de Barnako prouve que les consells du président français avaient quelque fon-dement. Alors que le Bénin achève, dimanche, per une élec-tion présidentielle, son percours démocratique, et que d'autres pays africains à sa suite, du Congo au Niger, se lancent dans cette aventure, le Mail ferait ujourd'hui piètre figure si ses dirigeants l'empéchaient de vivre avec son temps.



Le calme semblait revenu, samedi 23 mars, dans les rues de Barnako qui avaient été, la veille, le théâtre de violents affrontements entre jeunes émeutiers et forces de l'ordre, celles-ci n'hésitant pas à utiliser des blindés et à tirer à la mitrailleuse sur la foule. Selon un bilan provisoire, au moins une vingtaine de manifestants ont été tués.

Une semaine après les violents affrontements qui ont opposé jeunes manifestants et forces de l'ordre dans les mes de Lomé, au Togo, ce sont les écoliers, les étudiants et les jennes chômeurs de Bamako qui ont été victimes, vendredi 22 mars, d'une répression brutale, sans précédent dans l'histoire du Mali. Soldats et policiers ont tiré sur la foule, faisant, selon des bilans concordants, entre dix-neuf et vingt-cinq morts, ainsi que plusieurs centaines de blessés. Selon certaines sources, les jeunes manifestants, qui s'étaient rassemblés très tôt dans divers points de la capitale, ont surpris les forces de l'ordre – celles-ci n'attendant apparemment pas de manifestation avant 8 heures du matin.

Les affrontements et les fusillades ont presque aussitôt éclaté. Des émeutiers ont mis le feu au ministère de l'emploi et à une annexe du service des douanes, tandis que d'autres se livraient au pil-lage ou érigeaient des barricades. De nombreux édifices publics ont été attaqués - notamment les ministères des finances, de la justice, de l'intérieur, de l'hydraulique, des eaux et forêts.

Alors que l'embargo contre l'Irak est assoupli

M. Saddam Hussein abandonne son titre de chef du gouvernement

Modifications en série à la tête du régime irakien : Radio-Bagdad a annoncé, samedi 23 mars en milieu comme vice-président de la République (titre vacant de journée, que M. Saddam Hussein avait formé un nouveau gouvernement, dont le chaf est M. Saadoun Hammadi, musulman chiite membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et ancien vicepremier ministre. Le poste de chef du gouvernement était jusque-là détenu par le président Saddam Hus-

Retour au Koweït

KOWEIT-VILLE

de notre envoyée spéciale

Il est 8 heures du matin dans ce quartier périphérique de la capitale koweitienne et il fait sombre comme à la tombée de la nuit. Le vent pousse les fumées des puits de pétrole qui continuent de brûler et donnent à la scène un caractère encore

Depuis 6 h 30, heure prévue pour l'arrivée du premier avion ramenant le deuxième contingent de prisonniers libérés par l'Irak (1 500 personnes), les familles arrivent une par une. Femmes au tchador noir, enfants en bas âge, vieux et jeunes en longue robe grise ou blanche et keffieh tournent en rond sur le trottoir pour tromper leur angoisse. La radio n'a donné aucun détail. Militaires ou civils, officiers ou soldats? Nul ne sait, chacun espère.

FRANÇOISE CHIPAUX Lire la suite et nos informations page 3

VA PAYER POUR KOWEIT-VILLE?

C'EST VRAI QUE NEDILLY

Les députés ont adopté le texte sur la solidarité entre les communes

Le projet de loi sur la solidarité financière entre les communes a été adopté, le samedi 23 mars, à l'Assemblée nationale, par 288 voix contre 135. Les socialistes ont voté pour. Les communistes se sont abstenus, ainsi que la plupart des centristes, des députés UDF, et neuf députés RPR, dont M, Chaban-Delmas. A la demande des centristes, le gouvernement a accepté de mettre en place un système de solidarité entre les départe-

Lire page 7 l'article de JEAN-LOUIS SAUX

HEURES LOCALES

■ La nouvelle croisade des Albigeois.
■ La dérangeante € débrouillardise > d'une élue auvergnate. ■ Toute la lumière sur les mauvais payeurs.
Des élus veulent réveiller l'axe Centre-Europe-Atlantique. z La montée en puissance des mis-

pages 13 à 15

Jours meilleurs en Bulgarie

Le gouvernement de coalition de M. Popov bénéficie d'un état de grâce inespéré

de notre envoyé spécial

«Cela va mieux, bien-sûr. Mais cela pouvait difficilement aller plus mal!» : à Sofia, si l'heure n'est pes encore à l'optimisme, la population paraît «un peu moins» désespérée qu'en décembre dernier. Une nuance suffisante pour avoir rendu un semblant de sourire à tous ceux qui avaient participé avec enthonsiasme à la révolution pacifique qui a mis fin à quarante ans de dictature communiste, et

qui commencaient à douter de l'avenir de leur pays.

La Bulgarie pouvait-elle tomber plus bas qu'en décembre? La capitale, comme la plupart des villes du pays, était privée d'électricité une heure sur deux, les étals de tous les magasins étaient désespérement vides et l'essence drastiquement rationnée. « C'était plus dur que pendant la guerre », n'hésitaient pas à dire ceux qui avaient connu les privations des années 40. La crise politique empêchait le gouvernement « post-

communiste » de M. Andreï Loukanov de prendre la moindre décision. Victorieux aux élections générales de juin 1990, l'ancien Parti communiste, rebaptisé Parti socialiste, ne voulait pas gouverner tout seul, en dépit de sa majorité absolue à la chambre.

Quant à l'opposition, elle refusait de partager la responsabilité d'une politique impopulaire avec les ex-communistes, coupables, selon elle, des maux qui accablent

JOSÉ-ALAIN FRALON Lire la suite page 6

Le Monde L'EDUCATI

ENQUÊTE

QUI CONTROLE LES PROFS DE VOS ENFANTS?

Également au sommaire :

- ACTUALITÉ: NOS ENFANTS **DÉCOUVRENT LA GUERRE**
- ÉVALUATION : LE PALMARÈS **DES CLASSES PRÉPARATOIRES**
- JEUNESSE: VIVRE L'AMOUR AU TEMPS

Un entretien avec M. Charles Fiterman

« Je ne me suis jamais senti aussi libre ni aussi déterminé » nous déclare l'ancien ministre communiste des transports

M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du Parti communiste, s'était abstenu lors de l'adoption par cette instance, le 12 mars, d'un long document relatif à la guerre du Golfe (le Monde du 15 mars). Il s'en explique dans l'entretien qu'il nous a accordé et réitère sa demande d'un congrès extraordinaire destiné à transformer les statuts du PCF.

« Quel bilan faites-vous de la guerre du Golfe, compte tenu des réserves aue vous aviez formulées par rapport aux analyses et aux prises de position de la direction de votre parti ?

- Il y a eu d'abord, dans cette crise, un droit à faire respecter : le droit d'un peuple et d'un Etat souverain à disposer d'euxmêmes, droit qui a été basoué doit pas être oublié - que l'ONU

par la politique expansionniste, guerrière, inacceptable de Sad-dam Hussein. Ce premier trait spécifique a marqué fortement et jusqu'au bout toute la crise. Si on en fait abstraction ou si on le sous-estime si peu que ce soit, alors, on est conduit à une appréciation sommaire, schématisée, du rôle de l'ONU et du comportement des différents pays, notamment de celui de l'Union soviétique, et, plus généralement, à lire l'état du monde à travers une grille déformante.

» En second lieu, je suis de ceux qui persistent à penser que, pour faire respecter ce droit, rien n'obligeait à pousser l'action internationale nécessaire jusqu'à la guerre. Il y a eu un dérapage. L'ONU a été détournée de son rôle, dépossédée de son action nécessaire au bénéfice de la coalition dominée par les Etats-Unis. Il n'en reste pas moins - cela ne

a joué un rôle intéressant, nouveau, notamment dans la première phase de la crise. Il faut en

» Enfin, ce conflit est révélateur des exigences nouvelles de notre époque même si elles s'expriment de façon contradictoire. li y a des risques graves. Mais dans cette situation d'aprèsguerre froide, les besoins des individus et des peuples peuvent plus librement s'exprimer, fournir la base de rassemblements nouveaux, allant dans le sens de la construction d'un monde de droit. Ce n'est plus le jeu des deux grandes puissances, tel qu'on l'avait connu dans le passé. J'ai noté, à ce propos, différentes déclarations qui donnaient le sentiment d'une sorte de regret

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT Lire la suite page 8

Le Monde RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE,

16, RUE FALGUIERE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Héopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION : PLACE HUBERT-BEUVE-N

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-66-25-25 Télécopleur: (1) 49-60-30-10 Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944, Capital social : 620 000 F

620 000 F
Principana associés de la société
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Mérv ».
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques d'esquire pérant.

M. Jacques Lesourne, gérant

Le Monde

Telex MONDPUB 206 136 F Telex: 43-55-04-70. - Societé filiale

production interdite de tour article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

lenseignements sur les microfilms et index du Monde av (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

I, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

FRANCE BELGIQUE LUXEMB.

572 F

"1 123 F

ÉTRANGER:

nar voie aérienne tarif sut

demande.

Pour vous abonner

RENVOYEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur dépar, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

6 mois

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Rédacteurs en chef : Jacques Amairic an-Marie Colombeni Robert Solé

Daniel Vernet

ubert Beuve-Méry (1944-1969 Jacques Feuvet (1969-1982) André Laurens (1962-1985) André Fontaine (1985-1991)

ques Lesourne, gérant creur de la publication

111 MON 02

Nom:

Prénom:

Adresse :

Code postal:

Localité: _

Pays:

496 F

780 F

PAYS

y compris CEE svion

790 F

1 560 F

Imprimerie
da « Moode »
12. r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Le 27 février demier, deux femmes se disputaient les suffrages de soixante millions d'électeurs du Bangladesh. Dans ce pays musulman, le fait que des élections se limitent au duel entre deux personnes du sexe dit « faible » était à lui seul un événement. Mais, derrière ce symbole, il fallait aussi voir l'affrontement entre la compagne d'un héros de la lutte de libération du Bangladesh, le général Ziaur Rahman, et la fille du « père de l'indépendance », Cheikh Mujibur Rahman. Et ce, vingt ans, à un mois près, après la déclaration d'indépendance du Bangladesh, le 26 mars 1971.

A « veuve » et l'« orpheline », la bégum Khaleda Zia – qui l'a emporté – et Cheikha Hasina Wajed, ne faisaient que poursuivre - à coups de bulletins de vote - la vieille rivalité entre les deux hommes. En janvier 1972, après une guerre meurtrière, «Mujib» était parvenu au pou-voir, mais fut assassiné en 1975. Le général Zia lui avait succédé, avant de tomber à son tour sous les coups de tueurs en 1981. Zia n'était qu'un obscur major de l'armée pakis-tanaise; son appel à l'insurrection à la radir le propulsa vers la célébrité, tandis qu' Mujib, l'homme le plus populaire du Ben gale, était le chef charismanque de la ligu-

Tout avait commencé par une de ces jour-nées funestes auxquelles le sort semble avoir abonné certains pays du tiers-monde, pau-vres parmi les pauvres, dans ce qui était alors la partie orientale du Pakistan. Un cyclone tropical suivi d'un raz-de-marée dévastateur, un de ceux qui ravagent à intervalles irréguliers le delta du Gange, s'était abattu en novembre 1970 sur ce pays où la terre gorgée d'eau et l'eau boueuse s'interpénètrent sans que l'on sache très bien où commence l'une et où s'arrête l'autre.

Elections confisquées

Des centaines de milliers de paysans, plus d'un million peut-être - le bilan officiel fut de 148 116 victimes, mais on avança aussi le chiffre de 1,5 à 2,5 millions – avaient été emportés par des vagues gigantesques avec leurs paillotes, leur bétail et leurs récoltes, mais aussi les routes, ponts et voies ferrées, les bateaux et même plusieurs îles, rayées de la carte.

Quand les eaux se retirerent, elles abau-indonnèrent derrière elles des cadavres par grappes dans les rizières dévastées, une misère encore plus grande dans un pays déjà misérable, la faim, le choléra. Dans des zones sinistrées, seuls 2 % des enfants de moins de deux ans avaient survécu. Avec cet humour douloureux qui fleurit souvent dans les temps de malheur, certains Bengalis disaient : « Cette année, les crevettes seront particulièrement savoureuses!

La communauté internationale fut bouleversée par le drame qui se déroulait dans ce « coin perdu d'Asie, hors du temps, utopique, mal connu », comme l'écrivit le jeune Ber-nard-Henri Lévy, qui y fera l'apprentissage de la célébrité (1). Mais l'aide fut mal distribuce. Tandis que des hordes affamées et en haillons erraient à la recherche de nourriture, mourant d'épuisement le long des routes, l'administration et l'armée, tenues par les Pakistanais de l'Ouest (2), montraient leur incompétence et leur mépris pour les souffrances des Bengalis, transforant leur résignation en colère.

Cette colère trouva vite l'occasion de s'exprimer, et fut exploitée par les politiciens bengalis. Après de longues années sous la férule du général-président Ayoub Khan, le Pakistan était en pleine campagne électorale pour le renouvellement du Parlement, le décembre. Le triomphe de la ligue Awami fut presque total : contre l'attente des autorités, elle remporta les trois quarts des sièges à l'Est, s'assurant par là-même une courte majorité à l'Assemblée nationale.

Pour la première fois au Pakistan, le pourour la première tois au rakistan, le pou-voir semblait à la portée des Bengalis, isolés géographiquement et politiquement de la capitale, Islamabad. Jusque-là, pouvoir et richesses avaient été accaparés par les grandes familles et les généraux de l'Ouest. Un grand marchandage s'engagea entre Mujib et Zulficar Ali Bhutto qui, avec son Parti du seuple (PPP) avec temporté le Parti du peuple (PPP), avait remporté la

victoire à l'Ouest, sous l'œil intéressé du général-président Yahya Khan. Bhutto, qui croyait tenir enfin sa victoire, avait trouvé plus fort que lui chez ce Bengali que l'esta-blishment du Pakistan-Occidental regardait avec hauteur.

Mais les dés étaient pipés, Mujib le réalisa vite. Les dirigeants d'islamabad n'avaient aucune envie de partager le pouvoir avec la ligue Awami, ni d'accepter un quelconque fédéralisme. Le Pakistan se trouvait plus écartelé que jamais. En janvier, Mujib échappait à une tentative d'attentat. Peu après, Yahya Khan déclarait que le leader bengali pourrait devenir premier ministre, avant d'ajourner sine die dix jours plus tard la réunion du Parlement. Tandis que Bhutto - qui ne refusait pas une crise dont il pensait sortir vainqueur - dénonçait l'écla-tement du pays, Mujib posait des conditions draconiennes pour le maintien du Bengale au sein du Pakistan, L'intransigeance des deux camps allait précipiter le drame.

Les atermoiements d'Islamabad et l'impossibilité d'obtenir le respect des résultats issus des urnes transformèrent les revendications autonomistes de la ligue Awami en un sentiment indépendantiste, qui fit tache d'huile. Au début de mars, le delta du Bengale avait pratiquement fait sécession. En face, Islamabad ne pouvait compter que sur l'armée, de rares « collaborateurs », les émigrés indiens biharis et les tribus chakmas de la frontière birmane.

« Dacca a brûlé pendant trois jours »

Le 23 mars pourtant, un « accord général » était annoncé. Ce ne fut qu'un faux espoir. Le 26, l'armée, qui avait massivement renforcé ses effectifs à l'Est, occupait Dacca et arrêtait Cheikh Mujibur Rahman peu après qu'il eut proclamé à la radio l'indépendance du Pakistan-Oriental. La guerre du Bangladesh avait commencé, la tragédie n'avait pu

Les soldats venus de l'Ouest se livrèrent à un véritable massacre dans les rues de Dacca. Mais la politique de terreur voulue par Yahya Khan ne fit que retourner les der-niers hésitants. Des unités locales de l'armée se mutinérent, passant avec armes et bagages du côté des Mukti Bahini (résis-tants). On ne comptait plus les morts, dis-parus et prisonniers. La population n'était pas épargnée, bien au contraire; les élites semblaient systématiquement visées, pour décapiter la révolte.

Un témoin français raconta qu' « après l'intervention de l'armée à Dacca, toute la

ville a brûle pendant trois jours. Les combats les plus durs eurent lieu à l'université, dont a les bâtiments ont été complètement détruits. Mais, dit-il, je n'ai pas pu évaluer le nombre des victimes ». Un autre témoin ajoutait que les insurgés n'avaient pour armes « que des bambous taillés en pointe ». Un étudiant déclara que « les militaires ont mis le feu aux maisons, et lorsque les gens fuyaient, ils tiraient dessus (...). En me rendant à l'aéroport, j'ai vu des centaines de cadavres décomposés, rassemblés en tas ».

Les ambitions de M™ Gandhi

Le général Tikka-Khan, le « boucher du Bengale», n'y était pas allé de main morte dans la répression. Huit millions de Bengalis - devenus Bangladeshis depuis l'in-dépendance - se réfugièrent de l'autre côté de la frontière indienne chez leurs frères bengalis hindous, dont ils s'étaient séparés vingt-quatre and plus tot pour incompatibilité religieuse. Cette fuite dramatique émut le monde entier; on parla de «génocide», on vint au secours de ces foules désespérées cibles pitoyables des bombes, des épidémies et de la famine.

Mairaux s'indigna, appelant le Bangladesh à suivre l'exemple du Vietnam et lançant l'idée de nouvelles brigades internationales. Le président Pompidou se contenta de paroles apaisantes : « Vous savez que la France a pour principe de ne se mêler en aucun cas des querelles internes d'un pays, déclara-t-il le 25 septembre. Nous constatons simplement qu'il se produit un certain nom-bre d'événements au Pakistan-Oriental qui se traduisent par une grande misère pour beaucoup de gens, soit à l'intérieur de ses fron-tières, soit en Inde, où beaucoup se réfugient (...). Nous sommes prèts à appuyer tous les efforts internationaux qui seront faits (...) pour soulager la misère »

L'inde fut débordée par cet afflux imprévu, par ce cyclone humain qui s'abat-tait sur elle et sur ses maigres ressources. Indira Gandhi, alors premier ministre, sut rapidement en tirer profit. New-Delhi n'avait jamais vraiment accepté la partition, et deux guerres avaient déjà opposé les deux Etats. L'occasion était trop bonne pour «casser» une fois pour toutes le rival pakistanais. L'Inde, qui soutenait en sous-main la résistance de la République populaire du Bangladesh, proclamée le 17 avril, signa le 9 août un traité de « paix. d'amitié et de coopération » avec l'URSS. Au Pakistan, soutenu par Washington et Pékin, M= Gandhi opposait l'alliance du Kremlin.

Chaque camp s'était assuré le soutien d'un Super-Grand. Il faut dire aussi que les Etats-Unis de MM. Nixon et Kissinger, comme la Chine de Mao Zedong, avaient un besoin pressant du Pakistan. C'est en effet d'Islamabad que M. Kissinger s'envola secretement le 9 juillet pour ses premiers contacts avec Mao à Pékin, préinde à me normalisation sino-américaine qui allait bouleverser l'équilibre mondial. Washington manifestera sa gratitude à Yahya Khan en suspendant ses ventes d'armes à l'inde et en envoyant son porte-avions nucléaire Enterprise dans le golfe du Bengale au début de la

La gesticulation entre New-Delhi et Islamahad durera plusieurs mois. L'Inde multi-pliair les déclarations alagmistes et son armée n'hésitait plus à prêter main-forte aux Mukti Bahini. Il devenait de plus en plus clair qu'Indira Gandhi, derrière ses protestations pacifiques, n'attendait que le moment de frapper, tandis que Yahya Khan s'obstinait à réprimer. Après une tournée dans les capitales occidentales - à Paris, un journal titra « Cette femme veut la paix » - et en dépit d'ultimes efforts des Nations unies pour éviter la guerre, elle lança ses troupes le 4 décembre 1971 dans une offensive genéralisée au Bangladesh.

La guerre ne dura pas deux semaines, les Pakistanais, isolés, débordés, ne pouvant faire face au cyclone de fer et de feu indien. Le 17 décembre, Yahya Khan jeta l'éponge, et céda sans gloire le pouvoir à un Bhutto rentré triomphalement de Pékin. Le chef du PPP avait perdu le Pakistan-Oriental, mais il devenait premier ministre. Il le restera six ans, avant d'être renversé par un autre général, Zia Ul Haq, qui l'enverra à la potence.

Mujib sera libéré au début de janvier 1972, pour devenir le président à poigne du nouvel Etat qu'il avait largement contribué à créer. La carte du sous-continent indien était remodelée. Le Bangladesh se rappro-chait d'une Inde, qui avait contribué à sa naissance au forceps. Mais il ne faudra que quelques années pour que Dacca recentre sa politique, renouant avec Islamabad, et avec Pékin, pour faire contrepoids au géant régional. L'impact d'un cyclone tropical sur l'avenir d'un pays, voilà qui aurait en son temps fort intéressé Montesquieu.

PATRICE DE BEER

Bernard-Henri Lévy, Bangladesh, nationalisme dans la révolution. François Maspéro, Cahiers libres 53-54, 1973.

(2) Lors de la partition des Indes britanniques en 1947, le Pakistan avait été constitué par les régions musulmanes de l'Ouest et de l'Est, séparées par 2 000 kilomètres de territoire indien.



Des milliers de réfugiés sur les routes...

affaires étrangères, et M. Sando

M. Saa

eté formé en irak, dent le ch

on milieu de loumés. Le pes

de chief du gouvernement ét jusque la détain per le précide Seddem Hussein. Le président Seddem Hussein

nommé, vezdredi soir, sice-pré dent de la République M. Taba Y.

passe pour être l'un des durs

régime. Agé de cinquante deux a M. Ramadan, un sombite, est me bre du Conseil de commandem

de la révolution (CCR, la plus his

Il est également l'un des th

vice-premiers ministres, les de antrès étant M. Tarek Aziz, d détient en outre le porteferille d

Le gouvernen pour lin

d'interdire torénessat sur jeu Palestiniens de moins de vi cinq ans ainsi qu'ator célibata de travailler dans l'Etat juit.

de notre envoyé spécial

Les autorités israéliennes ava un monsent espéré qu'après le ge du Golfe les agressions marent diminuant. Mais depuis l'écrass défaite militaire subie per l'Irak, douzaine de juifs israéliens ont poignardés, et six mortelless attents.

Mélange de désespoir, de gennce et de révolte, les jernes le palestiniens, bien que sontenn mème gloriliés par le mouvest islamaque Hamas, ne semblest of à ancun ordre. Ce qui rend le si tion à la fois plus dangereuse, de inquiétante encore, c'est que la part de ceux qui ont été arié n'ayant rien à perdre ou si pob, a blaient avoir accepté de mours à leurs victimes.

Interrogés vendredi 22 mais à 1 pas de ces épisodes meartriers, premier ministre, M. Itzhak Sam a chinesté que « le phénomène s trop souvent répété ces derniers ion et il a promis que son gouverness allait prendre « toutes les men nécesaires à la diminution de néces dans les cués israéliemes à copéndant invité l'opinion e à dis puer entre ceux qui viennent par hous pour gogner leur vie - orus doisent tre accueillis comme doisent tre accueillis comme gene desirent de rint en paix – et mentriers qui exploitent leur p sence (en Israel) pour tuer »

Le «ligne rerie» résublie?

(Comment fain, alors que plus col nille Palestinions des trimina despies viennens quotidisation consilles en level et qu'un virant despiese, de craute et de la consilles communités partit s'es pre les communités pardi l'el lors de plus en plus profondènt de la question din, entre m lures, opplisé farbitchement mine et la ganche traclicance. Anne de la galerie rancione.

Latie dernière plande pous
supprison nette unite les deux de
sommités es quis reviendant.

Les est contrant avec la ligne tralien en chablir de fazzo sonte la
ligne de la stigne vertes qui se,
ligne de la contrant compes

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur

RAYMOND

animé par Henri MARQUE

avec André PASSERON et Eric LE BOUCHER (le Monde) Jean-Yves HOLLINGER et Catherine MANGIN (RTL)

سكذامن الإصل

PRESIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA RÉGIE RENAULT

M. Saadoun Hammadi, musulman chiite, devient chef du gouvernement

Un nouveau gouvernement a été formé en Irak, dont le chef est M. Saadoun Hammadi, musulman chiite, membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et ancien vicepremier ministre, a annoncé Radio-Bagdad, samedi 23 mars en milieu de journée. Le poste de chef du gouvernement était jusque-là détenu par le président Saddam Hussei

Le président Saddam Hussein a nommé, vendredi soir, vice-président de la République M. Taha Yassine Ramadan, un de ses fidèles qui passe pour être l'un des durs du régime. Agé de cinquante deux ans, M. Ramadan, un sunnite, est mem-bre du Conseil de commandement de la révolution (CCR, la plus haute instance dirigeante en Irak).

Il est également l'un des trois vice-premiers ministres, les deux autres étant M. Tarek Aziz, qui détient en outre le porteseuille des affaires étrangères, et M. Sandoun

Six mois après la tuerie sur l'es-

planade des mosquées à Jérusa-

lem, qui avait fait dix-huit morts

palestiniens et déclenché ce qu'on

a appelé « la guerre des cou-

teaux», les attentats aveugles à

l'arme blanche contre des Israé-

liens n'ont pas cessé. Pour tenter

d'enrayer un phénomène qui

accroît les tensions, les peurs et

les haines entre les communau-

tés, le gouvernement envisage -

d'interdire dorenavant aux jeunes

Palestiniens de moins de vingt-

cinq ans ainsi qu'aux célibataires

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

un moment espéré qu'après la guerre du Golfe les agressions iraient en diminuant. Mais depuis l'écrasante

défaite militaire subie par l'Irak, une douzaine de juifs israéliens ont été poignardés et six mortellement

Mélange de désespoir, de vengeance et de révoite, les jeunes tueurs palestiniens, bien que soutenus et

même glorifiés par le mouvement islamique Hamas, ne semblent obéir à aucun ordre. Ce qui rend la situation à la fois plus dangereuse, et plus inquiétante encore, c'est que la plusinquiétante encore, c'est que la plusinquiétante encore, c'est que la plusidante encore.

part de ceux qui ont été arrêtés,

n'ayant rien à perdre ou si peu, sem-blaient avoir accepté de mourir avec

Interrogés vendredi 22 mars à pro-

pos de ces épisodes meurtriers, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a observé que « le phénomène s'est trop souvent répèté ces derniers jours »

et il a promis que son gonvernement allait prendre «toutes les mesures

nécessaires à la diminution de ces actes dans les cités israéliennes». Il a

cependant invité l'opinion «à distin-

guer entre ceux qui viennent parmi nous pour gagner leur vie - ceux-là

doivent être accueillis comme des gens désireux de vivre en paix - et les

meurtriers qui exploitent leur pré-sence (en Israël) pour tuer.»

La «ligne verte»

rétablie?

Comment faire, alors que plus de cent mille Pelestiniens des territoires occupés viennent quotidiennement travailler en Israel et qu'un climat de

méfiance, de crainte et de haine

entre les communantés paraît s'enra-ciner de plus en plus profondément?

d'avant 1967. Pris dans ce dilemme,

droite et la gauche israéliennes.

lears victimes.

Les autorités israéliennes avaient

dent, une fonction jusqu'à présent honorifique, était vacant depuis la révocation, il y a plusieurs mois, de M. Taha Mohieddine Maaronf, un M. rana monetoume maanun, un kurde, qui est resté membre du CCR. Récemment, des dirigeants de l'opposition irakienne avaient affirmé que M. Ramadan avait été me par les gardes du corps de Saddan Université de la litterie dam Hussein après avoir tenté d'as-sassiner celui-ci.

M. Ramadan devient ainsi théoriquement le « numéro deux » du régime, à la place de M. Ezzat Ibrahim, vice-président du CCR, récem-ment nommé vice-commandant général de l'armée. C'est lui qui, an cours du sommet arabe tenu le 10 août au Caire, avait laucé son plateau à la figure du prince héritier koweitien, cheikh Saad, lorsque les délégations irakienne et koweltienne en étaient venues aux mains.

Le nom du nouveau vice-président de la République avait circulé au cours des dernières semaines dans certains milieux diplomatiques arabes comme un successeur possi-ble de M. Saddam Hussein.

Le gouvernement envisage de nouvelles mesures

pour limiter l'entrée des Palestiniens

donc non pas d'interdire mais de res-

treindre un pen plus l'accès des

Palestiniens au périmètre israélien

Partant du constat que la quasi-to-talité des « poignardeurs » arrêtés sont jeunes et célibataires, le ministre

de la police, M. Ronnie Milo,

(Likoud) devait donc présenter dimanche 24 mars au conseil, des

ministres un catalogue de mesures

visant à restreindre l'accès en Israël

aux Palestiniens appartenant à ce qu'il appelle « des groupes de popula-tion à haut risque ». Selon les quoti-

diens hébreux Davar et Maariv, il

plement l'entrée en Israël des céliba-

taires et des jeunes de moins de

Le ministre de la police, réputé

favorable, avec bien d'autres, au réta-

vingt-cinq ans.

internationalement reconnu

jours, Washington a mis sa menace à exécution. Deux chasseurs américains F-15 out abattu, vendredi 22 mars, dans le nord de l'Irak, un chasseur-bombardier SU-22 trakien qui volait, a-t-on indiqué à Washington, en violation de l'accord provisoire de cessez-le-fen. Cet inci-dent s'est produit dans les environs de Kirkouk, où l'armée irakienne se curte à la rébellion lorde.

M. Marlin Fitzwaler, le porte-pa-role de la Maison Blanche, a souli-gné que les chasseurs-bombardiers irakiens, du fait de leur vitesse et de leur rayon d'action, pouvaient représenter un danger pour les forces américaines qui occupent toujours le sud de l'Irak. « C'est pourquoi nous jugeons important de répondre à ces intrusions aériennes le plus rapidement possible », a-t-il dit, « Nous continuerons d'abattre tout avion qui décolle, mais je ne pense pas que cela nous implique dans les affaires intérieures de l'Irak de quelque façon que

Interrogé à propos des hélicop-tères irakiens, M. Fitzwater a souli-

blissement de la peine de mort pour

les «tueurs aux couteaux», ferait

également préparer de nouvelles listes d'indésirables, incluant, selon le Jerusalem Post, « les proches de tous

ceux qui ont été arrêtés par les forces

de sécurité », ainsi que les Palesti-niens ayant notamment participé à

des manifestations contre le pouvoir

La police serait également munie

d'un plus grand nombre de détec-teurs portables de métaux, les bar-

rages de sécurité seraient multipliés

sur la fameuse « ligne verte» et des

patrouilles opéreraient plus systéma-tiquement des contrôles surprises

En résumé, comme l'écrivait ven-

dredi le journal Hadashot, « la nor-

«ligne verte» qui revient...»

gné que les altiés, qui ont interdit les vols militaires de ces appareils mais ne les abattent pas, entendaient garder leurs options ouvertes et laisser planer le doute sur leurs intentions.

Pour sa part, le département d'Etat a indiqué vendredi que l'in-tensité des combats dans le sud de Plrak semblait avoir diminué et que le gouvernement transférait des forces du sud vers le nord, où les rebelles kurdes progressent.

Le porte-parole du département, M. Richard Boucher, a également annoncé qu'un grand nombre de soldats et d'agents de sécurité avaient été déployés à Bagdad pour y main-tenir un calme relatif. « Nous croyons que des heurts se produisent malgré tout », a-t-il déclaré sans confirmer toutelois une information de source iranienne selon laquelle le couvre-feu aurait été imposé dans la capitale. Il n'a pas également pu confirmer les déclarations de l'opposition irakienne selon laquelle le gouvernement aurait perdu le contrôle de Kirkouk et de Mossoul, - (AFP, AP.)

ISRAEL: alors que « la guerre des couteaux » continue Des cérémonies à Toulon

Prochain retour d'unités du dispositif « Daguet »

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, présidera, mercredi 27 mars, à Toulon (Var), les cérémonies qui doivent marquer le rétour en France des premières unités de l'opération « Daguet » en Arabic saoudite, Ces détachements sont partis au début de la semaine du port de Yambu, en mer Rouge, à bord de navires civils affrétés et

de bateaux de la marine nationale, Ces cérémonies comprennent une revue des troupes suivie d'un défilé auquel participent des élé-ments à pied et motorisés (infanterie de marine, parachutistes, légionnaires, commandos-marine et de l'air, spahis et service de santé) et des détachements aériens (avions Jaguar, Mirage-2000 et FI CR. hélicoptères, apparcils de transport et de ravitaillement en vol). La plupart des unités qui arrimalisation ayant échoué, c'est bien la vent à Toulon avaient été envoyées dès le début de l'automne demier PATRICE CLAUDE | en Arabic saoudite.

Le Conseil de sécurité de l'ONU assouplit l'embargo

NEW-YORK

de notre correspondant

Nations naies, qui s'est réuni vendredi 22 mars pour examiner le projet de résolution américain sur un cessez-le-feu définitif avec l'Irak (le Monde du 23 mars), a reporté à la semaine prochaine la suite de ses discussions.

Dans le même temps, le Conseil a adopté une décision inspirée par l'urgence de la situation économique en Irak et comportant un assouplissement important de l'embargo appliqué à ce pays. Cette mesure ne lève pas pour autant de façon définitive les sanctions économiques, ce qui n'interviendrait que lors de la signature définitive du cessez-le-

Fournir l'eau potable

Désormais, sur simple notification au comité des sanctions, les livraisons de nourriture à l'Irak sont autorisées et il sera également possible de livrer à ce pays des produits a civils et humanitaires », (autres que les médicaments qui n'étaient pas concernés par l'embargo) à condition que

vent aucune objection de la part du Conseil. Cette réserve permettra au Conseil de continuer à vérifier d'éventuels approvisionnements qui pourraient contribuer à renforcer l'effort de guerre sous couverture d'aide humani-

Dans les faits, Bagdad pourrait recommencer à recevoir par exemple, sous réserve d'une interdiction des membres du Conseil des engrais pour l'agriculture ou encore des pièces de rechange destinées aux travaux d'irrigation ou d'adduction d'eau. La France a ainsi suggéré l'envoi de matériels destinés à fournir très rapidement à la population l'eau potable dont elle a besoin.

Les membres du Conseil ont admis que la situation du pays, telle qu'elle était présentée dans le rapport établi par M. Martti Ahtisaari, secrétaire général adjoint, à son retour de Bagdad, était suffisamment « proche de l'Apocalypse », selon les propos du rapporteur qui parlait également d'un retour à « l'âge pré-industriel en Irak », pour autoriser immédiatement l'envoi de produits et d'articles de première

SERGE MARTI

Selon un responsable militaire américain

Les pertes de l'armée irakienne s'élèveraient à cent mille morts

kiens ont été tués pendant la guerre du Golfe, a déclaré vendredi 22 mars un haut responsable militaire américain à Ryad.

Selon ce dernier, qui a pu avoir accès aux rapports des services de renseignement, entre solvante et quatre-vingt mille Irakiens ont trouvé la mort au cours des raids dans leurs bunkers effondrés sous les bombes. Entre ouinze et vingtcinq mille autres auraient été tués d'Irakiens ont été tués ». Bagdad;

l'intention de dénombrer les victimes au sein de l'armée irakienne. Le général Schwarzkopf, après s'être refusé à faire un tel décompte qui avait suscité critiques et doutes pendant la guerre du Vietnam, s'était contenté de parler d'un « très, très grand nombre ». Le secrétaire à la désense, ment qu'a il est peu probable que nous sachions iamais combien durant les quatre jours de l'offen-sive terrestre. Officiellement, les fre sur ses pertes militaires. — (AP.)

Après un accord entre les alliés et le régime de Bagdad

Mille prisonniers devraient être échangés chaque jour

22 mars à un compromis sur le rapatriement des prisonniers de guerre (nos dernières éditions). A l'occasion de réunions tenues à Ryad jeudi et vendredi, les deux parties sont convenues que l'échange des prisonniers devait commencer samedi sur la base de « mille prisonniers par jour de chaque côté », a annoncé un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Selon ce

détenus en Itak.

L'accord intervenu vendredi est un compromis. Les responsables militaires américains souhaitaient en effet que le rapatriement s'effectue à la cadence de cinq mille hommes par jour. Mais les Irakiens affirmaient ne pouvoir accaeillir quotidiennement plus de cinq cents des leurs, par mandernier, cet accord touche environ soixante que de moyens de transport et de carburant.

lrakieus et alliés sont parvenus vendredi mille prisonniers irakiens et cinq mille Les deux parties se sont finalement mises 2 mars à un compromis sur le rapatriement koweltiens, civils et militaires, toujours d'accord sur le chiffre de mille. Les échanges se feront par voie de terre, au poste-frontière saoudo-irakien proche de la localité d'Arar. Selon le CICR, chaque Irakien sera interrogé « au dernier moment, juste avant le départ ». pour savoir s'il désire être rapatrié ou s'il demande à bénéficier du droit d'asile.

Des incertitudes demeurent toutefois sur le nombre de prisonniers kowestiens, dont 2 200 ont déjà été libérés (lire l'article de Reuter.)

ment en effet que le nombre de leurs concitoyens déportes dépasse largement le chiffre de cinq mille fourni par Bagdad.

Les Irakiens se sont enfin engagés à mener immédiatement des enquêtes sur le sort des soldats disparus pendant les combats, dont les corps n'ont pas été retrouvés et qui ne figurent pas parmi les prisonniers. - (AFP.

A 10 h 30, les sirènes des voitures de police escortant les trois premiers cars ramènent quelques instants de calme avant que la foule ne se précipite dans une tentative désespérée d'apercevoir un des siens. De chaque côté les regards se cherchent. Une mère soulève son petit garçon à bout de bras avant d'éclater en sanglots. Quelques vieux, le visage ridé, écra-sent furtivement leurs larmes. Dans la plus grande pagaille, les

Cest la question qui, entre mille autres, oppose farouchement la soldats onvrent un chemin aux pri-sonniers vers la salle décorée des portraits de l'émir, du prince héritier et de posters sur le Kowelt enchaîné puis libéré. Le verdict tombe très Cette dernière plaide pour une séparation nette entre les deux comvite : tous ces arrivants sont des solmunautés, ce qui reviendrait - et dats qui étaient détenus à Takrit, la ville natale du président irakien. Aucun civil n'est là. Peine perdue, ceci est cohérent avec la ligne travailliste – à rétablir de facto toute la réalité de la «ligne verte» qui sépare Israel des territoires occupés. chacun essaie d'interpeller un de ces hommes, dans l'espoir qu'il ait vu un Pour sa part, la droite au pouvoir rejette évidentment une solution qui risquerait d'aboutir tôt ou tard à un des siens, ou qu'il sache quelque chose. Des jeunes gens crient des noms dans l'attente d'une réponse retour du pays dans ses frontières qui se perd dans le brouhaha. A peine les prisonniers sont-ils entres dans la salle où les familles ne sont le souvernement, qui a plus d'une fois été contraint par la violence des événements à rétablir de fait la sépapas admises qu'une bagarre éclate à

l'extérieur, « On veut savoir tout de suite... » On interpelle un jeune soldat en faction devant la porte. Bientôt ce sont des femmes qui hur-lent : « On veut des listes, on a le droit de savoir.

Dans la foule, les représentants de la toute nouvelle Association kowel-tienne pour la défense des victimes de la guerre ont beau jeu de dénon-cer « la manualse organisation » de ce retour et, affirme Moubarak Adweni, « le manque de détermination du souvernement koweitien face à ce pro-

Traversée de l'Irak

» C'est en effet une question hau-tement sensible qui touche chaque famille, chaque maison, dit-il, nous voulons savoir exactement comblen de personnes détient l'Irak. Nous voulons des listes, des noms, des dates d'enlèvement, tout ce qui nous per-mettrait de mieux œuvrer et d'aider les familles. Le gouvernement ne répond pas avec assez de vigueur à cette question et pour obtenir plus vite la libération de ces gens.» Selon le Croissant-Rouge koweï-tien, 14000 noms de personnes détenues ou disparues ont été jusqu'à maintenant enregistrés, soit le double des chiffres avancés, officiellement 7000 personnes environ, et dont 2200 ont été libérées. Dans la salle, les ex-prisonniers enregistrent de nouveau leur nom et adresse, et racontent leur longue détention.

Soldat de la défense anti- aérienne Agim Hadhan, trente ans, affirme : « Les premiers jours cela a été dur, mais cela s'est amélioré ensuite. La plupart des soldats nous ont traités comme des frères. » La nourriture? « Nous avons mangé ce que nous don-nons, nous, à nos animaux. Un bout de pain par jour, et encore, quel pain!
Mais avec l'argent que nous faisaient
parvenir nos familles, on arrivait à
améliorer l'ordinaire. Les soldats irakiens sont très pauvres, alors on leur donnait de l'argent et ils nous apportaient des provisions, des supplèments.»

Quand out-ils appris qu'ils allaient être libérés? «La veille même de notre libération, raconte Khatif El Tarfi. Ils nous ont dit : demain vous serez libres. » Comment cela s'est-il passé concrètement? « On nous a emmenès en car de Takrit à Arrar en Arabie saoudite. Ensuite, ce fut une longue traversée de l'Irak. s Ont-ils vu des troubles? « Nous avons entendu des explosions, spécialement près de Bagdad», dit-il, ajoutant : « li y a des barrages routiers partout et dans toutes les villes. Les !rakiens

paraissaient très nerveux. Il y avait une grande tension. » Comme la plupart des prisonniers interrogés, il affirme : « Les Irakiens ne nous ont pas battus, ni maltraités, seulement ils n'ont rien et leurs camps étaient très sales, »

Le sort des bédouins

Marié, père de huit enfants, Khatif attend de retrouver sa famille qu'il n'a pas encore revue. Pour Mohamed, le problème est différent : ses deux semmes et ses dix enfants sont en Arabie saoudite, et il ne sait pas comment les rejoindre. Sans passeport, sans carte d'identité, il ne peut sortir du Koweit et pourtant c'est la scule chose qu'il veut. Nous le retrouvons à minuit, alors que plusieurs centaines de personnes attendent encore le dernier des neuf avions de l'armée de l'air koweïtienne qui ont fait la liaison Irak-Koweit

« Va au ministère de l'intérieur », lui conscille le représentant du Crois-sant-Rouge. « J'y suis allé, crie-t-il, mais ils ne veulent pas m'aider. Ils m'ont dit d'attendre les nouveaux passeports, mais nul ne sait quand ils seront faits » Encore Mohamed, Koweitien d'origine, est-il chanceux. Son nom figure surement sur l'ordi-nateur du ministère de l'intérieur, et il pourra récupérer ses papiers. Ce n'est qu'une question de temps.

Pour les non-Koweitiens, pour les « bidouns » (littéralement les « sans »), ces bédouins sans nationalité, dont beaucoup servaient dans l'armée ou la police, l'affaire est beaucoup plus compliquée. Divisés en trois groupes par les autorités koweitiennes, ils ne sont pas traités avec les mêmes égards. Les Koweïtiens qui peuvent prouver leur nationalité grâce aux ordinateurs du ministère ne rencontreront pas de graves problèmes.

Mais, ceux qui se prétendent tels. sans pouvoir le prouver, - dont les a bidouns » et les non-Koweltiens sont pour l'instant parqués dans des camps près de Jahra dans l'attente de papiers. Leur situation devrait être étudiée au cas par cas, mais ils ne sont pas certains de pouvoir réintégrer le Kowcit. Si la volonté des autorités de déterminer avec certitude qui est qui peut se comprendre, il ne fait pas de doute qu'avec ces prisonniers s'amorce une nouvelle politique, beaucoup plus restrictive, vis-à-vis des étrangers.

En attendant, le problème des disparus et des prisonniers risque de rester encore longtemps une préoccupation majeure pour les Koweitiens qui espèrent des autorités le maximum de pressions pour savoir ce qu'il est advenu des leurs.

FRANÇOISE CHIPAUX





Les anglophones préféreraient se séparer du Québec plutôt que de lui accorder un statut spécial

Les Canadiens anglophones préfèrent envisager la séparation du Québec plutôt que de lui accorder un statut spécial, ils rejettent la politique de bilinguisme des services fédéraux et ne font plus confiance à leurs dirigeants politiques. Tel est le constat peu encourageant que la commission sur l'avenir du Canada a dressé à mi-mandat. jeudi 21 mars à Ottawa. Montréal

de notre correspondante

En créant une commission itinérante appelée « Forum des citoyens », quatre mois après l'échec du processus qui aurait permis au Québec d'adherer à la Constitution du Canada, le premier ministre fédéral Brian Mulroney avait voulu tenter de « jeter des ponts » entre la majorité anglophone et la minorité francophone du pays. Or les points de vue semblent toujours aussi irréconciliables. D'un côté, la grande majorité

En Floride

Un ancien ministre

de la cocaine aux Etats-Unis et organisé sa distribution.

Le colonel Arce Gomez, sur-

nommé le « ministre de la

cocaine », avait été extradé aux

Etats-Unis en décembre 1989. Il a

nié les charges retenues contre lui.

Il est également accusé de viola-

tions des droits de l'homme dans

son pays pour avoir contribué à

organiser des escadrons de la mort

dit « le boucher de Lyon », extradé

en France où il a été condamné à

la prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité. - (AFP.)

□ BRÉSIL : tentative d'assassinat

du président Collor. - Un chômeur

de vingt-deux ans, armé d'un cou-

teau de cuisine, a tenté d'atteindre

le président Collor, vendredi

22 mars, au cours du «bain de

foule » hebdomadaire à la sortie du

palais du gouvernement. Repéré et

2 mètres de M. Fernando Collor, le

jeune homme a laissé tomber une

lettre qui devait être remise à la

presse après sa tentative d'homicide, si l'on en croit la radio Jornal

□ VENEZUELA: deux étudiants

tués dans des affrontements avec la police. - Des affrontements vio-

lents ont eu lieu vendredi 22 mars,

pour la troisième journée consécu-

tive, entre des manifestants étu-

diants et des forces de police, à

Venezuela. Les jours précédents,

deux étudiants avaient été tués et trois autres blessés sur les campus

universitaires de Trujillo et de

□ SRI-LANKA : L'armée affirme

avoir tué trois cents maquisards

tamouls. - Un porte-parole mili-

taire sri-lankais a déclaré vendredi

22 mars qu'au moins trois cents

maquisards des Tigres libérateurs

de l'Eelam Tamoul (LTTE) avaient

été tués au cours de quatre jours de

violents combats dans le district de

Mannar, dans le nord-ouest du

pays. Des affrontements sporadi-

ques se poursuivaient vendredi

autour de deux camps de l'armée,

attaqués par les séparatistes tamouls. - (AFP.)

Le Monde

PUBLICITÉ

LITTÉRAIRE

Renseignements:

45-55-91-82, peste 4356

do Brasil. - (AFP).

EN BREF

avec l'aide du nazi Klaus Barbi

des anglophones tient plus que tout au principe de l'égalité entre les dix provinces du pays et ne voit pas pourquoi le Québec devrait bénéficier d'un a traitement présérentiel », selon les premières conclusions de la commission, effectuées à mi-mandat et qui confirment ainsi plusieurs récents sondages. D'un autre côté, le gouvernement libéral du Québec s'apprête à demander au reste du Canada des «changements constitutionnels substantiels », de manière à ce que la province à majorité francophone obtienne une sorte de statut autonome. A défaut de quoi, un référendum pourrait être tenu sur la souveraineté politique du Québec, que le Parti québécois (opposition) ne cesse

> Politique jugée coûtense et inutile

Le bilinguisme (anglais-français) des institutions fédérales imposé en 1969 par Ottawa pour tenter de dissuader le Québec de se séparer ne trouve pas davantage grâce aux yeux des Canadiens. « La logique de cette

politique, jugée coûteuse et inutile, échappe à la plupart des personnes» qui se sont exprimées jusqu'à présent, indique le rapport de la com-mission. Le concept des « deux peu-ples fondateurs » du Canada, sur lequel s'appuyait cette politique est considéré par les anglophones « comme un anachronisme » qui empêche de reconnaître « comme il se doit » les droits des autres commu nautés, en particulier ceux des Amé-rindiens. Ces derniers, pensent unanimement les Canadiens, ont été « traitès iniustement », ce qui « a terni la réputation du Canada à l'étranger». Pour régler tous ces problèmes, les Canadiens hors Québec s'en remettent à leur gouvernement mais disent, pour la plupart, que le sys-tème politique n'est plus adéquat et que les dirigeants du pays ne sont pas dignes de confiance. Le président de la commission, M. Keith Spicer, mise sur le rapport, attendu dans les prochains jours, d'une autre commission - celle que le Québec a formée sur son propre avenir constitution-nel – pour relancer, d'ici juin pro-chain, le débat dans un Canada en

MARTINE JACOT

CHILI: le débat au sein de l'armée sur les exactions de la dictature

Les carabiniers et l'aviation appuient le président Aylwin

Trois semaines après la publication du rapport de la commission « pour la vérité et la réconciliation > sur les crimes commis par la dictature du général Pino-chet, le président de la république. M. Patricio Aylwin, a affirmé, vendredi 22 mars, que tous les coupables de violations des droits de l'homme devraient être « sanctionnés », et que les nombreux militaires et policiers amnistiés en 1978 par le régime du général Pinochet devralent être également jugés. Le rapport a provoqué des réactions diverses permi les corporations

SANTIAGO

de notre correspondant

tion, le général Fernando Matthei, a été le premier haut responsable militaire à réagir au rapport des «sages» sur les exactions commises pendant

la dictature du général Pinochet. la ciciature du general Prochet.
Tout en s'abstenant de toute critique
à l'égard de ses conclusions, il a
exprimé son « soutien à l'effort réalisé
par le président Aylvin en vue de purvenir à la réconciliation nationale». Le haut commandement des carabiniers a fait part aussi de sa position dans un communiqué publié ven-dredi 22 mars.

Contrairement à l'aviation, moins incriminée que les autres armes dans le rapport, les carabiniers ont sou-vent été chargés des basses besognes sous le régime militaire, et ils doivent répondre aujourd'hui de nom-breux crimes. Or leurs commandants breux crimes. Or leurs commandants expriment eux aussi leur « désir de contribuer à la réconciliation entre les Chillens» et de « faire les gestes pratiques nécessaires » pour y parvenir. Tout en refusant que « l'on préjuge de la responsabilité du personnel », ils disent s'en remettre aux « tribunoux compétents ».

L'armée de terre et la marine, elles, n'ont pas encore réagi officielle-ment. Généraux et amiraux ont pris le temps d'étudier le texte volumineux du rapport et de peaufiner leurs déclarations, qui seront communi-

quées prochainement aux autorités et quees prountenante elles « un geste en faveur de la réconciliation nationale », comme les y a invités le président? Rien n'est moins sur, à en juger par la conférence de presse donnée jeudi par le colonel Labbé, officier de réserve considéré comme le porte-parole officient du général Pinochet. Le colonel, en effet, s'en est pris vivement aux conclusions de la commission, coupable à ses yeux de ne pas reconnaître que les militaires avaient dû «livrer à partir de 1973 une guerre non conventi contre l'ennemi intérieur ».

Les innombrables cas d'exécutions sommaires, ou de traitements inhu-mains infligés par les militaires à leurs prisonniers, seraient-ils assimilables à des actions de guerre? « Je ne vous suivrai pas sur le terrain de la cassistique», s'est contenté de répon-dre l'officier. « L'armée de terre n'a aucune raison de se repentir», a-t-il conclu : puisque le rapport de la commission l'outrage dans son honneur, elle se réserve même le droit de saisir le conseil national de sécurité pour exposer ses griefs.

GILLES BAUDIN

ÉTATS-UNIS

La police sur la sellette

bolivien condamné pour trafic de cocaïne Une série de bavures policières à Los Angeles et à New-L'ancien ministre bolivien de York ont contraint les autorités l'intérieur, le colonel Luis Arce fédérales à passer au crible les Gomez, cinquante-deux ans, a été condamné, vendredi 22 mars, à méthodes des forces de l'ordre Fort-Lauderdale (Floride), à trente américaines. ans de prison pour avoir introduit

WASHINGTON correspondance

Depuis longtemps, les feuilletons télévisés entretiennent dans le grand public américain l'image de policiers justes exerçant leur métier avec un détachement professionel. mais toujours équitables et protecteurs des faibles et des innocents. Mais cette image a été bouleversée teur de Los Angeles (le Monde du 7 mars 1991), projetée à plusieurs reprises sur le petit écran. Des millions d'Américains ont été surpris et choqués par le spectacle d'un automobiliste noir, à terre, les menottes aux mains, frappé plus de cinquante fois avec achamement à coups de bâton, et brutalement piétiné par plusieurs policiers blancs de Los Angeles, qui trouvaient, semble-t-il, un certain plaisir à dis-traire une dizaine de leurs camarades qui ne bronchèrent pas devant ce passage à tabac d'une exceptionnelle violence. Depuis,

être traduits en justice, et les autorités fédérales ont ouvert une anquête nationale sur les quelque quinze mille plaintes pour brutalités policières déposées dans tout le pays. Mais ces violences continuent. A New-York, au cours des dernières semaines, cinq policiers sont accusés d'avoir battu puis étranolé en le serrant trop fort à la gorge un homme suspect d'avoir volé une automobile.

Beaucoup de victimes de ces violences policières, en grande majo-rité des Noirs ou des hispaniques, sont sortis de leur réserve pour raconter en détail les sévices qu'ils avaient subis. Du coup, les grandes des minorités dénoncent le racisme des policiers et demandent avec vigueur le renvoi de M. Gates, chel de la police de Los Angeles.

La Maison Blanche a pris conscience des retombées politiques de l'incident de Los Angeles. La tâche du président Bush, s'efforcant d'obtenir du Congrès une législation anti-crime, invitant les policiers et les juges à une pression plus vigoureuse, s'en trouve compliquée. En outre, ses liens avec M. Gates sont embarrassants. Le chef de la police a en effet activetorale de M. Bush en 1988. Et par une malheureuse coincidence, deux jours après l'affaire de Los Angeles, le président félicitait M. Gates comme «un des héros de la lutte contre le crime... ».

> **Déclarations** provocantes

Dans ses déclarations ultérieures, le président Bush certes s'est déclaré «indigné», mais il a refusé de condamner son ami politique. «il a été un chef de police exemplaire (...) et qui a droit à la parole», a-t-il dit. Mais, prudemment, le président a pris ses distances en rappelant à iuste titre que l'affaire concernait essentiellement les autorités de Los

En fait, M. Gates, qui refuse de démissionner, est bien protégé par un règlement de 1937 prévoyant que ni le maire ni les autorités administratives ne peuvent renvover le chef de la police sauf en cas de « mauvaise conduite» ou de e défaillance délibérée dans l'exercice de ses fonctions ». Ce qui a conduit le maire noir de la ville M. Bradley, qui s'efforçait en vain de modifier ce texte réglementaire, à se déclarer solidaire des organi-

M. Gates est un homme sévère,

sans doute intègre, très rigoureux envers les autres et lui-même mais qui multiplie les déclarations provocantes. Il a un jour qualifié de «paresseux» ses subordonnés hispaniques, traité de « grue » une journaliste de la télévision dont il n'aimait pas les commentaires. En 1982, il fut réprimandé pour avoir suggéré que les Noirs étaient plus menacés de succomber que « des gens normaux » lorsqu'on les maîtrisait per une prise à la gorge. A la même époque, il déclarait que l'Union soviétique envoyait en masse en Californie des espions se présentant comme des juifs émigrés... Bien entendu, M. Gates affirme qu'il compte « beaucoup

Les enquêteurs fédéraux doivent aussi apprécier les effets négatifs de la représentation inégale des minorités ethniques dans les effectifs policiers de plusieurs grandes villes. Ainsi à Los Angeles, où les non-Blancs représentent 60 % de la population, la proportion des policiers blancs dépasse 61 %. Selon le magazine Newsweek, 62 % des Américains estiment que les groupes ethniques minoritaires

d'amis noirs et juifs... ».

sont victimes des violences de la

Certes, les brutalités ne sont pas approuvées mais «expliquées» par les défenseurs de la police qui font valoir que la vague de criminalité, et surtout le surcroît de travail imposé aux policiers par la lutte contre la droque, créent des réflexes de frustration et de violence. Enfin, un très grand nombre d'Américains, probablement la « majorité silencieuse », écontre une certaine indulgence et peut-être même un sentiment de solidarité envers la police, qui accomplit un travail difficile. arrêtant les criminels, trop souvent bénéficiaires de la mansuétude des ment des prisons, sont libérés bien avant l'expiration de leurs peines. Enfin, peu de policiers accusés de brutalités sont condamnés. Sur environ deux mille cina cents affaires soumises chaque année à enquête, trente-cinq inculpations ont été prononcées en 1990. En 1988, à New-York, des photographies de violences policières étayèrent cent vingt et une plaintes, mais aboutirent seulement à six inculpations et à aucune condamnation,

HENRI PIERRE

ASIE

INDE: quarante-sept morts au Pendjab

Les militants sikhs multiplient les actions terroristes

NEW-DELH!

de notre correspondant

commençait à parler d'une relative amélioration de la situation au Pendjab, voire à envisager que des élections puissent s'y tenir en même temps que les élections générales prévues pour la fin mai, les militants sikhs ont choisi de refaire parler d'eux avec une extrême violence.

Quarante-sept personnes ont été tuées vendredi 22 mars, au cours de plusieurs incidents. L'un d'entre eux était manifestement destiné à prouver que la répression policière était sans effet sur la détermination des « fous du Khalistan » (la patrie mythique des indépendantistes sikhs), qui ont massacré 30 hindous à une douzaine de kilomètres de Chandigarh, la capitale de l'Etat.

Une dizaine de terroristes ont arrêté un autobus transportant des travailleurs. Prenant place à bord du véhicule, ils ont demandé au chauffeur de se rendre dans un lieu retiré. Après avoir intimé l'ordre à la demidouzaine de passagers sikhs de res-ter à bord, ils ont fait descendre les hindous qu'ils ont massacrés avec leurs fusils d'assaut Kalachnikov. Dans le district de Ferozpur, dans l'ouest du Pendjab, neuf personnes appartenant à des familles de policiers ont été tuées par un groupe de

La situation au Pendjab, où personnes ont été tuées en 1990, s'était légèrement améliorée depuis la nomination, en décembre dernier, d'un nouveau gouverneur, le général O.P. Malhotra. Le premier ministre, M. Chandra Shekhar, avait fait des offres de négociation aux militants sikhs, envisageant même de modifier la Constitution dans le sens d'une plus grande auto-M. Shekhar avait choisi comm

interlocuteur et intermédiaire M. Simranjit Singh Mann, un ancien policier et militant, aujourd'hui député. Réputé modéré, celui-ci a exhorté les représentants des organisations terroristes les plus dures à négocier avec le gouvernement. Le résultat s'est révélé peu encourageant : à force de vouloir se rendre acceptable par les uns et les autres, M. Mann est rejeté par les militants et, de facto, jugé non représentatif par le gouvernement. Les partis politiques sikhs sont aujourd'hui atomisés en de multiples grou-puscules. Et la crise du Pendjab perdure, notamment parce que ni les modérés ni les militants n'ont de chefs capables d'imposer un sem-

LAURENT ZECCHINI

CAMBODGE

Le prince Sihanouk accuse le Vietnam d'intensifier les combats

Le prince Norodom Sihanouk a appelé samedi 23 mars l'Indonésie, la France – coprésidentes de la Conférence de Paris sur le Cambodge -, ainsi que les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies à faire pression sur le Vietnam, qu'il a accusé d'être responsable de l'actuelle intensification des hostilités dans son pays. Dans un communiqué publié par son bureau à Pékin, le chef de la résistance khmère leur a demandé de «*faire quelque chose* » pour ame ner Hanol à retirer sans délai toutes ses troupes du Cambodge et à accepter dans son intégralité le plan de paix de l'ONU.

all y a au Cambodge une très dangereuse intensification de la guerre due à l'intervention de plus en plus visible et impudente des troupes du Vietnam », a affirmé le prince. Hanoī « lance offensive sur offensive contre les trois armées de la résistance », s'efforçant « d'empêcher l'écroulement » du régime de Phnom-Penh et souhaite a détruire totalement le processus de paix conçu par les Cinq du Conseil de sécurité et le secrétaire général de l'ONU v. ~ (AFP.)

JAPON

MM. Bush et Kaifu se rencontreront à Los Angeles le 4 avril Le président américain et le pre-

mier ministre japonais se rencontreront le 4 avril à Los Angeles, a annoncé vendredi 22 mars la Maison Blanche à l'issue de la visite de deux jours à Washington du chef de la diplomatie nipponne, M. Taro Nakayama. Le porte-pa-role de la Maison Blanche a indiqué que M. Bush comptait discuter de l'après guerre avec M. Kaifu et le remercier de la contribution japonaise à l'effort de guerre allié

Lors de sa visite, M. Nakayama a remis aux autorités américaines environ six milliards de dollars, premier versement sur la somme de prés de neuf milliards promise à Washington. Le reliquat devrait être versé le mois prochain; une partie est, selon M. Nakayama, destinée à la Grande-Bretagne et à la France. Le ministre nippon a par ailleurs affirmé qu'il était parvenu à mettre fin à la brouille nippo-américaine provoquée par l'attitude de Tokyo dans la crise du Golfe et par le différend commercial entre les deux pays.

D'autre part, le secrétaire géné-ral du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir a annoncé vendredi à Tokyo qu'il comptait proposer à M. Gorbatchev, lors de sa

prochaine visite à Moscou, un nouveau plan en deux étapes pour la rétrocession au Japon des quatre îles Kouriles qu'il revendique. M. Ichiro Ozawa souhaite que l'URSS rende dans un premier temps deux îles, puis les deux autres plus tard. « Notre position reste que nous voulons la restitution des quatre îles. Mais il y a le pro-blème des habitants [soviétiques] des deux dernières. Cela prendra du temps pour le régler et pour que ces iles puissent être restituées.»

En échange, M. Ozawa a confirmé que son pays était prèt à aider l'URSS, sans toutefois avancer aucun chiffre. Mais le quotidien Yomiuri, citant des « hauts responsables du Kremlin », a fait état d'une proposition japonaise de vingt-huit milliards de dollars. Cependant, M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russic, a déclaré vendredi que tout accord sur les Kouriles, qui font partie de la Fédération, serait invalide sans son accord. «Le Japon est un pays qui partage sa frontière avec la Fédération (...). Si l'on signe un accord sur des territoires concernant la Russie, nous considérerons un tel accord comme invalide», a-t-il prévenu. - (AFP, Reuler, AP.)

Amputation flagellation

SOUDAN : entrée en vi

qui, cutre la peine de mon, pr voit l'amputation, la lapidatio le Regulation et la crucifixio est entré en vigueur au Soude vendredi 22 mars, dans le régions à majorité musulment Il remplace la lagislation i 1983, daborée par la régime maréchal Gaefer El Nemary suspendus après la chute d dictateur, en 1985.

Ce nouveau texte prevoit tro catégories de crimes et de se tences. Les houdoud (peint islamiques) senctionnent l'adtère per la lapidation, le mourt et l'apostacie par l'exécution capitale, le vol per l'amputation de la main droite au niveau poignet; la consommation d'i cool et la diffemation per la fi geliation, le voi à main armée (la rébation armée contre l'Ex per l'amputation de la ma droite et du pied geuche, sur

... Le gases (talion) punit l'acti criminelle per un acre identique en retour (cell pour cell, de pour denti. Le teazir est l'app cation d'une peine de substit tion moins rigoureuse que f houdoud. Le flagalistion i pourta être appliquée aux pa sonnes de plus de soxiante d

Emeutes vi réprimées

également à la réprésentation de BIRD et de la Banque mondaile quartier de l'hôtel de ville et a commercial ont eté mis à sac Su route de l'aéroport, une station d' sence, supposée appartenir à dignitaire du régune, était égaleme incendice en début de matem « Tout le monde est dans la rue et sinuation est quasi ilterrectio résumait un térricia.

L'Association des élèves et él diants du Maii (AFEM), qui av-lancé, mercredi, une grève de qu rante buit heures, a imaginait sa doute pas que la marche de prote fation de vendredi, destinée à obter une augmentation des bourses et création d'une commission méépe dante pour enquêter sur la mort plusieurs élèves en janvier et fémi tournerait ainsi à la tragédie. Il a fallu attendre 17 beiges per

qu'un semblant de carculation pur reprendre dans les raes, ponchées pierres et de poeus mai étains. L

rains du Sahara et du Sahai SUPERFICIE: 1 240 000 ki POPULATION: 8.1 mill 'habitants, répartis en lins vi

tantes sont les Bambes importantes sont les Malinkés, Dogons, Penle, Si Malinkés, Dogons, Penle, Si ghats, Maures et Tourings CAPITALE Bar LANGUE OFFICELLE THE TO

RELIGIONS : musi

HISTOIRE colonia franc sous te nom de Soudan, devis le Maii après, l'éclateuent de lédération formée avec le Sénés le pays acquier son indépende en 1960. Le République d'abord présidée par Moo Keite, pars par le général Mos Trapré, anné le ponçoir à le a un coup d'Etat minime en 1 d'un coup d'Etat mause de l'INSTITUTIONS pépais 1974 général. Traoré a l'instauré régime cévit à de tivo préside avec un paré unique. L'un paré unique l'un pour le régime au peuple rée autribité et une ausamblés ne autribité et une ausamblés ne

Amputation, lapidation, flagellation, crucifixion...

Le nouveau code pénal fondé ans ou de moins de dix-huit sur la charia, la loi islamique, qui, outre la peine de mort, prévoit l'amputation, la lapidation, la flagellation et la crucifizion, est entré en vigueur au Soudan, vendredi 22 mars, dans les régions à majorité musulmane. il remplace la législation de 1983, élaborée par le régime du maréchal Gaafar El Nemeiry et suspendue après la chute du dictateur, en 1985.

Ce nouveau texte prévoit trois catégories de crimes et de sentences. Les houdoud (peines islamiques) sanctionnent l'adultère par la lapidation, le meurtre et l'apostasia par l'exécution capitale, le vol par l'emputation de la main droite au niveau du poignet, la consommation d'alcool et la diffamation par la flageliation, le vol à main armée ou la rébellion armée contre l'Etat par l'amputation de la main droite et du pied gauche, suivie de crucifixion.

Le qasas (talion) punit l'action criminelle par un acte identique en retour (œil pour œil, dent pour dent). Le taszir est l'application d'une peine de substitution moins rigoureuse que les houdoud. La flagellation ne pourra être appliquée aux personnes de plus de soixante-dix

Le nouvelle législation interdit toutefois l'intrusion dans le vie privée. Contrairement à ce qui sa passait précédemment, il ne sera pas permis d'exiger d'un homme et d'une femme se promenant ensemble en public de prouver leur état marital. En outre, selon des informations recueillies dans les milieux spécialisés, les peines prévues par le nouveau code ne seront pas appliquées rétroactivement.

L'emrée en vigueur de la charia intervient concurremment avec la mise en place du régime fédéral décidé récemment par le gouvernement militaire soudanais et qui permet aux régions à majorité non musulmane de se doter de leur propre système

Plusieurs centaines de perentre 1983 et 1985, en vertu des lois islamiques instaurées par le régime du maréchal Nemeiry. Un célèbre cas d'exécution capitale pour apostasie avait également bouleversé l'opinion internationale, en février 1985, celui de l'humaniste Mahmoud Mohammed Taha, le chef des Frères républicains, également surnommé le Gandhi soudanais. - (AFP.)

ÉTHIOPIE : des dizaines d'Occidentaux quittent le pays

Les rebelles nordistes progressent vers Addis-Abeba

SOUDAN

KHARTOUM

_oGondar

ADDIS ABEBA

sants européens, dont une cinquantaine de Français - épouses d'expatriés et leurs enfants, pour l'essentiel, - ont quitté l'Ethiopie à la fin de semaine demière (1); d'autres pourraient les suivre au cours des prochains jours, en cavançant > volontairement la date de départ des vacances de Pâques, viennegt d'indiquer des sources autorisées à Addis-Abeba. Estiment la situation suffisamment «sérieuse» pour permettre à ceux de leurs ressortissants qui le souhaitent de boucler leurs valises, les ambassades européennes, comme celle des Etats Unis, n'ont cependant donné aucune consigne formelle d'éva-

«La vie auotidienne est calme, tout fonctionne normalement, mais les gens sont très inquiets», confie un habitant de la capitale. « Depuis la chute des provinces du Godjam et de Gondar, la plupart des Ethiopiens se disent que, cette fois-ci, le régime est fini.» L'absence de réaction de l'armée gouvernementale face aux avan-cées des maquisards nordistes du Tigré et de l'Erythrée, et, surtont, la facilité apparente avec laquelle les rebelles tigréens ont pris, la semaine dernière, le contrôle de la province du Godjam (Nord-Ouest), intriguent et angoissent les habitants d'Addis-Abeba

Les hauts plateaux de la province du Godjam ne constituent-ils pas un des fiefs de l'ethnie amhara, très larvaise augure pour le régime du président Menguistu. Aggravant l'inquié-tud: qui prévaut à Addis-Abeba, la radio des maquisards du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) a affirmé, dimanche, que deux divi-sions gouvernementales, qui avaient tenté une contre-offensive pour reprendre cette province, avaient été

Mardi 19 mars, la radio rebelle diffusait un nouveau bulletin de vic-toire : la localité de Mezezo, dans le nord de la province du Choa, serait, depuis le 14 mars, aux mains des maquisards. Or Mezezo est située à moins de 150 kilomètres de la capitale éthiopienne. Vendredi, c'est une ville voisine de Mezezo, Sela-Dingay, qui serait, à son tour, tombée sous le contrôle des guerilleros du Front populaire révolutionnaire et démocratique éthiopien (FPRDE) - qui regroupe quatre mouvements armés, et où dominent les Tigréens du FPLT.

La situation militaire n'est guère plus brillante dans le Nord-Est, autour d'Assab, le grand port de la mer Rouge, contre lequel les troupes du Front populaire de libération de l'Erythrée ont lancé l'assaut, et autour de Dessié, importante localité située à moins de 300 kilomètres d'Addis-Abeba, que l'armée régulière semble avoir bien du mai à défendre.

Bronille avec Israël

Ces difficultés sont d'autant plus préoccupantes pour le pouvoir en place qu'elles ont coïncidé avec une tension soudaine des relations diplomatiques avec Israël. Jérusalem a reproché à Addis-Abeba d'avoir reproche à Addis-Abena d'avoir cessé, depuis trois semaines, d'accor-der des visas de sortie aux Falachas (juifs éthiopiens) désireux d'émigrer en Israël. L'affaire est devenue à ce point sérieuse que le premier minis-tre israëlien, M. Yitzhak Shamir, s'était engagé, dimanche dernier, à intervenir « personnellement » pour règler le litige. Depuis la fin 1989, entre 3 500 à 4 000 juis éthiopiens auraient réussi à émigrer en Israël. Forte de 12 000, voire 20 000 membres, selon les sources, la communauté falacha constitue un objet de chantage évident entre les deux capi-

0 anometres 250

Le président Menguistu, que l'on soupçonne d'avoir marchandé le départ des Falachas contre un sontien militaire d'Israël, se serait-il montré trop gourmand ou trop impatient? Jérusalem avait d'abord tenu l'interruption de la délivrance des visas pour une sorte de panne « technique et temporaire ». Le ministère israélien des affaires étrangères avait même cru bon d'affirmer que ce dossier n'avait « aucun rapport » avec des demandes de livraison d'armes de l'Ethiopie. Quoi qu'il en soit, le résultat est là : des milliers de Falachas, candidats au départ, se trouvent aujourd'hui bloqués. Gondar pour venir à Addis, et ils ont dù accepter, par écrit, d'abandonner leurs biens », rapporte une source digne de foi. Certains d'entre eux. a qui n'ont pas été reconnus commi juifs», auront done tout perdu dans leur périple. Après trois semaines d'incertitude, la brouille israélo-éthiopienne - la première, officielle, depuis la reprise des relations diplo matiques en novembre 1989 - vient d'être provisoirement résolue : deux cent vingt Falachas sont arrivés, vendredi, en Israël, et quelque quatre cents autres devraient suivre dans les

DIBOUTI

HARRAR

BALE

CGADEN

tout prochains jours. **CATHERINE SIMON**

Emeutes violemment réprimées au Mali

bandes de casseurs, s'en sont-pris BIRD et de la Banque mondiale. Le quartier de l'hôtel de ville et une route de l'aéroport, une station d'essence, supposée appartenir à un dignitaire du régime, était également incendiée en début de matinée. «Tout le monde est dans la rue et la situation est quasi insurrectionnelle», résumait un témoin.

L'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), qui avait lancé, mercredi, une grève de quarante-huit heures, n'imaginait sans doute pas que la marche de protes-tation de vendredi, destinée à obtenir une augmentation des bourses et la création d'une commission indépen-dante pour enquêter sur la mort de tournerait ainsi à la tragédie.

Il a failu attendre 17 heures pour qu'un semblant de circulation puisse reprendre dans les rues, jonchées de pierres et de pneus mal éteints. Des selon les sources. Certains de ces

Suite de la première page, patrouilles de police continuaient à quadriller la ville mais le dispositif de sécurité, notamment les blindés légers déployés dans la journée, se faisair nellement plus discret. Tandis que le calme revenait, l'opposition faisait connaître les premiers bilans des victimes.

Etat d'urgence dans les villes

Selon le docteur Bokri Treta, membre de l'Alliance pour la démo-cratie au Mali (ADEMA), dix-huit cadavres ont été amenés à la morgue de l'hôpital Gabriel-Touré et un dixneuvième dans une clinique de Bamako. D'après un autre opposant, M- Demba Diallo, président de l'Association malienne des droits de l'homme et membre du Comité national d'initiative démocratique (CNID), vingt-cinq corps ont été recensés à la morgue de la capitale.

L'arrivée d'une équipe belge de Médecius sans frontières (MSF) a été annoncée, vendredi soir. Le person-nel médical malien semble, en effet, totalement débordé par l'afflux des blessés - trois cents à quatre cents,

blessés, dont les membres inférieurs ont été déchiquetés par des grenades ou par des balles, ont dû être amputés. Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs villes de province, notamment à Kayès. Ségou, Sikasso, Mopti, Gao et Kati, sans que l'on en connaisse l'ampleur. Ce n'est qu'en début de soirée que

le chef de l'Etat, le président Moussa Traoré, dans un message à la nation, a lancé un appel au calme et a affirmé sa « totale disponibilité » à ouvrir le « dialogue et la consultation» pour trouver « des solutions durables à ces différents problèmes.». Tout en confirmant que le prochain congrès de l'Union démocratique du peuple malien (le parti unique au pouvoir), prévu jeudi 28 mars à Bamako, devrait étudier la mise en place du multipartisme, le président Traoré a dénoncé les violences « que rien ne peut justifier» et a annoncé l'instauration de l'état d'orgence dans

Les syndicalistes de l'Union natio-nale des travailleurs du Mali (UNTM, centrale unique) ainsi que les militants de l'opposition ont exprimé leur « solidarité » avec les manifestants et ont décidé la création d'une coordination * pour renforces l'unité d'action en vue de l'avènement d'une société démocratique et pluraliste au Mali ». Aucun mot d'ordre de grève ou de manifestation n'a cependant été lancé. - (AFP, AP,

les principales villes du pays.

8,1 millions d'habitants

Le Mali fait partie des pays riverains du Sahara et du Sahel semi-SUPERFICIE: 1 240 000 kilo-

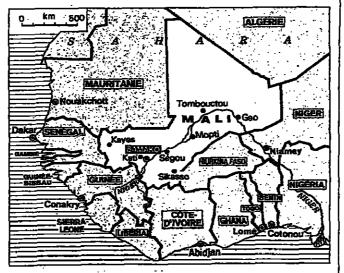
mètres carrés. POPULATION: 8,1 millions d'habitants, répartis en une ving-taine d'ethnies dont les plus importantes sont les Bambaras, Malinkés, Dogons, Peuls, Songhais, Maures et Touaregs.

CAPITALE : (800 000 habitants) LANGUE OFFICIELLE : le fran-

RELIGIONS: musulmans 94 % de la population, chrátiens 4 % et animistas 2 %. HISTOIRE: colonie française

sous le nom de Soudan, devenue le Mali après l'éclatement de la fédération formée avec le Sénégal, le pays acquiert son indépendance en 1960. La République est d'abord présidés par Modibo Keita, puis par le général Moussa mil, sorgho), coton, or. Traoré, armé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire en 1968. INSTITUTIONS : depuis 1979, le général Traoré a instauré un régime « civil » de type présidentiel avec un parti unique, l'Union FORCES ARMEES : démocratique du peuple mallen 7 300 hommes. (UDPOM), et une assemblée nationale élue.

ECONOMIE:



- PNB/habitant : 230 dollars. Dette extérieure : 2,2 mil-

7 300 hommes. Gendarmene:

Le Maii est membre de l'OUA, de l'Organisation de la conférence Ressources : céréales (riz, islamique, de la Communauté éco- (OMVS). - (AFP.)

nomique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), de la zone franc, du CILSS (Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel), de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal

OOICII. Embarquement immédiat.



Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril 1991, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les tarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vol Air France ou Aéromaritime, et sur Tel Aviv et la Réunion du 13 mai au 16 juin. Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

C'est le moment!



TRANSPORTEUR OFFICIÉL INTERNATIONAL DES XVIºº JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la reglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale,

Publication d'une liste de députés ayant collaboré avec l'ancienne police politique

L'Assemblée fédérale a connu, ven-dredi 22 mars, sa journée la plus dra-matique depuis la «révolution de velours». Dans un climat pesant, le porte-parole de la commission d'en-mate partementaire cur le ion d'enquête parlementaire sur la journée du 17 novembre 1989, M. Petr Toman, a rendu publique une liste de dix députés qui étaient des agents de la STB, l'ex-police politique communiste. Son rapport et le débat, qui a duré huit heures, ont été retransmis en direct par la radio et la télévision.

Devant une assemblée au complet, M. Toman a dévoilé les noms des parlementaires fichés comme collaborateurs dans les archives de la STB. Il n'a toutefois pas révélé les noms de sept autres députés qui ont démissionné après avoir reconnu une

«cooperation immorale» avec la STB, nì precisé si d'ex-agents s'étaient infiltrés au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle.

Les principaux ténors politiques étant absents de la liste, le rapport a provoqué peu de surprises, à l'excep-tion des révélations sur M. Jan Kavan, un ex-dissident membre du Forum civique et ancien responsable de Palach Press, l'agence de presse de la dissidence tchécoslovaque à Lou-dres, où il se trouvait en exil.

Bleme et tendu, M. Kavan a nié avoir été un informateur de la STB en 1969 et 1970 en Grande-Bretagne, où il était président de l'Union des étudiants tchécoslovaques émigrés dans ce pays. Il a, en revanche, reconnu avoir été à cette époque en « contact avec le responsable des affaires scolaires de l'ambassade tché-

URSS: devant des ouvriers à Leningrad

de nombreux exilés et dissidents tché-coslovaques pour son rôle de porteparole à l'étranger de la Charte 77, le mouvement de défense des droits de l'homme fondé par le président Vaclav Havel. M. Petr Uhl, ancien opposant, actuel directeur de l'assence de presse CTK et député de l'aile che du Forum civique, a réclamé « des preuves concrètes » de la collaboration de M. Kavan, qui, à la différence des neuf autres, n'était nas classé dans la rubrique «agents».

La commission n'a d'ailleurs décidé que la veille au soir, et par six voix contre cinq, qu'il ferait partie de la «charrette», avec deux autres députés du Forum civique (l'économiste Rudolf Zukal et l'acteur Petr Burian), quatre communistes, les deux principaux dirigeants des autonomistes moraves et l'ex-numéro un du Parti

cik, déjà accosé de collaboration en juin dernier. Tous ont égalemen reieté les accusations de collaboration avec la STB et annoncé leur intention de faire appel aux tribunaux pour être

Certains estiment à Prague que l'affaire Kavan a été provoquée par cerde la commission et de la dissidence nettre de définir les vrais agents ».

lavés de tout soupçon.

tains partis - tout l'échiquier parle mentaire est représenté dans la Michal Kocab, chanteur de rock et député du Forum civique, n'a pas caché que « le cas Kavan iette une ombre sur les travaix de la commission, qui a mis côte à côte des noms qui n'auraient jamais du l'être, sans

Un tribunal bayarois autorise la tenue d'un congrès de « révisionnistes »

> Le tribunal administratif de Bavière a annnulé, vendredi 22 mars, la décision des autorités municipales de Munich interdisant la tenue d'un congrès d'historiens négateurs de l'Holocauste dans la capitale bava-

ALLEMAGNE: contre l'avis

de la municipalité de Munich

de notre correspondant

Organisée à l'initiative du dirigeant néo-nazi bavarois Ewald Althans, cette manifestation devait réunir, samedi 23 mars, les principaux porte-parole du courant dit «révisionniste»: le Français Robert Faurisson, le britannique. David Irving, l'Allemand Ernst MARTIN PLICHTA Zündel et l'Américain Fred Leu-

noncer sur l'ouverture éventuelle

conseiller socialiste. Dans une let-

lateur immobilier » et de « trafi-

quant de pétrole et de coton afri-

cain ». Entendu par une

commission parlementaire, le

député genevois avait répété qu'il

maintenait ses affirmations. Même

si le Conseil national n'a pas direc-

tement pris position sur le principe

de l'immunité, sa décision équi-

vaut pratiquement à sa levée, ce qui ne s'était plus produit depuis

Selon M. Ziegler, cette décision

est «un acte de vengeance» de ses

ment de l'argent sale et l'affaire

Koop, a déjà valu à son auteur et à

Personnalité contestée jusque dans

les rangs de son propre parti,

M. Ziegler a été comparé à

M. Jean-Marie Le Pen par un de ses collègues du Parti libéral, qui

lui reprochait des propos e aux

relents d'antisémitisme » et ses

amitiés avec certains dirigeants

1939 en Suisse.

teurs, cette rencontre internatio-nale était destinée à donner le plus large écho au dernier en date des écrits pseudo-scientifiques visant à nier la réalité des chambres à gaz. Il s'agit du rapport de l'ingénieur américain Fred Leuchter, publié en 1988 aux Etats-Unis, qui s'attache à démontrer que l'extermination massive des juifs dans les camps nazis était impossible pour des raisons «techniques». Ewald Althans et ses amis, actifs au sein d'un Office de formation de la ieunesse allemande, avaient retenu à la fin de l'année dernière une salle du Deutsches Museum de Munich d'une capacité de 2400 places pour y organiser un «show multimédia à la gloire du combat pour la liberté de parole ». Abusée par cet intitulé, la direction du musée avait donné son aval pour la location, d'autant plus facilement qu'elle avait été payée d'avance.

chter. Dans l'esprit des organisa-

--

No.

« Avenglement politique et moral »

Informés au début de cette semaine de la nature réelle de la manifestation, les responsables du Deutsches Museum annulaient le contrat de location pour « trompede poursuites judiciaires contre le rie». La mairie de Munich, compétente pour autoriser les manifestatre parue en 1989, puis à la télévi-sion romande, M. Ziegler avait traité M. Gaon à la fois de « spécutions publiques, interdisait de son côté le congrès. Les organisateurs avaient porté les deux affaires devant le tribunal administratif de Bavière réuni en procédure d'urgence. Celui-ci a donné raison au musée, mais annulé l'interdiction municipale. Les organisateurs ont annonce jeudi soir leur intention de tenir leur réunion dans une autre salle, sans toutefois en révéler l'adresse pour éviter la tenue de manifestations hostiles, annoucées par un Forum antifasciste de

Le ministre bavarois de l'intérieur, M. Edmund Stoiber (CSU), s'est déclaré « exirêmement décu La Suisse lave plus blanc. Cet que le tribunal administratif n'ait ouvrage polémique sur le blanchi- pas vu le danger extremiste d'une réunion de « révisionnistes ». Une loi, votée en 1987 par le Bundestag et connue sous le nom de «loi du mensonge d'Auschwitz » prévoit des poursuites contre les personnes qui diffameraient la mémoire des

> Le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, M. Heinz Galinski, a également critiqué très vivement la décision du tribunal bavarois qu'il accuse de « total aveuglement politique et moral». **LUC ROSENZWEIG**

son éditeur, Le Seuil, plusieurs procès en France et en Allemagne.

victimes des nazis.

SUISSE : personnalité contestée Le député Jean Ziegler pourra

être traduit en justice pour ses écrits

BERNE

de notre correspondant

M. Jean Ziegler, député de Genève au Parlement helvétique et professeur de sociologie, pourra être traduit en justice en Suisse pour des attaques qu'il a proférées dans ses écrits contre diverses personnalités. Ainsi en a décidé, vendredi 22 mars, le Conseil national (chambre basse), en refusant, par 97 voix contre 72, d'étendre son immunité parlementaire à ses

C'est à la suite d'une plainte en diffamation déposée par un homme d'affaires genevois, M. Nessim Gaon, que les chambres

l'absence de Bourse des valeurs adversaires contre son dernier livre mais des contacts ont été pris avec dier - et des locaux trop exigus pour accueilir les centaines de clients qui se pressent tons les jours dans les escaliers de l'immenble.

Autre «heureux»: ce commerçant habile qui remplit en Grèce des camions-citemes avec de l'essence et revend celle-ci, au prix fort et en devises, aux Sofiotes pressés, et riches, qui sont las de passer des heures et des heures à faire la oneue devant les stations-service. Les autorités bulgares tentent de lutter contre le marché noir. Dimanche 17 mars, la police est intervenue dans des foyers de travailleurs immigrés de Sofia, accusés d'abriter des centres de trafic illégal de marchandises pratiqué par des ouvriers vietnamiens dont les contrats ont expiré et qui attendent d'être rapa-

La force de la nomenklatura

«Des malins, il y en a beaucoup, il y en a même de plus en plus. Surtout, parmi les anciens membres de la nomenklatura qui profitent de leur contact avec l'étranger, et de la fortune qu'ils ont amassée pour réaliser des affaires juteuses. En revanche, on ne voit toujours pas apparaître, ou alors si peu, de véritables producteurs, de personnes qui veulent créer des entreprises », estime, à juste titre, un expert occidental.

Comme si dans leur découverte de l'économie libérale, les Bulgares, à l'image d'ailleurs des citoyens de la plupart des anciennes démocraties populaires, avaient totalement négligé ce qui constitue, jusqu'à preuve du contraire, le moteur de cette économie : la production. Et c'est précisément lorsque les autorités s'attaqueront à ce dossier que la Bulgarie risque de connaître les sou-

bresauts les plus violents. Lorsqu'il s'agira de faire des coupes sombres dans des administrations pléthoriques, de licencier les dizaines de milliers de travailleurs en surnombre dans des entreprises obsolètes et inopérantes, alors, la résistance des anciennes structures communistes donnera toute sa mesure. Il suffit de voir un ministre obligé de constituer lui-même ses dossiers, compte tenu du peu de confiance qu'il a dans son administration, pour se rendre compte de la force de cette nomenklatrura, décidément indéracinable

EN BREF

□ AFRIQUE DU SUD : plus de 1 800 exilés et déteaus sont amnistiés. - Le gouvernement a annoncé, vendredi 22 mars, l'amnistie de 1 833 détenus politiques et personnes exilées - pour la plupart membres du Congrès national africain (ANC). Parmi les amnistiés, figurent un membre du bureau politique du Parti communiste, M. Mac Maharaj, et cinq militants d'extrême-droite Aucum des bénéficiaires de l'amnistie n'est actuellement en prison. - (AFP. AP.)

O POLOGNE : barrages routiers de paysans. — Des agriculteurs pro-testant contre la politique du gou-vernement ont bloqué de nom-breuses routes de Pologne pendant quelques heures vendredi 22 mars, à l'appel de diverses organisations paysannes, dont Solidarité rurale. — (AFP, UPL)

☐ ROUMANIÉ: deux ministres retirent leur démission. - Les ministres roumains des finances, M. Teodor Stolojan, et du com-merce et de l'industrie, M. Anton Vatasesca, qui avalent démis-sionné au début de la semaine pour demander une réforme des prix plus radicale, ont repris leur démission vendredi 22 mars, à la demande du premier ministre, M. Petre Roman. - (AP, Reuter.)

z SÉNÉGAL : 211 moins cinq séparatistes de Casamance tués. -Au moins cinq séparatistes de Casamance (sud du Sénégal) ont été tués au cours d'affrontements, lundi 18 mars, dans le village de Kaguit, près de la frontière de Guinée-Bissau, a rapporté, vendredí, le quotidien dakarois le Soleil. Selon le iournal, les rebelles qui venaient d'attaquer le village, blessant trois civils, ont été encerclés par l'ar-JOSE-ALAIN FRALON | mée, qui a ouvert le fen. - (AFP.)

O SOMALIE : évacuation d'une équipe de la Croix-Rouge. - Le Comité international de la Croix-Rouge a annoncé, vendredi 22 mars, qu'il avait temporaire-ment évacué ses représentants du nord de la Somalie, du fait de l'insécurité qui y règne. Les dix-neuf membres de l'équipe, présents à Berbera, ont gagné Djibouti. Par ailleurs, le délégué de la Commu-nauté économique européenne (CEE) a annoncé, vendredi à Nairobi (Kénya), qu'une aide d'ur-gence de 12 millions de dollars avait été accordée à la Somalie. -

□ YOUGOSLAVIE: nouveau rédacteur en ches à Politika. -M. Alexandar Prija, ancien ministre des affaires étrangères de Serbie, a été nommé vendredi rédacteur en chef par intérim du principal quotidien de Belgrade, Politika, a annoncé la télévision indépendante de Belgrade Studio B. Député du Parti socialiste (ex-communiste). M. Prija, cinquante-cinq ans, est un fidèle du président de Serbie, M. Slobodan Milosevic. - (AFP.)

□ Le président tchécoslovaque Vaciav Havel à l'Elysée. - Le président tchécoslovaque Vaclav Havel devait déjeuner à l'Elysée, samedi 23 mars, au cours d'une brève visite à Paris clôturant ses déplacements à Bruxelles et à La Haye (le Monde des 21 et 22 mars). Le président Mitterrand et son hote devaient notamment s'entretenir des Assises de la confédération européenne qui doivent se tenir en juin à Prague, à l'initiative du

M. Eltsine relance l'offensive contre M. Gorbatchev

cruciale pour lui, du Congrès des députés du peuple de Russie, le président russe, M. Boris Eltsine, a demandé aux ouvriers de Leningrad de le soutenir dans la partie qui l'oppose au numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbat-

Prenant la parole dans une salle de l'usine de tracteurs Kirov, M. Eltsine, dont l'intervention a été retransmise par la télévision de Leningrad, a réaffirmé qu'il ne pouvait y avoir de compromis entre M. Gorbatchev et lui-même. Ses dernières rencontres avec le président soviétique, a-t-il dit. l'ont « ruiné le pays pendant ces six ans ».

Jours meilleurs

en Bulgarie

En janvier, des manifestations.

des grèves de plus en plus violentes emportent finalement le gouverne-

ment de M. Loukanov qui cède la

place à un juriste sans étiquette poli-tique, M. Dimitar Popov. Celui-ci forme, enfin, un gouvernement de coalition et l'ensemble des forces

politiques et syndicales décrètent une «paix civique» de deux cents

jours : pas de manifestation, pas de

Réforme

agraire

Né il y a soixante-trois ans à

Koula, une petite ville proche de la

frontière yougoslave, dans une famille d'ecclésiastiques et d'intellectuels, M. Dimitar Popov n'a pas tardé à prouver qu'il voulait utiliser

à pleia protect du l'voltain annier à pleia cet état de grâce inespéré. Ce juge, à la réputation de sévérité bien établie, tranche, par son discours, ou plutôt par son absence de discours,

sur l'ensemble d'une classe politique bulgare tellement à l'aise dans les

S'il n'appartient à aucun parti,

M. Popov se défend d'être apolit, M. Popov se défend d'être apolitique et estime « conséquentes » ses convictions démocrates. Traduire : il n'a aucune affinité, et d'aucune sorte, avec le communisme. Orateur sans panache, le nouveau premier ministre » qui affirme propie ceré.

avenir politique». - s'il continue sur sa lancée, pourra se prévaloir, lors

des prochaines élections générales, sans doute a l'automne, d'un bilan

plus que satisfaisant. Les partis

d'opposition, au vu de sondages qui les assurent aujourd'hui d'une

confortable avance sur les anciens communistes, souhaitent que cette consultation ait lieu dès le prin-

temps. Rompant l'engagement de ne pas manifester, près de cinquante mille personnes sont descendues

dans les rues de Sofia, dimanche

17 mars, pour exiger l'organisation

La décision de libéraliser les prix,

le la février, a tout d'abord provo-qué un électrochoc. La viande coûte

aujourd'hui huit à dix fois plus cher

qu'il y a deux mois : quarante-cinq levas le kilo, alors que le salaire

moyen s'établit autour de trois cents

levas. Le prix de la charcuterie a été

multiplie par dix, celui du pain par

neuf... Conséquence de ces ausmen-

tations : les marchandises, stockées

d'élections en juin.

1.

n'avait aucunement l'intention de se montrer conciliant avec la Fédération de Russie. « C'est pourquoi je prends mes distances avec la politique du président, et c'est pourquoi votre soutien est très important pour moi », a-t-il poursuivi.

M. Eltsine s'est fait ovationner lorsqu'il a rappelé que « les mineurs en grève exigent la démission du pré-sident Gorbatchev ». Il a rappelé que les dirigeants de Russie avaient demandé au premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, de recevoir d'urgence des représentants des mineurs. Mais, a ajouté M. Eltsine, « Pavlov fait encore des caprices ». Le président de Russie a encore accusé la direction soviétique d'avoir

tant par les paysans que par les

intermédiaires, ont de nouveau fait

leur apparition sur les étals des magasins. « Avant, les produits ne

coutaient pas cher, mais il n'y en avait pas. Aujourd'hui il y en a, mais

on ne peut pas les acheter», ironise une étudiante de Solia.

Comme si, difficilement, chaoti-

quement, les Bulgares commen-

caient à prendre des habitudes de

«vrais» consommateurs. Ils appren-

nent à comparer, à regarder, à ache-ter en petites quantités au lieu de se

précipiter sur la moindre marchan-

dise offerte. Comme si, aussi diffici-

lement et aussi chaotiquement, un

sembiant de marché se mettait en

sont engagés à se mettre en grève si M. Eltsine était renversé par les conservateurs, lors de la réunion du Congrès des députés de Russie le 28

Par ailleurs, alors que la grève des mineurs se poursuit dans d'autres bassins houillers d'URSS. les mineurs de Karaganda, au Kazakhstan, ont décidé de suspendre leur mouvement pendant trois mois à la suite d'une rencontre avec le président kazakh, M. Noursoultan Nazarbaiev, ont indiqué vendredi les Izvestia. De leur côté, les mineurs des gisements d'or de Sibérie ont repris le travail après deux

jours de grève, selon l'agence Tass. léthargie. Le gouvernement a aussi promis que dans les prochaines semaines, le Parlement adoptera un

nouveau code de commerce et une

loi sur les investissements étrangers.

L'étranger qui débarque aujour-d'hui à Sofia sera aussi surpris par... l'absence de marché noir sur les evises. Certes, il y aura toujours un chauffeur de taxi pour vous propo-ser un taux avantageux, certes le dollar reste encore le sésame obligatoire pour se procurer certains services mais plus personne n'est accosté dans la rue par les dizzines de «changeurs» clandestins. Pour la bonne raison que le gouvernement, sur les conseils des autorités monétaires internationales, a décidé de faire coincider, comme cela se passe en Hongrie par exemple, le taux officiel du leva avec celui du marché

On a ainsi assisté début février à une scène qui aurait paru incroyable quelques mois plus tôt : de nombreux Bulgares se sont précipités à

vous êtes PLUS OPTIMISTE QUE MOI ... ministre – qui affirme n'avoir « pris encore aucune décision quant à son avenir politique », – s'il continue HILFILL

PANCHO place. Les prix de la viande, nette-ment trop prohibitifs, n'étaient-ils pas, aux dernières nouvelles, en train de baisser à Sofia? Il faut dire que le strict contrôle des salaires nour chaque leva d'augmentation à, ses employés, l'employeur doit ver-ser un leva à l'Etat - oblige les Bulgares à faire des prodiges d'économie pour se procurer le strict nécessaire. Mais la conclusion reste nanime : « Cela va mieux. »

La première banque privée

Autre motif d'espoir : l'adoption in février d'une loi agraire e Monde du 27 février) qui devrait permettre aux anciens propriétaires de récupérer leurs terres et, partant, de sortir l'agriculture bulgare de sa

la Banque nationale pour changes sement amassés au cours des années, contre... des levas. Les taux avantageux proposés - vingt-huit levas, au lieu de trois précédemment, pour un dollar - justifient cet attachement soudain des Bulgares à leur monnaie nationale mais, là encore, se manifestent les prémices d'un nouveau comportement écono-

M. Svetlin Statkov, président de la première banque privée bulgare, explique qu'à cette époque sa banque a acheté en quelques heures pour 1 million de dollars de levas. Créée le 28 avril 1990, à l'initiative de l'Union des producteurs privés pour aider le secteur non nationa-lisé, cette banque veut se transformer en « vraie » banque. Deux pro-blèmes se posent à ses responsables :

Le Sénat s'oppose à une refonte

Les travaux du Parlement

Le projet sur la solidarité financière entre les communes a été adopté par les députés

groupe communiste et de la majorité des députés UDF et UDC, le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, qui devrait permettre un début de redistribution des aldes de l'Etat entre les commune riches et les communes les plus défavorisées, a été adopté, en première

quinze titulaires et apparentés, a sur-tout brillé par son absence, vendredi

qu'ils som plus utiles dans leur circons-

cription, ajoutait-il. Il est vrai que nous

avons eu deux textes, cette semaine :

l'un sur la paix, l'autre sur la solida-

rité. Il y a longiemps que nos députés n'étaient pas à pareille fête. Ils sont donc partis sur les estrades, pour van-

En butte, su même moment, à une opposition tenace, conduite par un quarteron de députés RPR, MM. Pierre Mazeaud, Robert Pan-

draud, Jean Tibéri et Jacques Tou-bon, le ministre d'Etat chargé de la ville semblait, ini, prendre cette mau-

vaise plaisanterie sur un ton moins

badin. «Disons que, moralement, je me sens considérablement soutenu»,

disait-il. De 9 heures, vendredi, jus-

qu'à 2 heures, dans la nuit de samedi, le ministre de la ville a dû, en effet, batailler senl, en compagnie des deux rapporteurs socialistes (rocardieus) du projet de loi, pour répondre, minute après minute, aux quelque cent quatorze amendements qu'il restait à examiner après, déjà, deux journées de débats. Il n'a pu, du même coup, qu'autoriser un vote bloqué, un bref moment, un peu avant midi, sur une partie du texte, puis dans la nuit, lors du vote final. Une fois encore, les députés socia-listes ont préféré vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué... Déjà réduit, la veille au soir, à moins de dix «permanents», le groupe socia-liste, le plus nombreux de l'Assemblée nationale avec deux cent soixante-minas l'uleires de l'Assemblée 22 mars, lors de la dernière partie de la discussion du projet de loi consacré à la réforme de la dotation globale de

a m retorne de m oceanon george de fonctionnement (le Monde du 23 mars). «C'est un phénomène original : tout s'est dégradé à partir du moment où l'UDC a annoncé sa décision de s'abstenir», constatait le président du crouse. M Lean Aurous Habitué des longues courses en montagne et libéré, par ses électeurs, des obligations dominicales qu'impli-que l'exercice d'un mandat de maire, M. Pierre Mazzend (RPR, Haute-Sadent du groupe, M. Jean Auroux, dans l'après-midi. «J'ai beau les appe-ler au téléphone, ils me répondent voie) lançait encore, dans la soirée de vendredi : «Je me battrai, je suis capable de tenir jusqu'à dimanche!» «Je suis même persuadé que vous pouvez tenir quinze jours», répliqueit le ministre, d'un ton contois, mais un peu las. Par chance pour lui, tandis que la garde rapprochée du maire de Paris continuait à babailler contre un projet qui, en effet, pénalise la capi-tale, mais au profit des villes de ban-lieue ou de province, M. Delebarre a tout de même repu le renfort du prési-dent du groupe UDF, M. Charles Millon, qui, après son collègue de l'UDC, a annoncé une « abstention

Mais, surtout, pour parachever sa tentative d'isolement du RPR, le ministre d'Etat a accueilli sans hési-

nuit du vendredi 22 au samedi 23 mars, par 288 volx contre 135.

Plusieurs députés RPR, parmi lesquels MM. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, Philippe Séguin, maire d'Epinal, Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, Patrick Devedjian, maire d'Antony, et Nico-

dérogé à la consigne de vote « contre » dontaines de ces villes seront désormais soumises au devoir de solidarité instauré par le projet du ministre d'Etat chargé de la ville, M. Michel Delebarre.

M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire). Dans un article additionnel au projet de loi, le secrétaire général du CDS a proposé d'instaurer un nou-veau mécanisme de solidarité finan-cière, appliqué cette fois aux départe-ments. Parmi les bénéficiaires de ce dispositif figuressient outre le dépardispositif, figureraient, outre le dépar-tement de la Haute-Loire, vingt-quatre départements, dont la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, la Réu-nion, mais aussi la Nièvre et la Corrèze. « Je constate que Paris paierait pour la Corrèze », ironisa le rapporteur de la commission des lois, M. René Dosière (PS, Aisne).

En effet, parmi les quatorze déparrements considérés comme les plus riches, on relève ceux des Alpes-Mari-times, des Hauts-de-Seine, de l'Isère, du Rhône, de Haute-Savoie, des Yve-

née par leur groupe, alors même que cer-

lines et de Paris. « Mais alors, on est pénalisé une troisième fois!», s'excla-mait M. Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris, en se toumant vers le porte-parole du groupe centriste.

Celui-ci, M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine et-Marne), donnait alors dans un raccourci la vraie mesure de cette tentative, somme toute modeste, de redistribution des ressources entre départements en sont au seuil de paudepartements en som un seun ur pra-weté. Pour ceux qui seront mis à contribution, le manque-à-gagner ne représentera jamais que le montant de leur budget de communication. » Tout était dit. La solidarité des pauvres, des revite et des sans-arade de l'oppodes petits et des saus-grade de l'oppo-sition pouvait jouer contre la forte-

à fiscalité propre, il sera tenu compte de la double fiscalité.

• En raison du report de la ses-

sion extraordinaire du Parlement, le

prélèvement qui devait être opéré sur les ressources fiscales des com-

munes les plus riches de la région

lle-de-France n'aura pas lieu en

1991. Une enveloppe de prêts de

300 millions de francs (au lieu de 500 millions en régime normal) sera

l'Ile-de-France par le groupe de la

Caisse des dépôts et consign

ndant mis, dès cette année, à la disposition des communes bénéfi-ciaires du fonds de solidarité de

JEAN-LOUIS SAUX

Les principales modifications

 Sur proposition de M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), un mécanisme de solidarité financière est institué entre les départements. L'effort de solidarité serait supporté par quatorze départements: Ain, Alpes-Maritimes, Doubs, Drôme, Isère, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Le prélèvement opéré est estimé à 150 millions de francs en 1992 et à 300 millions de francs environ en 1993.

Il serait réparti entre vingt-cinq départements : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ariège, Aude, Aveynon, Canial, Corrèze, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Creuse, Dordogne, Gers, Indre, Landes, Haute-Loire, Lot, Lozère, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Haute-Saône, la Réunion, Guyane, Martinique, Guadeloupe.

 Le gouvernement a accepté de présenter un rapport au Parlement, avant le 15 octobre prochain, sur les conséquences qu'aurait l'intégration des bénéficiaires de l'allocation logedes beneficiaires de l'allocation loge-ment ou de l'aide personnalisée au logement dans le calcul de la nou-velle dotation de solidarité urbaine, instituée par le projet de loi. Ce der-nier, à l'origine, ne retenait comme base de calcul que le nombre de HLM, et non l'ensemble des loge-ments ayant une vocation sociale.

• En cas de fermeture d'entre prises et donc de diminution sensi-ble des ressources perçues par les communes au titre de la taxe pro-fessionnelle, il sera sursis à l'application du prélèvement prévu pour le fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France.

 Pour les communes apparte nant à un groupement de commune

L'analyse du scrutin

projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, sur 572 votants et 423 suffrages

- 288 députés ont voté pour : 275 socialistes (sur 275); 1 UDF: M. André Rossi; 3 UDC : MM. Georges Chavanes, Edmond Gerrer et François Rochebloine; 9 non-inscrits (sur 20): MM. Jean Charbonnel, Jean-Michel Dubernard, Serge Franchis, Alexandre Léontieff, Michel Noir, Alexis Pots, Bernard Tapie, Emile Vernaudon, Aloyse Warhouver.

- 135 députés ont voté contre : 115 RPR (sur 127); 13 UDF (sur 90) : MM. Roland Blum, Jacques Dominati, Hubert Falco, Gilbert Gantier, Claude Gatignol, Alain Griotteray, Denis Jacquat, Alain Mayoud, Pierre Merli, Mar Louise Moreau, MM. Ladislas Poniatowski, Rudy Salles et Philippe de Villiers; 2 UDC (sur 39) : MM. Bernard inscrits (sur 20) : MM. Léon Bertrand, Auguste Legros, Christian - 149 députés se sont abs-

tenus: 75 UDF (sur. 90); 33 UDC (sur 39); 9 RPR (sur 127): MM. René André, Gautier Audinot, Patrick Balkany, Jacques Cheban-Delmas, Patrick Devedjian, François Fillon, Etlenne Pinte, Nicolas Sarkozy, Philippe Sécuin : 26 PC (sur 26) : 6 non-inscrits (sur 20) : MM. Jean-Marie Daillet, Elie Hoarau, Jacques Houssin, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Jean Royer, Maurice Serghe-

- 5 députés n'ont pas pris part au vote: 3 RPR: MM. Christian Cabal, Edouard Frédéric-Dupont, Alain Pevrefitte; 1 UDF: M. Jean-Pierre Philibert; 1 UDC: M. Lote Bouvard, qui présidait la séance.

M. Didier Borotra (CDS) élu maire de Biarritz

des listes électorales en Corse 22 mars, par 229 voix

contre 86 (1), le projet de loi réformant le statut de la Corse, après l'avoir profondément modifié. Une commission mixte paritaire députés-sénateurs devrait se réunir mardi 26 mars. En cas de désaccord, le texte reviendra devant les deux assemblées au début de la session ordinaire de printemps qui commencera le 2 avril. M. Philippe Marchand, ministre de

l'intérieur, indiquait en début de semaine, que les sénateurs lui sembiaient avant tout «préoccupés par la refonte des listes électorales » prévue par le projet. Les propos virulents enregistrés dans l'hémicycle à l'occasion de l'article prévoyant cette

Les représentants corses, MM. François Giacobbi (Rass. dem., Haute-Corse) et Charles Ornano (non-inscrit, Corse-du-Sud), ont tonné contre la «suspicion» que cette dispo-sition « injurieuse» et « humiliante» faisait peser sur les élus de l'île. M. Jacques Larché (Rép. et ind., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, a soupçonné M. Pierre Joxe d'avoir promis cette refonte aux nationalistes, ce qu'a vigoureusement contesté M. Marchand. «Il s'agit de lever un malaise»,

Le Sénat a adopté, vendredi a assuré le ministre de l'intérienr.

2 mars, par 229 voix « Certaines listes, en Corse, sont gonples 26 [1] le regiet de lei réfer.

3 assuré le ministre de l'intérienr.

4 Certaines listes, en Corse, sont gonples 26 [1] le regiet de lei réfer. mots : cent soixante et onze électeurs mois: cent soixante et once electris-pour une commune qui ne compte que quatre-vingt-douze habitants, ça frappe!», a ajouté le ministre de l'in-téricur. La majorité sénatoriale, après avoir supprimé deux dispositions essentielles du projet de loi, la réfé-rence au «peuple corse» et le conseil exécutif, a également fait disparaître l'article incriminé. l'article incriminé.

An bout du compte, M. Marchand a pris acte de « la logique d'immobilisme» du Sénat, hostile à tout statut particulier, à laquelle il a opposé celle « de progrès » du gouvernement. Après avoir fait part de son « amertume » devant « l'intransigeance » du ministre, M. Larché a pronostique un échec de la commission mixte paritaire dérautés-sénateurs, oui devaut se taine députes seum réunir mardi 26 mars . GILLES PARIS taire députés-sénateurs, qui devrait se

(1) Le RPR, les Républicains et indépendants, le Rassemblement démocratique et européen, la majorité du groupe centriste et les non-inscrits out voté pour. Les groupes communiste (excepté M. Henri Bangou, apparenté, sénateur de la Guadeloupe) et socialiste, ainsi que cinq sénateurs centristes, MM. André Diligent, Henri Greschy, Jacques Golliet, Louis Jung et Bernard Pellarin, out voté contre. M. Jean-Marie Girault (Rép. et ind.) s'est abstenu. M. Etienne Dailly (Rass. dem.) qui présidait la séance, MM. Paul Graziani (RPR) Alain Pober et Pietre Schiélé (Union cent.) n'ont pas pris part au vote.

Le mouvement de solidarité

« Les Braves Gens »

5, rue des Ecouffes, 75004 Paris. Tél.: 48-87-98-48

serait reconnaissant à tous ceux qui pourraient les aider par leurs dons : espèces, vêtements, petits cadeaux. Cette association souhaite que ses jours de goîters du 9 au 12 avril aient un éclat particulier. Ce sera son 40 anniversaire. 510 personnes âgées y sont invitées.

CCP 842762 B centre Paris ou chèque bancaire.

Europe. Embarquement

Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.





TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVIºº JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

M. Didier Borotra (CDS), a été élu, ven- second tour de l'élection municipale par dredi 22 mars, maire de Biarritz. Il était tielle de Biarritz, avec 56,05 % des suf-

seul candidat. La liste de M. Borotra frages exprimés, sur le maire sortant. l'avait emporté, dimanche 17 mars, au M. Bernard Marie (RPR).

Une double revanche

néaire depuis la Libération, il avait nement en octobre demier.

(UDR) était le député sortant, M. Borotra (UDF-CDS) retrouve son dent en 1988, M. Borotra avait été à M. Borotra devient, en 1971, maire siège à l'assemblée départementale en nouveau élu sur la liste conduite par d'Arbonne, berceau de sa famille, où il 1982 et sera réélu en 1988. Second sur M. Marie aux municipales de 1989.]

M. Didier Borotra, basque et été battu par M. Bernard Marie aux M. Didier Borotra a un frère centriste, est un matheux qui aime élections municipales de 1977. Se jurneau, Franck. Avec humour, il l'histoire. Sa période préférée est seconde revanche, c'est sur s'en distingue, sur les photos, en le Moyen Age. Son goût pour les Me Michèle Alliot-Marie, secré- disant : « Il est crispé, c'est très équations et pour les châteaux- taire générale adjointe du RPR, RPR. » M. Frank Borotra est député forts le prédisposait-il à faire tom- qu'il l'a prise : son antipathie pour RPR des Yvelines. Le nouveau ber la citadelle de Biarritz? Tou- la fille du maire sortant n'est un maire de Biarritz, le troisième jours est-il que sa victoire du secret pour personne. Il faut dire depuis cinquante ans, est premier 17 mars a été, pour lui, une double que celle-ci considère sans amé vice-président du conseil régional

'traiter de « sous-Durieux local » conseil général des Pyrénées-At-Considéré comme le dauphin de dans une allusion sévère à l'ancien fantique. Guy Petit, maire de la cité bal- député centriste entré au gouver-

nité celui qu'elle a eu l'occasion de d'Aquitaine, vice-président du

INé le 30 août 1937, M. Didier gère une exploitation agricole. Deux la liste RPR-UDF présentée à Biarritz Borotra est liceucié ès sciences et aux plus turd, il se maintient une non-diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Candidat malheureux velle fois, toujours sans sucrès, contre M. Marie, an second tour des législatiques de 1968 sous l'étiquette centriste PDM (Progrès et démocratie moderne) dans la circons-démocratie moderne) dans la circons-cription dont M. Bernard Marie

(IDR) était le député sortant.





Décès de Joseph Raybaud

ancien sénateur

En Polynésie française

MM. Flosse et Vernaudon se partagent le pouvoir à Tahiti

de notre envoyé spécial

L'art politique, en Polynésie française, atteint parfois les som-mets du vaudeville. Ce fut le cas, jeudi soir 21 mars, au cours de la cérémonie très médiatisée organisée dans un hôtel du port à l'occasion de la signature de l'accord de majorité et de gouvernement. conclu in extremis par M. Gaston Flosse, président du Tahoeraa Huiraatira, et par M. Emile Vernaudon, président du Aia Api, soudain réconciliés pour gouverner ensem-ble le territoire dans les cinq ans à venir (le Monde du 23 mars).

Moins de trois heures auparavant, les deux principaux adver-saires de M. Flosse, le président du gouvernement en exercice. M. Alexandre Léontiess, et le prési-

Joseph Raybaud, ancien sénateur

(Gauche démocratique) des Alpes-Maritimes, conseiller général et maire

de Levens, est décédé, vendredi

22 mars, à son domicile de La

Requette-sur-Var (Alpes-Maritimes).

[Figure politique du département des lpes-Maritimes, M. Raybaud est né le

Alpes-Maritimes, M. Raybaud est né le 27 juin 1904 à Levens, une petite commune de l'arrière-pays niçois dont il étnit maire, sans interruption, depuis 1929. Elu conseiller général en 1934, il exerça également ce mandat, sans discontinuer, en étant toujours réélu au premier tour de scrutin et présida l'assemblée départementale de 1964 à 1967. Au sein de celle-ci il fut constamment reconduit

celle-ci, il fut constamment reconduit, par la suite, à la présidence de la com-

Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

dent de l'assemblée territoriale sortante, M. Jean Juventin, s'affairaient encore à la préparation du lunch qui devait accompagner l'annonce de leur propre alliance avec le même M. Vernaudon.

Le haut-commissaire de la République, M. Jean Montpezat, et le directeur-adjoint du cabinet du ministère des DOM-TOM, M. Jean-Jacques Debacq, ne pouvaient pas imaginer que le maire de Mahina allait brusquement changer d'avis, alors que la nuit précédente MM. Léontieff, Juventin et Vernaudon avaient participé à la même veillée de prières pour remercier le Ciel d'avoir favorisé leurs retrouvailles. Le comité directeur du Aia Api, réuni mercredi soir à Mahina, n'avait-il pas incité son chef à s'accorder avec

Il avait été élu sénateur en 1955 après

Il avait été élu sénateur en 1955 après avoir été chargé de mission dans divers cabinets ministériels, notamment auprès de M. René Pleven, ministre de la défense nationale (en 1950 et 1952), dont il était l'un des proches. Au Sénat, il était considéré comme un spécialiste hors pair des problèmes concernant l'équirement des collectierités books.

ment des collectivités locales.

Doté d'une mémoire infaillible - il

Dote d'une memorre infaillible – la citait, sans effort, les références exactes d'une foule de textes de loi ou de règlements administratifs, – il se voulait un aseviteur désoué de la nations ce qui hi avait valu le surnom de «Père fidéliste». En 1989, il avait renoncé à son siège de sénateur au profit de son suppléant, M. Honoré Bailet, l'actuel maire (app. RPR) de Nice sans compre le tandem

RPR) de Nice, sans rompre le tandem qu'il formait avec celui-ci puisqu'il était devenu, à son tour, son suppléant.]

MM. Léontiess et Juventin, par trente voix contre quatre?

Le haut-commissaire de la République se félicitait notamment que M. Vernaudon ait préféré, à tout prendre, les faiblesses consen-suelles d'un Alexandre Léontieff aux méthodes autoritaristes d'un Gaston Flosse, au moment où le véritable enjeu politique des tractations était de savoir quel serait le mode de gouvernement de la Poly-nésie française. C'était méconnaître le charme incomparable des mœurs politiques tahi-

« Oublier les griefs du passé »

Il n'a pas fallu une heure à M. Vernaudon, jeudi après-midi, pour convaincre le comité directeur de son parti de se déjuger. Le maire de Mahina a expliqué aux cadres du Aia Api que, tout bien pesé, il valait mieux gouverner avec M. Flosse qu'avec M. Léontieff, parce qu'une majorité de vingt-trois sièges sur quarante et un, à l'assemblée territoriale serait bien plus stable qu'une majorité de dix-neuf. Et il a été suivi.

Menacé d'isolement par l'attitude de trois de ses quatre colistiers, MM. Pierre Dehors, maire de Moorea, Léon Céran-Jérusalemy, président de l'Association de désense des consommateurs de Papeete, et Tetuaura Oputu, élu des îles Australes, intransigeants dans leur refus d'envisager le de la majorité sortante, M. Ver-naudon était, en vérité, sur le point de perdre à la fois le bénéfice de sa campagne électorale et le contrôle d'un parti désireux, avant tout, de tirer le meilleur profit immédiat de sa position-clé au lendemain des

M. Flosse n'a donc pas tenu rigueur à M. Vernaudon de l'avoir fait lanterner. Aux termes de l'accord conclu. le Aia Ani disposera de la présidence de l'assemblée territoriale et de trois portefeuilles ministériels sur huit.

« Un engagement de bonne conduite»

Les deux formations s'engagent également à ne pas se concurrencer aux prochaines législatives. Le parti de M. Flosse ne présentera pas de candicat contre M. Vernaudon, député non inscrit de la deuxième circonscription, et le Aia Api lui rendra la pareille dans la première circonscription, où M. Flosse s'attaquera lui-même, sans aucun doute; au siège détenu par son ancien protégé, M. Léontieff. Enfin, les deux partis souscriront, pour les élections munici-« un engagement de bonne conduite consistant à ne se livrer à aucune critique ou atlaque récipro-

M. Flosse, désormais assuré de retrouver la présidence du gouverdue à la fin de 1987 à cause de l'alliance de M. Vernaudon avec M. Léontieff, s'est sobrement réjoui que ses élus et ceux du Aia Api aient décidé, selon le texte de leur contrat d'union, « d'oublier les griefs du passé et de surmonter leurs divergences personnelles ou partisanes». M. Vernaudon a expliqué que, après avoir « pesé le pour et le contre », son parti avait surtout pensé aux intérêts de la Polynésie. La pâleur de son visage crispé en disait plus long que son discours...

COMMUNICATION

de notre correspondante

M. Jacques Chaban-Delmas a

réussi à faire adopter, le vendredi

22 mars, l'avant-projet détaillé du

métro VAL par le Conseil de com-munauté urbaine bordelaise (CUB): 61 des 120 conseillers ont voté pour, 17 contre, 42 (dont 41 socialistes) ont refusé de pren-

Le maire de Bordeaux, président

de la communauté urbaine, n'a pas obtenu le consensus qu'il espérait.

Seuls les 60 élus de la droite chaba-

niste, auxquels s'est jointe une

apparentée socialiste, ont voté pour le métro. Le Front national

(un siège), le Parti communiste

(10 sièges) se sont prononces con-tre, ainsi que l'élu Vert, M. Michel

Duchêne, pourtant adjoint au

dre part au scrutin.

Après leur mise en redressement judiciaire

La Communauté urbaine de Bordeaux

adopte l'avant-projet de métro

Les 5 socialistes qui siègent habituellement dans l'opposition municipale bordelaise ont adopté la

même attitude. Ils se sont ainsi

démarqués de la position adoptée

cemarques de la position adoptée par le reste du groupe socialiste. Après un vif débat interne, le PS avait en effet opté pour le refus de vote, attitude qui lui permettait de prendre ses distances vis-à-vis de M. Chaban-Delmas, sans rompre le contrat de asstion commune viers

contrat de gestion communautaire qui lie le PS et la droite depuis

M. Noël Mamère, porte-parole

de Génération écologie et maire de

Bègles a, lui aussi, opté pour la non-participation au vote, Il n'a

cependant pas mis à exécution sa

menace de démissionner de son

poste de vice-président si M. Cha-ban-Delmas ne retirait pas le dos-

GINETTE DE MATHA

sier du VAL de l'ordre du jour.

juillet 1989.

Les éditions Balland négocient avec quatre candidats à la reprise

Les éditions Balland, récemment mises en cessation de paiement à la suite des problèmes financiers de leur propriétaire, Capital Développement (Cap D), ont été placées en redressement judiciaire jeudi 21 mars par le tribunal de com-merce de Paris. Balland et sa maison-mère avaient auparavant déposé leur bilan.

Le tribunal devrait rapidement

nommer un administrateur judiciaire, les éditions Balland disposent d'un délai de six mois pour trouver une solution de relance, comme les autres filiales éditoriales de Cap D – les éditions pour enfants Gautier-Languereau, Les Deux Coqs d'or – et sa filiale distribution. Cette dernière, baptisée Sphère diffusion, distribue en plus de leurs ouvrages, ceux des éditions Favre et Buchet-

L'équipe de Balland s'est déclarée «conflante». M. Maurice Partouche, directeur général, que le gérant de Cap D a mandaté pour mener les négociations avec les candidats à la reprise, précise pour sa part que « des négociations sont en cours avec quatre partenaires très intéressés par notre maison d'édition; la solution choisie devrait assurer la continuité des activités de Balland dans les meilleures conditions.»

La maison d'édition avait amorcé son redressement éditorial et commercial en 1990, après avoir été vendue en début d'année par son fondateur, M. André Balland, à Cap D (le Monde du 20 et du 21 mars). Balland dispose d'un catalogue de 900 titres, dont près de 300 sont directement exploitables.

**

Un entretien avec M. Charles Fiterman

Suite de la première page

Moi, je n'ai aucun regret à cet que je ne peux pas perdre de vne les menaces, les illusions, les confusions dont cette situation a été porteuse, ni finalement combien elle a coûté cher au mouvement révolutionnaire, particulièrement aux partis communistes.

La France dans la logique de guerre américaine

- Quel jugement partez-vous sur l'attitude de la France et sur le rôle qu'elle a joué ?

- Elle a eu. sans aucun doute, à différents moments, des initiatives positives. En même temps, il est dommageable, à mon sens, que les dirigeants du pays aient inscrit celui-ci dans cette « logique de guerre » voulue par les Etats-Unis et que, finalement, nos troupes aient été placées sous le drapeau américain pour participer directement à cette guerre.

 Cela signifie-t-il que vous reprochez à la France de s'être « alignée » sur les Etats-Unis ? - Je me méfie de ce genre de mot, qui a trop souvent servi, dans le passé, à caricaturer les

démarches, dans un comportement politique à mon avis périmé. Cela dit, il y a un rapprochement dont certains aspects sont préoccupants. S'agissant du Golfe, je désap-prouve cette participation, sous commandement américain, à une guerre dont les conséquences humaines, matérielles, psychologi-ques, politiques, sont lourdes et seront longues à réparer et qui peut être la source de nouveaux déséquilibres et de nouveaux conflits. - La question-clé, en ce moment, c'est la question de France puisse jouer un rôle déterminant ou, au moins, peser dans le sens d'une solution acceptable par tous ?

 Je pense qu'elle dispose effectivement, encore, de moyens pour jouer un rôle utile, d'autant qu'en développant une telle action elle ne sera pas seule. Donner satisfaction au droit du peuple palestinien à que patrie, à un territoire, à un Etat, dans le même temps où la sécurité d'Israël serait garantie, c'est aller dans le sens des besoins de tous les peuples de la région, s'inscrire dans les exigences de l'époque. La France peut y contri-buer, et, par là, tenir sa place internationale, ce qui n'a rien à voir avec une politique de Don Qui-

» l'entends dire quelquefois : « Les Etats-Unis font ce qu'ils veu-lent, ils dominent le monde, il n'y a plus qu'une superpuissance. » L'analyse est courte... et démobili-

satrice. Il ne s'agit pas de nier les difficultés ni les dangers, mais les Etats-Unis eux-mêmes, quels que soient leurs moyens, ne peuvent pas ignorer les réalités du monde, les besoins, les exigences des peu-ples. S'ils le faisaient, ils scraient conduits, sans aucun doute, à de graves déconvenues, à de nouveaux conflits. Du coup, nous ne sommes pas en présence de manœuvres artificielles, mais de développements politiques sur les-quels il faut réfléchir avec lucidité, en sachant qu'il faut toujours en sachant qu'il laut toujours mobiliser les peuples, rassembler des forces. Cela exige, précisément, une vision dynamique, ample, nouvelle, qui abandonne les schémas d'un passé qui est révolu. Le vingt et unième siècle a commencé; il ne nous ramènera pas au dix-neuvième, mais il y faut de l'imagination, de l'audace. tion, de l'audace,

 Vous n'avez pas approuvé et votre camarade Guy Hermier
ne l'a pas fait non plus - le
document adopté par le bureau politique de votre parti, le 12 mars, en guise de conclusion sur la guerre du Golfe. Pourquoi 7

 Pour deux raisons : une raison de méthode et une raison de fond.
Pour ce qui concerne la méthode,
je considère, certes, qu'il y a des
enseignements à tirer de ce qui
s'est passé dans le Golfe, mais c'est une situation en pleine évolution : il n'y avait pas de raison de se pré-cipiter. Il fallait se donner, à la fois, le temps de suivre les événements, le temps de la réflexion et celui de la discussion, y compris au comité central.

» Sur le fond, je considère que l'analyse produite n'apporte rien de bien nouveau et, surtout, ne rend pas compte des problèmes auxquels nous nous sommes heurtés. Nous nous sommes placés tés. Nous nous sommes placés, avec d'autres, du côté des gens qui refusaient la guerre, et l'action positive, courageuse des communistes a souligné qu'il y a toujours là une force dont le pays a besoin. Malgré cela, au sortir de cette bataille, nous nous trouvons en difficulté, pas renforcés, peut-être même un peu affaiblis. L'annlyse et le débat sont à poursière.

 Il y a dix mois, dans les colonnes du Monde, évoquant la préparation du vingt-septième congrès, vous revendiquiez le droit à la différence à l'intérieur de votre parti. Ce droit, aujour-

d'hui, l'avez-vous conquis? C'est sans doute le résultat le plus tangible de ce vingt-septième congrès. Oui, je crois que, par une démarche à la fois ouverte, critique, et, en même temps, responsa-ble, constructive, j'ai contribué à ce que ce parti fasse bouger un peu ses pratiques internes, accepte



l'existence d'une diversité d'approche, d'analyse, de réflexion, tout en respectant, évidenment, la nécessité d'une unité politique dans l'action. C'est devenu, sinon un état de droit, du moins un état de fait. Il est de la responsabilité de chacun de le faire vivre.

- Ne craignez-vous pas d'être un alibi pour la direction du parti, qui ne semble pas parta-ger tout à fait cette vision des

Sûrement pas. l'approuve ce que je crois devoir approuver, je desappronve ce qui ne me convient pas, et je le dis nettement et claire-ment. Je ne me suis jamais senti aussi libre ni aussi déterminé. Ma démarche est nette. C'est de cette façon claire que je suis disponible pour travailler avec tous les com-munistes; mais il faut vaincre les attitudes restrictives, c'est vrai.

Le parti politique centralisé est dépassé

A la fin du congrès, vous aviez pris acte de « quelques pas en avant ». Trois mois après, dans le fonctionnement du paril, les choses continuent-elles d'avancer?

- Il existe une perception qu'il est impératif d'avancer, qu'on ne peut plus faire comme par le passé. Cela donne naissance, ici ou là, à des efforts épars. En même temps, les difficultés du parti, face aux problèmes qui se posent, souli-gnent les insuffisances de cette démarche. Il faudrait aller beaucoup plus fort, beaucoup plus vite dans cette entreprise d'inscription du parti dans les mutations de la société française. J'ai parlé de «refondation». Cela m'a valu une étiquette. Je n'aime pas ces classi-fications réductrices mais je main-

» Je pense que le parti politique fortement structuré, hiérarchisé, centralisé – ce type de parti qu'on retrouve un peu partout – est dépassé. Il y a eu une évolution considérable des façons de produire, des modes de vie, de talités, un changement d'échelle de l'information. Des besoins nou-

veaux, des aspirations nouvelles animent les individus. Il faut y répondre avec, me semble-t-il, un type de parti plus ouvert sur l'extérieur, plus « poreux », offrant mieux aux gens les possibilités de se rencontrer, de discuter, de se sentir plus libres, tout en adhérant à une organisation qui reste néces-

Maintenez-vous votre demande d'organisation d'un congrès extraordinaire pour modifier les statuts ?

- Le vingt-septième congrès a reporté à trois ans des modifications, que l'on semble vouloir limi-ter à un déponssiérage. Ce n'est pas au niveau de ce qui est nécessaire. Il y a des écrans qui occultent aux yeux de ce pays y compris ce que les communistes font de bien, par exemple au service de la paix dans la guerre du Golfe. Il y a donc, véritablement, une étape nouvelle à ouvrir par une manifestation forte, claire, nette, de notre volonté novatrice. Plus le temps passe et pius j'en ressens le besoin.

- Les conditions d'une recomposition de la gauche sont-elles réunies à vos yeux ?

II y faudra sans doute du temps, il faut y travailler, mais sans retard, car il y a urgence. Un vide immense s'est créé. Des mil-lions de gens sont, au plan politique, en déshérence. C'est une situation dangereuse : elle laisse le champ ouvert à toutes les aventures, à tous les dérapages. Il y a, donc, besoin de s'adresser à tous ces hommes et ces femmes, dans leur diversité, pour développer les contacts, les rencontres, les discussions, prendre les initiatives qui peuvent engager la reconstruction de la gauche, préparer les nou-veaux rassemblements nécessaires, ce que j'ai appelé l'entente démo-cratique des forces du travail et de la création.

Vous sentez-vous des affinités particulières avec la démarche de M. Chevènement ?

- Je suis prêt à développer avec lui comme avec d'autres -toutes les rencontres, les contacts, les discussions utiles, sans aucune exclusive, sans aucun a priori. Pour ma part, je me garde de toute démarche qui pourrait apparaître comme relevant d'une volonté de promotion personnelle. Il ne fant pas retomber dans ces travers, qui marquent la vie politique française et dont les gens ont assez. Cette vie politique est pourrie par la préémi-nence de l'élection présidentielle. La droite comme une partie de la ganche sont à cet égard punies par où elles ont péché. Alors, prenons garde ! Cela dit, je suis disponible pour participer à des initiatives qui permettent de répondre à l'attente du pays. Elles sont nécessaires, il v en aura donc sans aucun doute de différentes natures dans la période qui vient. J'apprécierai. »

Propos recueillis par **ALAIN ROLLAT**

M. Maxwell demande à M. Boutet d'arbitrer son conflit avec TF 1

d'écrire au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Boutet, pour lui demander de jouer les médiateurs dans le conflit qui l'oppose à M. Françis Bouygues. L'homme d'affaires britannique reproche depuis longtemps à M. Bouygues de l'avoir « évincé » de la gestion de TF 1.

M. Maxwell, qui a vendu en février 10 % du capital de la chaîne mais en conserve encore 2 %, estime donc que le contentieux n'est toujours pas réglé. Il évoque dans sa lettre un accord signé le 20 février 1987 entre les groupes Bouygues et Maxwell lors de la privatisation de la Une,

M. Robert Maxwell vient accord qui prévoyait d'« organiser la gestion et l'administration de TF I sur une hase écolitaire ».

L'homme d'affaires britannique précise que cet accord avait reçu la caution personnelle de M. Edouard Balladur, alors ministre de l'économie et des finances et qu'il prévoyait le recours à un « médiateur unique » en cas de difficultés. « Force est pour nous de constater que M. Bouygues a trahi la confiance que nous avions en lui », écrit M. Maxwell qui accuse le leader des BTP de a mener en catimini un travail de main-mise sur le capital de TF 1 au mépris des sta-tuis de cette société et de la loi sur

Numeris au secours de la coiffure

Les clients de certains salons de («Look Machine», la tête d'un réseau conflure pourront bientôt tester difféde salons affiliés. Ces derniers, en rentes coupes avant de s'en remettre au verdict définitif des ciseaux. Il leur dans un terminal composé d'une suffira de poser quelques secondes devant une caméra. L'appareil leur renverra, quelques minutes plus tard leur visage transformé selon différents modèles de coiffure possibles. Le même système permet de choisir aussi couleur de cheveux ou maquillages en les essayant sans risques et fait du coiffeur un véritable conseiller

Dielani Maachi, astucieux artisan, joue en virtuose de cet ordinateur graphique dans son petit salon des fialles depuis quelques années. Il a même, pour des émissions de télévision, «refait» le visage des hommes politiques ou d'autres célébrités. Mais son invention avait quelque mal à percer dans le milieu de la coiffure. La palette graphique, de fabrication américaine, est fort coûteuse et s'importe au compte-gouttes. Les pro-grammes informatiques sont sans cesse améliorés et supposent une formation quasi permanente de l'utilisa-

Difficultés résolues depuis que l'or-dinateur est relié au réseau Numeris de France Télécom qui permet de premier centre serveur d'insages et la chaîne en 1990.

caméra, d'un micro-ordinateur et d'une liaison Numeris. Le réseau transporte l'image des clients jusqu'au centre serveur qui les traite en fonction des catalogues de chaque coiffeur. Quinze minutes plus tard. l'image retouchée est réexpédiée an client. Une première application «grand public» pour Numeris et une novation qui risque de transformer les grands réseaux de salons de coiffure franchisés.

☐ M6 réduit ses pertes de moitié. — Le déficit d'exploitation de M6 s'élève à 159 millions de francs pour 1990. soit un peu moins de la moitié de celui de l'année précédente. La chaîne, qui a augmenté son chiffre d'affaires de 70 %, estine que «l'équilibre d'ex-ploitation aurait pu être atteint si les conditions réglementaires de fonctionnement, contenues dans le cahier des charges de 1987, n'avaient pas subi des modifications très pénalisantes pour la chaîne». Deux tiers des foyers français peuvent désormais recevoir M 6 et transmettre les images avec une fort l'andience nationale sur l'année a été bonne définition. Le salon de Djelani de 7,6 % en moyenne, ce qui corres-Maachi, trans- porté dans le quin- pond exactement à la part des investiszième arrondissement, est devenu le sements publicitaires recueillis par la

VO1C1 loftre a plus au monde.

British Airways va permettre au monde entier de voler à nouveau grâce à l'offre la plus folle au monde.

Dans les mois à venir, nous allons mettre en place une multitude d'offres dont les effets se feront sentir partout à travers le monde.

50000 PLACES GRATUITES SONT OFFERTES DANS LE MONDE ENTIER.

Pour faire voler le monde, le 23 avril, toutes les places des vols internationaux sans escale de British Airways au départ ou à destination de la Grande-Bretagne seront gratuites, dans toutes les classes et même en Concorde?

Ce jour-là, au départ de Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice et Toulouse, toutes les places disponibles sur les vols sans escale de British Airways à destination de Londres, Manchester, Birmingham et Glasgow seront gratuites. Et ce n'est que le début.

Si vous prévoyez des voyages d'affaires dans les mois prochains, sachez que nous allons mettre en œuvre un programme de toutes nouvelles propositions pour vous aider, ainsi que votre entreprise, à gérer au mieux votre temps et votre argent.

MAIS NE PARLONS PAS SEULEMENT AFFAIRES.

Les vacanciers vont également bénéficier d'offres sensationnelles pour leurs loisirs grâce aux "forfaits vacances" qui leur seront proposés partout dans le monde. Alors n'oubliez surtout pas de vous renseigner sur les formidables opportunités qui vous seront offertes très bientôt.

VOUS AVEZ TOUTES LES CHANCES DE GAGNER.

Vous pourriez, avec la personne de votre choix, faire partie des 50 000 passagers qui voyageront gratuitement sur British Airways. Pour participer au concours et gagner vos deux billets gratuits allerretour, remplissez tout simplement le bulletin cidessous. Nous souhaitons sincèrement vous accueillir à nouveau à bord le plus chaleureusement du monde avec l'offre la plus folle au monde. Que pouvait-on espérer de plus de British Airways?

☐ M. ☐ Mme Nom: Prénom: Adresse personnelle: Ville:	
Nom: Prenom: Adresse personnelle:	
- <u></u>	
Code postal:Ville:	
Société :	
Fonction: Adresse professionnelle:	
Code postal:Ville:	
Teléphone personnel : (_) professionnel : (_)	
Important : si vous gagnez vous serez prévenu par	
Je vous indique mon aéroport de départ : Paris Marseille Nice Toulouse Lyc	
Je vous indique la destination de mon choix : □ Londres □ Birmingham° □ Manchester° □ 'An depart de Paris uniquement.	Glasgow ^a
Date à laquelle je souhaite effectuer le trajet retou (par ordre de préférence - impérativement avant le	ır: e 31/05/91)
ا3 لللللا لللا	سللل
Combien de vols internationaux avez-vous effect 12 derniers mois ? moins de 5	ués au cours (5 et plus
pour vos affaires pour vos loisirs	00
Les réponses à ces questions n'auront pas d'in chances de gagner.	
Date de naissance:	

BRITISH AIRWAYS

*Pour participer, complétez entièrement le bulletin joint, et postez-le avant le 28 mars 91, sous enveloppe affranchie à : "L'offre la plus folle au monde". BP 157 - 93261 Les Llias Cedex. EXTRAIT DU REGLEMENT : La Société British Alrways organise un concours, sans obligation d'achat, Intitule "L'Offre la plus folle au monde". Les lots mis en jeu sont 2900 billets d'avion aller/retour (valeur totale : 9 400 000 F TTC), au départ de France, sur les destinations sulvantes : Londres, Birmingham, Manchester et Glasgow. Départ le 23/04/91, retour avant le 31/05/91. Les lots ne sont pas échangeables contre leur valeur en argent. Pour participer, il suffit de renvoyer un bulletin publié dans la presse ou de répondre sur papier libre. Date limite de participation : 28/03/91 à minuit, cachet de la poste faisant foi. Les gagnants seront personnellement avisés par téléphone, dans les 10 jours après le tirage au sort. La responsabilité de la société British Airways ne pourra être rendue responsable à l'opération devait être prolongée, écourtée, modifiée ou annulée. Le règlement complet est déposé à son encontre de ce fait. La société British Airways ne pourra de la même façon être rendue responsable à l'opération devait être prolongée, écourtée, modifiée ou annulée. Le règlement complet est déposé en l'étude de M° Pichon, 57, rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris, et sera envoyé gratuitement, ainsi que la liste compléte des gagnants, sur simple demande. Les gagnants autorisent la société British Airways en l'étude de M° Pichon, 57, rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris, et sera envoyé gratuitement, ainsi que la liste compléte, illisible ou reçu après la date limite de participation sera considéré comme nul, à utiliser leurs noms, prénoms et photographies à des fins publicitaires. Tout bulletin de participation rature, surchargé, incomplet, illisible ou reçu après la date limite de participation sera considéré comme nul, a utiliser leurs noms, prénoms et photographies à des fins publicitaires.

JUSTICE

Au tribunal de Paris

M. Robert Faurisson face à l'autorité de la chose jugée

Le procès de M. Robert Faurisson, soixante-deux ans, qui nie la réalité de l'extermination physique des juifs durant la seconde guerre mondiale (le Monde du 23 mars), aert de « banc d'essai » à la nouvelle (ci, adoptée en 1990, interdisant la contestation des crimes contre l'humanité déjà jugés. Les débats ont été tendus, vendredi

22 mars, devant la 17 chambre correctionnelle de Paris. Etait-ce un piège? Cet énième provès Faurisson, tellement recherché par les associations d'anciens déportés, ne serait-il en fin de compte, qu'une magistrale erreur? L'une de ces poursuites judiciaires boomerang qui font plus de mai aux parties civiles qu'au prevenu? Chacun à leur tour, les six

avocats porteurs de la mémoire du

Alors que le rapport de la com-

inission présidée par Mme Mireille

Delmas Marty, professeur de droit,

consacré à la réforme de la procé-

dura génale, doit être publié à la

Documentation française, la biblio-

thèque publique d'information du

Centre Pompidou et le Monde

organisent à Paris, les mardi 26 et

mercredi 27 mars, un colloque inti-

tulé «Procès pénal et droits de

l'homma: émergance d'une

conscience européennne, héri-

tages culturels et résistance des

L'affiche de cette manifestation

un tableau de Mme Maria Helena

'vieira da Silva, intitulé «La voix de

la sagassea - introduit la

demarche qui a guidé les organisa-

leurs: dans les tons de roux et de

fauve, un escalier semble conduire

a un purts de lumière, alors qu'au-

tour, dans un apparent désordre,

des éléments peu à peu prennent

MOTS CROISÉS

génocide du peuple juif se sont posé la question. Un piège? Mª Charles Libman a lancé le mot pour le reprendre aussitôt. Notre silence devant les affirmations de Faurisson, a-t-il expli-qué, serait apparu comme un consen-tement. Un piège? Mº Joë Nordmann l'a lui aussi contesté – comme Mª Charles Korman, Lucia Jacobbi et Yves Ambiard, - ne voulant à aucun prix laisser le champ libre aux révi-sionnistes par lui qualifiés de « pyro-

Et pourtant, ce procés-la sentait terriblement le manvais piège : pour la première fois, un tribunal doit en effet juger un prévenu en se fondant sur la loi Gayssot du 13 juillet 1990. Or l'une des dispositions de cette loi institue le délit de contestation de crimes contre l'humanité en interdisant à quiconque de mettre en doute les crimes contre l'humanité jugés par une juridiction française ou interna-

Un colloque organisé par le Centre Pompidou et « le Monde »

Procès pénal et droits de l'homme

place. «En ajoutant petite touche

après petite touche, comme une

abeille, le tableau se faits, écrit

l'auteur. En est-il de même du droit

pénal, alors qu'un peu partout

dans une Europe judiciaire qui

cherche ses marques on réfléchit à

la mise en place de nouvelles pro-

cédures garantissant plus de liber-

tés aux individus? «Je veux peindre

ce qui n'existe pas comme si cela

existait.», écrit Mme da Silva. L'el-

légorie qui a séduit Mme Delmas-

Marty correspond bien à l'élabora-

tion progressive de concepts nou-

veaux de la justice pénele tels qu'ils avaient été définis dans le

rapport remis au mois de juin

1990 à M. Pierre Arpaillange par le

commission vjustice pénale et

Le collogue sera ouvert par M.

Georges Kiejman, ministre délégué

à la justice. Six tables rondes

seront organisées autour des

droits de l'homme».

PROBLÈME Nº 5483

HORIZONTALEMENT

M. Faurisson et de son conseil M. Eric Delcroix, criant à la «loi sot-lérate», se scandalisant de l'introduction d'un « délit d'opinion » dans le

champ du droit français.

Le piège ne s'était-il pas déjà refermé lorsque les parties civiles, des la première audience, jeudi 21 mars, avaient temé d'obtenir que le prévenu ne puisse réitérer devant le tribunal sa thèse sur le « mythe des chambres à gaz » sous peine d'être poursuivi autant de fois qu'il contesterait la réa-lité de leur existence? Me Bernard Jouanneau, l'un des plus anciens adversaires du révisionnisme, aujour-d'hui appelé négationnisme, fit mine, lui aussi, de s'interroger: « Je me suis demandé, somme toute, si nous avions raison de fatre ce procès et si nous avions eu raison de demander cette

thèmes suivants: le temps des

réformes en Europe; quels droits

pour l'homme en procès; ce que

disent les professionnels, ce que pensent les justiciables; procès en

images, images en procès et enfin

le procès pénal en démocratie. Les

organisateurs ont voulu ouvrir ce

débat aux juristes étrangers, aussi

bien d'Europe occidentale que

d'Europe centrale mais aussi à des

sociologues, des philosophes, des

historiens, et y convier le public

pour un échange sur des sujets

qui, au-delà des choix techniques,

constituent un débat essentiel de

▶ Le colloque s'ouvrira mardi 26

mars à 9 heures 30 au centre

Pompidou, entrée rue Beau-

bourg. Il est nécessaire de s'ins-

crire auprès de la salle d'actua-

lité de la bibliothèque publique d'information : tel.42-77-12-33,

M. Faurisson n'est-il pas finalement sorti renforcé de toutes les procédures intentées contre lui? A la longue, les associations d'anciens déportés juis n'ont-elles pas contribué à fabriquer un « martyr », assurant bien involon-tairement sa propagande? « Notre parcours a été chaotique », convint

hi-même M Jouanneau. Et pendant ce temps, M. Faurisson se radicalisait, souverainement ruéprisant pour les victimes du génocide, depuis longtemps oublieux de la distance que doivent s'imposer ceux qui prétendent faire ceuvre scientifique. «On ne me promènera pas en camion à gaz », affirme-t-il dans l'entretien accordé au mensuel le Choc du mois. Un entretien tout relatif, du reste puisque le prévenu avait eu le privi-lège de se poser à lui-même les questions de son choix. « Le mythe des chambres à gaz est une gredinerie »,

De quoi dissiper les doutes de M. Jouanneau, révolté par les «rico-nements» des négationnistes. « La loi Gayssot est une bonne loi, qui n'a pas bonne presse auprès des clercs, des intellectuels et des donneurs de leçons, devait-il bientôt déplorer. Mais nous devant-il olemat depoter. Inter sous non ne jugeolors pas ici des affaires entre particuliers: c'est notre dignité, notre survie qui est en cause. Que les clercs prennent le temps de réslèchir un peu et comprennent que cette loi est néces-saire. Laissez vos scrupules et vos réticences au vestiaire. » Et se tournant vers le prévenu, Me Jonanneau préci-sait fortement : « Tout le droit de la presse n'est en fait qu'un catalogue de restrictions, de limitations, d'interdicrestrictions, ae umitations, d'interdic-tions. Toutes les lois sont des aména-gements de la liberté. Il faut vous y faire, M. Faurisson».

Mr Delcroix et les «tabous primitifs»

Dans un réquisitoire percutant, M= Edith Dubreuil s'attachait alors à montrer que les recherches du prévenu contestent bien le jugement de Nuremberg du le octobre 1946, qui ne sut «ni un oukase ni un diktat des vainqueurs, mais l'aboutissement d'un débat juridique de neuf mois fondé sur des conditions de procédures sérieuses et internationalement reconnues ». Et le substitut d'insister sur l'autorité de la chose jugee : « Nous n'avons pas le droit, aujourd'hui, de dire que Barbie n'est pas coupable, pas plus de contester la décision de Nuremberg. S'agis-sant d'un jugement international, la France est dépositaire d'un devoir de respect par rapport aux autres pays.»

Plus profondément, Mª Dubreuil désignait la cause de la passion négationniste en nommant l'antisémitisme : « Ils veulent tous dire la même chose : les chambres à gaz sont un mensonge qui profite aux juifs et ce mensonge est de nature à assurer l'hègémonie juive...» Du coun. le substitut invitait le tribunal à entrer en voie de condamnation sans faiblesse en « balayant des scrupules qui ne seraient pas de bonne justice.»

Me Dektroix s'employa au contraire à faire naître ces «scrupules» en criti-quant tour à tour la loi Gayssot, dont il rappela que certaines des parties civiles en avaient contesté l'efficacité et le principe même en juillet 1990, et le jugement du tribunal de Nuremberg. L'avocat, à sa manière, développa les propos de son client assutani : «On ne me fera pas dire que 2 et 2 font 5, que la terre est plate, que le tribunal de Nuremberg est infaillible.»

«On nous demande de revenir aux tabous primitifs », ironisa M^e Del-croix. Mais on avait encore dans l'oreille les propos du substitut : « Ce qui m'intéresse, ce n'est pas ce qu'on trouve aujourd'hui mais ce que les Alliés ont découvert en libérant les camps de concentration. Si nous sommes en face d'une résurgence, si vous pouvez contester le crime et l'arme du crime, c'est que quarantecinq ans sont passès». Jugement le 18 avril.

Nonveaux accords de participa-

tion entre les agences spatiales

européenne et canadienne. -L'Agence spatiale européenne

(ESA) et son homologue cana-

dienne ont signé, jeudi 21 mars,

cina nouveaux accords de collabo-

ration à des programmes spatiaux. Scion le communiqué de l'ESA, le

Canada participera en premier lieu

au programme de développement

de l'avion spatial européen Her-

mès, dont le premier vol automati-

que est prévu pour l'an 2 000. Il

prendra part également à l'élabora-tion du second satellite européen

de télédétection ERS-2, à la prépa-

ration de la première mission d'ob-

servation de la terre sur orbite

polaire (POEM-1, liée à la station

américaine Freedom), au Pro-

gramme des systèmes et de techno-

logies de pointe ASTP-4 et à la Mission de technologies et de relais des données DRTM.

LAURENT GREILSAMER

de classes à Paris M. Jacques Chirac, maire de

Paris, s'est vivement inquiété, vendredi 22 mars, des conditions de préparation de la prochaine rentrée scolaire dans la capitale. Selon les projets du rectorat, 128 classes d'écoles maternelles et primaires seraient fermées et 50 postes d'instituteurs supprimés à Paris. « De telles mesures, si elles étaient confirmées, représenteraient pour la capitale une régression sans précédent », a souligné M. Chirac.

l'éducation nationale, n'a pas attendu pour répliquer. « Nous avons mené une politique de solida-rité dans la gestion des postes et de réduction des différences au bénéfice des moins favorisés. Je ne vois pas pourquoi Paris ne serait pas concerne par cet effort. La capitale a perdu 5 000 élèves en trois ans, alors que les académies de Créteil et de Versailles en ont gagné 25 000 pendant la même période »,

M. Brice Lalonde menace de déclasser le parc naturel

Le Marais poitevin dans les sables mouvants

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, envisage de déclasser le parc naturel régional du Marais poitevin, autrement dit de lui enlever son labei et de lui couper ses subventions. Il a chargé un haut fonctionnaire, M. Jean Servat, ancien directeur de la protection de la nature et de l'Office national de la chasse, de lui faire un rapport avant la fin avril. C'est la première fois qu'une telle procédure d'audit est employée à l'encontre d'un parc naturel. Si elle se concluait par un déclassement, un coup d'arrêt serait donné à la dérive constatée dans nombre d'espaces protégés - par exemple, dans le parc des Pyrénées, à présent menacé par un tunnel routier

(le Monde daté 17-18 mars) La colère de M. Brice Lalonde data de novembre 1990, lorsque le conseil d'administration du parc régional du Marais poitevin donna son aval au passage de l'autoroute Nantes-Niort, aux lisières de la Venise verte, la partie la plus comus et l'une des plus fragiles du Marais. Cette « capitulation » devent les projets de l'équipement avait attiré l'attention sur un parc régional qui avait connu une naissance laborieuse - sept ans de tractations, avant que les collectivités locales acceptent de le créer en 1979 - et une existence non moins difficile

Espaces protégés ou terres rentables

Les deux cents mille hectares du parc protégé du Marais poitevin s'étendent sur une véritable mosatque géographique et administrative : la vallée de la Sèvre, des massifs forestiers, de vastes étendres de marais, quatre-vingtquinze communes, trois départements, et deux régions. Là, vivent soixante seize mille ruraux qui n'aspirent qu'à moderniser explaination pour vivre misux.

Pour ses promoteurs, le parc régional signifiait la garantie d'un développement dans le respect des équilibres natureis. La réalité a été toute différente. Au moins pour les terroirs humides, considérés justement comme les plus précieux. Sur les 80 000 hectares de Marais poitevin, si 15 000 très humides se défendent à peu près, les 65 000 autres ont été, pour les deux tiers, au prix de drainages fort coliteux, convenis en chamos de maïs, de blé, et de toumesol.

Les responsables du parc - une douzaine de personnes contrôlés par un conseil d'administration où dominent les élus ruraux - n'ont pas pu s'opposer à cette évolu-

Quand ils protestaient, deux départements sur trois leur couent les vivres. Ils sont restés deux ans sans directeur et sont aujourd'hui sans président,

M. Pierre Richardeau, étant décêdé en décembre demier. Ils se plaignent également de ne pas avoir été soutenus par le ministère de l'environnement. En somme, leur maineureuse institution sert de bouc émissaire, tantôt aux aménageurs, tantôt aux protecteurs. Il est viai que leur position tolérante sur l'autoroute Nantes-Niort avait été particulièrement maladroite, puisque peu après, le président de la République lui-même optait pour un autre tracé, hors du Marais.

Un tracé d'autoroute contesté

M. Jean Servet, nommé per le ministre de l'environnement, est sur place pour réunir les éléments de son audit, il devra dire clairement quel est l'outil pertinent pour protéger ces fameuses zones humides. Un parc régional aux frontières mieux dessinées? Une réserve naturelle? De simples arrêtés de protection? Il ne pourra manguer d'évocuer la création manquer d'évoquer la création d'un parc national, hypothèse avancée par M. Brice Lalonde

La présence de M. Servat en Vendée n'est pas la seule à agiter les esprits. Un autre envoyé parisien, M. Guy Salmon-Legagneur, conseiller à la Cour des comptes, a été chargé de trouver un compromis sur l'itinéraire de l'autoroute Nantes-Niort. Pes dans le Marais, puisque l'Elysée en a décidé ainsi, et pas non plus dens les faubourgs de Niort, dont les habitants manifestent chaque week-end et s'indignent d'être eacrifiés à des canards sauvaces. Lui aussi s'arrache les cheveux.

Car la situation est explosive. Les élus locaux, bien qu'appartenent à la même formation politique, se rangent dans des camps opposés. D'un côté, se trouve la houillants Ségolène Royal, député socialiste des Deux-Sèvres, de l'autre, M. Bernard Beliec, maire, également socialiste, de Niort. La première a fondé, avec une vingpour la charte du Marais noitevin. dans un but de protection. Par ail leurs, la Vendée, les Deux-Sevres et la Charente maritime, associées dans une institution interdépartementale, projettent un aménage-ment d'ensemble du Marais potevin, avec, à la clé, dit-on, 500 millions de francs de travaux hydrauliques.

Comme M. Mitterrand a fait inscrire ce Marais, décidément trop gâté, sur la liste des «grandes opérations d'architecture et d'urbenisme», M. Emile Blasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, déboule, lui aussi, sur la région, comme un buildozer. Nanti de crédits substantiels (environ 50 millions de trancs), il parle de «tancer les premières actions des cet été». On imagine l'imbroglio. Comme au temps des chouans. les Vendéens se demandent s'il ne leur faudrait pas reprendre le «maguis», devant les «colonnes

infernales » descendues de Paris I MARC AMBROISE-RENDU

RELIGIONS

Simonie

En cumulant au cours de la même messe plusieurs « intentions » et offrandes de fidèles. certains prêtres se seraient laissés aller à des abus que dénonce, dans un décret publié vendredi 22 mars au Vatican, la Congrégation romaine pour le ciergé. Ces pratiques, destinées à gonfler le chiffre d'affaires des paroisses entraînant parfois, selon la congrégation, un soupçon de simonie, l'Église catholique a décidé de les régiementer.

Le décret déclare « illicites » les cumuls, sauf dans des cas exceptionnels où la messe pluri-intentionnelle se ferait avec l'accord des fidèles intéressés. Dans ces cas, les prêtres n'auront la droit de garder pour eux que la somme fixée par les autorités de leur diocèse, le surplus étant remis à l'évêque. - (AFP.)

ENVIRONNEMENT

PHOTOGRAPHIE

Une ic

La mode

une retro

60 ANS DE PHOTOGRAPHIE

ou Nusée das orts de la mode

De son prénon, il a fait son nom et son non appartient à l'his-toire de la photographie de mode. Horst Bohrmann, dit Horst, est. aujourd'hui un monsieur diemat de quatre-vingt-cinq ans, à l'allure impeccable avec son costume sombre, un nœud papilion, une cause pour le guider, la chésalure blanche bien rangée, le source généreux et une cigarette de marque « Now » qu'un de ses assis-tants lui allume régulièrement.

A travers le Musée des acts de la mode, c'est une fois de plus Paris. qui lui rend hommage. « Suns: Paris, je serais rené un petit boche allemand », affirme-t-il aujour-

d'hui... L'ancien étudignt en architecture de Walter Grogies, arrive au France en 1929 pour travailler comme apprenti chez La Corbusier, dont il se déclare vite « déca par la conception de l'architecture ». Horst se teurne alors vors la photo. Il apprend son metter au contact de George Hoyninges-Huene, ancien baros Petersbourgeois, principal photographe de Vogue France des 1926, et qui restera comme « in s référence en matière de photo de mode. Horst côtoie le tont Paris des

années 30 et devient l'assi de Cocteau, Julien Green, Gettrude Stein, Luchino Visconti, Coco Chanel, autant de personnalités just à l'instar de Marlene Dictrich de Salvador Dali, lui doivent less Ca Salvado Dan, ill commence sentout en 1932, à travailler pour l'ordre et s'installe en 1939 aux Ersts-Unis dont il a prend la minocalité à la fin de la guerre. Sa photographie en nois et blanc traduit sa a propre idée de l'élé-

«L'importa

mière grande image a est pas prisir par rome. Vom apparais est comme modèle pour les maillots de bain d'Izod en

- Con en effet le photo le photo connue de mon anni George Hoy-ningen, Huene, qui travaillant pour Fogue France et qui in a appris la photographie. I avais un très beau corps dans le temps... Je faisais de la culture physique, l'en fais tonjours. Esté mannequin a était pas évident car, pour des raisons techniques. il fallait rester de lang seconder sans bouger dans die positions compliquées, servir conserver un pourse, une explossion. C'est la raison pour lagarile les photos des années 30 et 40 republicat si a manifestat ».

Yotre visage et culti de manoequin féminin façan une ligne d'horizon imaginatie et tournent la doc à l'object. Un cadego audecient post l'épocation

Cé qui était audit c'était de poser en mailles de bain l'Pen de mannequins l'acceptaient et les magazines hist-brient à publièr de telles magaz-Volté pourquos Hugna nous à fair fournier la tête. C'érait épale ment difficile de tronver des files qui acceptaient de poser nues tout en syline un morre superbe. Elies étaient, com superbe. Elles etalens, chamben, dunits je souvent from « rosses». Le corps rémain est contact de vécement, li peut être dégant mais sessi se témodes.

Dans quelles condicions syste vous pais vous taugh le plus comus, cells de conside de Maintocher, au 1938 de Mainbochet, au 1938

C'étail deux jeunt avant le guerre, mon deraist à l'auge avant de m'embarquet poer le feats-bluis sur le floranceme.

Tour le monde aleurait dans les rues, fette photo symmetisse de monde dispara, tou se 1935, a devais laisses dorrière me le la completation de la paris, ont le course représentation vétement qui set se popular par vétement qui set se popular par que Chancl avait semples par que chancle ment qui set se popular par que le completation de la compl

I. Est à la disposition de qui cherche à lessiver. Forme des bouchons ciont les automobilistes peuvent avoir à souffrir. - II. Germain tudesque. Démontre mathématiquement que 1 et 1 font 2. - III. Bon guide. On ne la radresse qu'après 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 l'avoir relevée. -iV. Article. Joindre l'agréable à l'utile. lilustre Autrichien. -V. Paut se lire sur alus d'une croix. Certaine na peut se passer de tubes. En stock - VI. Louis XIV jadis ; de nos jours, ATT c'est la princesse. Terme de plaisantene. Est d'autant plus lourde que son auteur esi léger. - VII. Fait XI surface. Excelle parmi XII
las honneurs. Vraiment déplacé.
Vill. Elévateur hydraulique. Le plus connu XV

Solution du problème nº 5482

Horizontalement

III. Dé. Garrot. - IV. Ange. Aède. -

V. Identité. - VI. Latte. Inc. -VII. Non. - VIII. Is. Stress. -

IX. Epicée. Té. - X. Rosi. Emeu. -XI. Steak.

Verticalement

Spot. - 3. Ré. Géta. Ise. -

Argent. Scia. - 5, CIA. Tente.

8, Loden. Ste. - 9. Hâte. Oiseux.

Aérai. Orée. - 7. Rétine. Mi. -

GUY BROUTY

1. Médailliers. - 2. Agenda.

Maracas. - II. Egérie. La.

d'intérieur. - IX. A un appetit d'oipoursuivi le cerf. Peut assouvir l soin d'une personne qui cherche secu. Auxiliaire du maître de forges. Annonce une addition. - X. Petite des histoires. Avant le déjeuner. -10. Parties de quilles. Arrive touartere. Esprit de corps. On peut le sauter en lisant. - XI. Vitesse pour jours la première à table. un téléscripteur. Elément de disso-11. Erich, pour ses intimes. Sont toujours redoutables quand ils charlution. Mettre des œufs en valeur. -XII. Mécontente de n'avoir pas eu gent. ~ 12. Pousser un cri passant son content. Qui en crève n'en pour être de mauvais augure meurt pas. Orientation. -Camarade de collège. - 13. Mieux vaut ne pas voyager sur sa ligne. A XIII. Figure mythologique. N'aurait sans doute pas perdu sa femme si toujours posé une énigme aux his Méneias avait conservé la sienne. toriens. Protégeait un coffre. -14. D'un auxiliaire. Telles des XIV. Lettre. Plus on l'oublie, plus il s'attache. Se fait parfois pincer cartes nous préparant la voie de avant d'entrer dans un café. l'avenir. Terre. - 15. Approxima-tion à vue. Souvent diabolique XV. Unité, Fontiule qui laissa Ali.. quand alle est divine. Chef d'esce-Baba. Propriétés en indivis.

VERTICALEMENT

des inconnus. Animal

1. Pièce où des artistes exécutent des modèles bien « tournés ». Plus proche du lis que de la rose. -2. Titre majeur quand le roi est mineur. Visions fugitives. Se sui-vent en courant. - 3. Sa vie ne fut ças sans mystères. Variété de poule. - 4. Comme un esprit. Sied aux peras du répertoire. - 5. Tache sur un tissu. Prise. Donnait des pal-pitations. - 6. Que même un disciole de Démosthène ne saurait traduire. Dépouillé. - 7. Grande nappe plus ou moins propre. Régna sur la terre promise. Où le lait est manifestement concentre. - 8. Est cultivée avec amour. Joue un rôle dans i'Histoire de France. - 9. Donne, l'occasion de souffler quand on a

SPORTS FOOTBALL:

poste 4514.

championnat d'Europe

pour France-Albanie

Le sélectionneur national Michel Platini a communiqué, vendredi 22 mars, la liste des seize joueurs retenus pour le match France-Albanie, comptant pour les éliminatoires du championnat d'Europe des nations, qui aura lieu samedi 30 mars, à 20 h 45, au Parc des Princes. Par rapport au dernier France-Espagne, on note l'absence pour blessure de Bernard Pardo et de Christian Perez, le maintien d'Eric Cantona et l'apparition du désenseur montpelliérain Pascai Baills (vingt-six ans). La Fédération albanaise avait démandé à l'Union européenne de football (UEFA) le report de la rencontre à une date ultérieure en raison de la situation dans le pays. Mais cette demande avait été rejetée par

La sélection française est la sui-vante : Bruno Martini (Auxerre), vante: Bruno Martini (Aukere), Gilles Rousset (Lyon)-Manuel Amoros (Marseille), Pascal Baills (Montpellier), Laurent Blanc (Montpellier), Basile Boli (Marseille), Bernard Casoni (Marseille)-Jocelya Angloma (Paris-SG), Didier Deschamps (Bordeaux), Lean-Philippe Durand (Bordeaux)

SCIENCES

Jean-Philippe Durand (Bordeaux), Luis Fernandez (Cannes), Franck Sauzée (Monaco)-Eric Cantona (Marseille), Christophe Cocard (Auxerre), Jean-Pierre Papin (Marseille). Pascal Vahirua (Auxerre).

ROPE: Marsellle rencontrera le Spartak de Moscon en demi-finale. - Le tirage au sort effectué, vendredi 22 mars à Genève, a désigné le club de football de l'Olympique de Marseille comme adversaire du Spartak de Moscou, pour les demifinales de la Coupe d'Europe des clubs champions. Le match aller aura lieu à Moscou le 10 avril et le match retour le 24 avril au Stade vélodrome de Marseille. Carlos Mozer ne jouera pas lors de cette rencontre, le joueur marseillais ayant été suspendu aprés avoir reçu un second carton jaune, mercredi 20 mars, lors du match de son équipe avec le Milan AC.

La sélection française

FOOTBALL, COUPE D'EU-

ÉDUCATION

Polémique entre M. Chirac et M. Jospin sur les fermetures

M. Lionel Jospin, ministre de a-t-il déclaré.

Une idée de l'élégance

La mode est indissolublement liée à Horst, une retrospective lui est consacrée à Paris

HORST. 60 ANS DE PHOTOGRAPHIE au Musée des arts de la mode

De son prénom, il a fait son nom et son nom appartient à l'his-toire de la photographie de mode. Horst Bohrmann, dit Horst, est aujourd'hui un monsieur élégant de quatre-vingt-cinq ans, à l'allure impeccable avec son costume som-bre, un nœud papillon, une canne pour le guider, la chevelure blanche bien rangée, le sourire généreux et une cigarette de marque « Now » qu'un de ses assis-tants lui allume régulièrement.

A travers le Musée des arts de la mode, c'est une fois de plus Paris qui lui rend hommage. « Sans Paris, je serais resté un petit boche allemand », affirme-t-il aujour-

L'ancien étudiant en architecture de Walter Gropius, arrive en France en 1929 pour travailler comme apprenti chez Le Corbusier, dont il se déclare vite « décu par la conception de l'architecture ». Horst se tourne alors vers la photo. Il apprend son métier au contact de George Hoyningen-Huene, ancien baron Pétersbourgeois, principal photographe de Vogue France des 1926, et qui restera comme « la » référence en matière de photo de mode.

Horst côtoie le tout Paris des années 30 et devient l'ami de Coc-teau, Julien Green, Gertrude Stein, Luchino Visconti, Coco Chanel, autant de personnalités qui, à l'instar de Mariene Dietrich ou Salvador Dali, fui doivent leur plus beau portrait. Il commence surtout, en 1932, à travailler pour Vogue et s'installe en 1939 aux Etats-Unis dont il a prend la nationalité à la fin de la guerre.

Sa photographie en noir et blanc. traduit sa « propre idée de l'élè-



Corset Mainbocher, « Vogue », 1939

gance», marie par une longue réflexion sur le corps dans la pein-ture, et relayée par l'utilisation mais aussi le portrait, les natures mortes et de formidables études de nus. S'estompe alors l'image du

spécialiste pour laisser la place au photographe tout court.

Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli, 75001 Paris.

«L'importance et la beauté du corps»

toute personnelle - de la lumière et de décors en drapés blancs. L'élégance, c'est la mode bien sûr,

prise par vous. Vous apparais sez comme modèle pour les maillots de bain d'izod en

1930... - C'est en effet la photo la plus connue de mon ami George Hoyningen Huene, qui travaillait pour Vogue France et qui m'a appris la photographie. J'avais un très beau corps dans le temps... Je faisais de la culture physique, j'en fais toujours. Etre mannequin n'était pas évident car, pour des raisons techniques, il fallait rester de longues secondes sans bouger dans des positions compliquées, savoir conserver un sourire, une expression. C'est la raison pour laquelle les photos des années 30 et 40 semblent si « maniérées ».

_ Votre visage et celui du mannequin féminin fixent une ligne d'horizon imaginaire et tournent le dos à l'objectif. Un cadrage audacieux pour l'épo-

- Ce qui était audacieux, c'était de poser en maillot de bain! Peu de mannequins l'acceptaient et les magazines hésitaient à publier de telles images. Voilà pourquoi Huene nous a fait tourner la tête. C'était également difficile de trouver des filles qui acceptaient de poser nues tout en ayant un corps superbe. Elles étaient, comment dirais-je, souvent trop « rondes ». Le corps féminin est comme le vêtement, il peut être élégant mais aussi se démoder.

 Dans quelles conditions avez-vous pris votre image la plus connue, celle du corset de Mainbocher, en 1939?

- C'était deux jours avant la guerre, mon dernier à Paris avant de m'embarquer pour les Erats-Unis sur le Normandie. Tout le monde pleurait dans les rues. Cette photo symbolise un monde disparu, tout ce que je devais laisser derrière moi à Paris, car le corset représente un vêtement qui ne se portait plus, que Chanel avait remplacé par la guépière. L'ogue a trouvé l'image choquante parce que le corset etait ouvert. Le magazine n'a accepté de publier cette photo qu'apres l'avoir retouchée.

vous êtes d'abord intéressé au couleurs, Gauguin. » La couleur,

- J'ai compris l'importance et la beauté du corps en voyant celui d'un ami culturiste, à la fin des années 20. Ensuite, je n'ai jamais cesse de l'«apprendre». J'ai passé un temps fou au Louvre, où j'ai observé la disposition des mains, des pieds, les jeux de lumière, le mouvement. J'ai voyagé en Italie pour assimiler la technique de Michel-Ange et de Léonard de Vinci. En Grèce, pour la sculpture. Avec le peintre et décorateur Christian Bérard, je suis parti à la découverte des statues de Paris pour en saisir les proportions. J'ai même envoyé des mannequins au Louvre avant des prises de vue pour qu'elles comprennent ce que je voulais. Je n'ai pas cessé de faire des études de nu, en cherchant la pureté, la simplicité et la géométrie du corps. La peinture me suit depuis ma première photo de mode en 1930 : j'étais tellement nerveux qu'une assistante m'a fait boire du champagne, écouté des lieder de Schubert et m'a parlé de peinture. Mes images sont ainsi bourrées de références picturales: Ingres, Goya, Dela-

... Vous êtes également un spécialiste de la lumière. Comment la travaillez-vous?

- La vie est faite de lumières et d'ombres. Donc pas de flash. Je dis toujours que le flash n'existe pas dans les montagnes! J'utilisais juste une lampe ou deux mais je pouvais passer des heures à les disposer. C'est comme ça que j'ai été le premier à utiliser le fond blanc, parfois léger, avec une lumière derrière, et une autre face au mannequin pour l'éclairer. Ensuite, tout tourne autour du vêtement ou de l'objet. Si j'aime la robe, je dois traduire la femme séduisante dans son allure. Si je ne l'aime pas, je laisse le vêtement dans le noir et i'insiste sur un détail, un drapé. un mouvement. De la même manière qu'il n'est pas naturel de tout dire, on ne doit pas tout

_ Yous avez toujours vu en noir et blanc, peu en couleurs. _ Christian Berard me disait :

- Avant le vêtement, vous « Il n'y a qu'un seul peintre en c'est très complique

> - Vos grands couturiers? - Surtout des femmes. Madeleine Vionnet, Mª Gres (Alix), Coco Chanel, Et Yves Saint Lau-

- Coco Chanel était votre

- Sur la photo que j'ai prise d'elle, en 1936, elle tient sa cigarette entre deux doigts, de cette façon si vulgaire mais qui devient chez elle l'élégance même. Elle me disait : a Personne ne sait comment jaire des robes, alors je dois les faire moi-même.» La même année, j'ai photographie Eisa Schiaparelli, dont Chanel ne prononçait iamais le nom tant les deux femmes se détestaient. « Comment s'appelle-t-elle, cette l'a-lienne? Elle est couturière?», disait Coco.

- Mariene Dietrich apparait en tailleur, et non en smoking comme on i'a souvent photographiée.

- l'ai toujours pensé que Mar-lene Dietrich faisait partie des femmes dont le visage était plus important que le corps. Elle m'avait juste dit : « Rappelezvous la lumière de von Sternberg. » l'ai surtout pensé à mes éclairages à moi, en elfaçant toutes les ombres. C'est sa photo préférée, donc la meilleure.

~ Vous continuez de travail-

 Oui, même si on a téndauce à trop vouloir rendre l'image trop « sery ». Ca manque de fan-taisie. Trois jours par semaine, je quitte ma maison de Long Island pour faire des photos de publicité à New-York. Les magazines veulent retrouver l'esthétique d'il y a cinquante ans. Mais il mauquera toujours l'élégance, la raie, celle qui a disparu au début des années 50.

- La vraie élégance? - La discrétion, la simplicité

L'impression que tout est possible sans en faire état. Coco Chanel, par exemple, qui m'invite à l'Opéra et qui ne me prévient pas que nous serons accompagnés par le président des Étais-Unis.

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN MODE

Les fantômes du réalisme

Paris a présenté, du 11 au 21 mars, le prêt-à-porter féminin de l'hiver 1991-1992

En inventant le a petit haut » et la petite jupe extensibles, les années 80 ont inventé la femme au hord de la crise de nerfs, courte serrée, tendue pour (se) plaire:

« Dis-moi, miroir, suis-je toujours
la plus jeune? » Point d'orgue de ce
style: l'été 1991, présenté en octobre dernier dans un grand déballage de couleurs vives, de vinyle crissant, sur fond de retour au pop'ant et aux yéyés.

Six mois plus tard, le registre s'est assombri, guerre du Golfe oblige. Les tailleurs en peluche oblige. Les tailleurs en peluche fluo, les cuissardes transparentes de Thierry Mugler, roi de la mode clip, font figure d'outsiders. D'une manière générale, l'euphorie psychédélique a cédé la place à la mélancolie, à ce que certains appellent déjà le « nouseau contantisme punk ». Tout un programme.
Cettes la présence de trepushuir

Certes, la présence de trente-huit créateurs à la cour Carrée du Louvre (autant que la saison demière), les arrivées internationales - l'Américain Oscar de la Rena, l'Espagnole Sybilla, la Britannique Vivienne Westwood, l'Italienne Enrica Massei, -le retour des acheteurs américains, qui avaient renoncé aux défilés de haute couture en janvier dernier par peur des attentats, donnent le change. Certes, Paris, capitale de la mode, s'est à nouveau offert de prestigieux speciacles malgré les menaces de défection et les «assurances-annulations » souscrites par la chambre syndicale de la couture. Mais la transition est là. La mode des créateurs ridée par les soucis, les tracas financiers et industriels, pousse la complainte de l'époque.

Qu'est-il arrivé à Yohji Yamamoto? Que viennent faire ses soldates clochardisantes, ses marins noyés dans leur uniforme, ses Baby Jane déguisées en marquises dans leurs robes au crochet? Comme pour fuir sa propre image, il s'in-vente une identité de costumier : d'où ces pièces uniques en carton invoquant les fantômes des pein-

Rei Kawakubo (Comme des gar-cons) revient à la ville grise et noire rayée par les flashes de cou-leur. L'art de la coupe se joue une comédic destroy : serie de robes et teillaure en sois es une souliméer tailleurs en soie sauvage soulignées par des ganses de vinyle, ready made de tulle, bottes en cuir imitatenues de résille. Il y a même des robes-sacs 100 % laine sur lesquelles on lit en inscriptions peintes à la main : « Rebelle ». « Chie punk », « Révolution ».

> Agressivité dans l'air

Dans cette ambiance incertaine, la violence se banalise ; il y avait cette saison de l'agressivité dans l'air. Avec ses égéries découpées au laser. Claude Montana a évidemment remporté tous les suffrages. Dans le genre, il triomphe : fuscau blanc et vison rasé, manteaux et caban bleu vidéo, formes géométriques sèches, belles parkas d'auto-défense. Partout des zips, des attaches en métal argenté.

La dureté n'épargne personne. Mème Roméo Gigli, habituelle-ment si lyrique, donne dans l'ascètisme et le renoncement. Les princesses vetues de manteaux de feutre, de redingotes minimalistes, de robes-serpents en paillettes sembient entrer dans le monde de la damnation éternelle. Il y a.

parait-il. cinquante couleurs, mais tous ces verts scarabée, ces pour-pres semblent noircis par un même nuage, dans une nature étrange peuplée d'insectes. « C'est une col-lection un peu sombre », reconnaît Roméo Gigli, occupé à poursuivre en justice ses deux ex-associés. Carla Sozzani et Donato Maino pour fraude. C'est avec le soutien de ses fabricants. Zegna Zamar-sport et Stefanel, qu'il a réalisé cette collection au parfum diaboli-

Et c'est ainsi que les drames pascest ainsi que les trames pas-sionnels engendrent les tendances : oui, la femme de l'hiver 1991-1992 est, par bien des aspects, la figure du Mal. La beauté 1992? Un teint pâle et des yeux fardés, des lèvres estatements de course hour, due orazionnées de rouge brun, des orages peints. Souvent le corps sinueux se voile de tulle, de filet aux allures de toile d'araignée, s'entoule de toutes ces étoffes qui jouent mystérieusement avec la umière : soie brillante, velours

irisé, mousseline changeante. « Ma règle essentielle, avouait Van Dongen, c'est d'allonger les van Dongen, c'est u attonger les femmes et surtout de les amincir. Après cela, il ne reste plus qu'à grossir leurs bijoux et elles sont ravies!» Le message semble avoir eté retenu par Michel Klein et ses belles ténébreuses portant leur pantaion comme un pyjama du sour ques sous leur grand qu'il de soir, nues sous leur grand puil de mohair ou leur cache-cœur de soir. Mais elles sont nombreuses à faire leur marché aux Puces : le stand le plus dévalisé reste l'après-mai 68 avec les pulls-chaussette, les shorts de Twiggy-la-Brindille, les maximanteaux fendus façon B. B. à La Madrague, qu'on retrouve chez Martine Sitbon, Helmut Lang. Enfin, du côté des jeunes créateurs anversois férocement déglingues - Martin Margiela, Véronique Leroy, - Dirk Van Saene est le plus talentucux.

Faire vrai, montrer l'époque dans sa noirceur et sa trivialité : tel est le grand pari du moment, comme si la mode avait besoin de se convaincre elle-même qu'elle est toujours en prise avec l'instant. Mais loin des tribulations réalistes, des Polaroids néomisérabilistes, il y a la mode envisagée comme un métier. Où, à force d'épingles, de contraintes, de retouches, l'image est d'abord un vêtement : Issey Mivaké renouvelle l'idée du soil avec des robes cruciformes en soic or. Jean-Charles de Castelbajac enveloppe l'hiver dans ses manteaux-convertures coupés dans de somptueux plaids. Et Marc Audibet rend au corps son insolence et sa pureté : sa collection de maille, baptisée « Eléments », se présente comme un jeu de constructions en cina couleurs. Chaque vêtement - pull, caleçon, body, robe fendue - se place, se superpose avec l'évidence de la ligne et du mouve-

ment. Enfin, il y a Yves Saint Laurent, maniant avec une rare volupté l'ex-travagance dans le clacissisme : un prétexte, l'Ecosse, et il emmène les femmes au pays où les verts sont plus verts, les rouges plus denses, les noirs plus magiques. Le jeu est et la vérité des désirs immédiats : souplesse pour le jour, des étoles de soie, des capes de cachemire, fantaisie « parisienne » pour le soir - capes-boules en boa, trenchs en cuir or, bijoux qui rendent fou.

Christian Lacroix cérémonie secrète

Elles ont pris la douceur de la nuit, semblent glisser dans le mys-tère des lumières tamisées qui font chatoyer les ors, les broderies, les rouges. Sur leurs bustes s'impriment des tableaux romantiques composés autour d'une rose, sur leurs robes se reflètent des vitraux de Rouault. De quelques voyages, elles ont entraîne des images -couleurs sombres d'Afrique, acides scandinaves en mohairs duveteux, reflets violet dans les plis du velours mauve, tache claire qui danse sur la fluidité d'une robe

Bijoux grandiloquents, souliers d'or, brocards orgueilleux, elles irradient un instant la chaleur ensoleillée avant de retourner, de se blottir côté ombre, côté crepuscule, côté sourire, côté languide, pour la cérémonie secrète dédiée à quelque Aphrodite réveuse.

Jean-Paul Gaultier, French cancan

Lionnes de boulevard, lorettes de la Butte, actrices du Caf conc : ce sont les dernières égéries de Jean-Paul Gaultier. Une nouvelle fois il triomphe dans un exercice de style, mélant tout à la fois le grave et le frivole. Couleurs de Lautrec, roux, jaune acide et vert absinthe, sorties de la Revue Blanche, vestes à pans pointus dessinées sans aigreur, jupes asymétriques pour jouer avec toutes les longueurs. Mais il a trop à faire, voir, pour gratter les tableaux et les recopier. D'un claquement de doigts il vous sort une garde-robe à la fois sexy et unisexe, redingotes en gabardine extensible sur T'shirts à paillettes, manteaux-robes de lavandières qui se déplient d'un geste en robes à traîne et, dans ces instants-lå, volés au temps qui passe, il y a la mémoire du cœur.

Vivienne Westwood éternelle Albion

De Jean-Paul Gaultier à Christian Lacroix, nombre de stylistes lui vouent une reconnaissance sincère : c'est dans les années 70, dans sa boutique World's End de Chelsea, à Londres, qu'ils ont pioché quelque insolence. Vivienne West-wood, égérie de Malcolm Mac-Laren, avait lacere les jeans avant tout le monde, coupé les crinolines en minijupes, osé les mélanges les plus décapants. Accueillie à Paris chez Azzedine Alaïa, elle a prouvé qu'elle était encore la reine. C'est toute l'Angleterre qui a défilé, cortèges d'images détournées, dames emplu mées, bobbies en gilet afghan coupé dans un kilt, bottes cavalières à semelles compensées. Mais, au-dela des gags, il y a la rigueur de la leurs tailleurs de Savile Row.

Trois disparitions

LAURENCE BENAIM

Patrick Rétif, créateur de mobilier

Créateur d'accessoires et de mobilier, Patrick Rétif est mort du sida à Paris le 19 mars. Il avait trente-trois ans.

C'est pour Jean-Paul Gaultier et France Andrévie qu'il réalisa ses premiers bijoux en 1980. Patrick Rétif, vingt-deux ans, né à La Garenne-Colombes, allait ponctuer avec humour la mode de toute une nouvelle génération de créateurs. Des bijoux high tech en goudron, Plexiglas, caoutchoue et strass (1982) aux premières séries d'obets édités par En attendant les Barbares en 1987 (miroirs carolingiens, chandeliers Médicis en fer forgé), Patrick Rétif n'a cessé de raconter son époque comme un observateur attentif des goûts et des séductions.

Discrètement, Patrick Rétif jouait avec les matières, les mélangeait, brutes et sophistiquées. perles baroques et chrome, verre et bronze dans une perpetuelle recherche de volume, d'illusion et

de fégératé, comme en témoignent d'ailleurs les derniers bijoux « ombres chinoises ». Il travaillait entre autres pour Jean-Charles de Castelbajac, Karl Lagerfeld, Christian Lacroix, Marithé et François Girbaud, mais également Hermès, Arthus Bertrand, pour une collec-

D Clarence Fender, inventeur de la

guitare électrique Stratocaster. - Clarence Leo Fender, inventeur en 1954 de la guitare électrique Stratocaster, sans doute le modèle le plus vendu et le plus imité au monde, est mon le 21 mars à Fuilerton, Californie. Il était âgé de quatre-vingt deux ans. Les premières guitares électriques à caisse de résonance dataient des années 30, mais la Stratocaster fut la première guitare solid body, en

bois plein, ce fut aussi la première dote d'un bras de vibrato. Aujourd'inii, une «Strato» d'origine peut vatoir jusqu'à 20 000 dollars (100 000 francs environ). - (AFP.) il mit en scène l'exposition « Calder intime » au Musée des arts décoratifs de Paris avec un dépouillement complice. Secret, il taisie grave, tout en nuances, avec l'humilité du cœur et du talent.

a G. Aravindan, cinéaste indien. - Le réalisateur indien G. Aravindan est mort le 15 mars à l'âge de cinquantecinq ans, dans le Kerala, l'État méridional où il était né et où il avait toujours vécu et travaillé. Depuis son premier film en 1974, des titres comme le Chapiteau, le Croqueinitaine, Crépuscule, jusqu'à Chidambaram en 1985 et Et il y eut un village en 1986, avaient fait de lui l'un des principaux représentants du cinéma indépendant du sud de l'Inde. Il venait, après de longs efforts, de terminer un nouveau film, les Dépassédés, consacré aux réfugiés du Bangla-

SPECTACLES

SAMEDI 23 - DIMANCHE 24 MARS

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT

tures de Robert Macaire (1925), de Jean Epstein. 15 h; la Vie privée d'Henry VIII (1933, v.o.), d'Alexandre Korda, 19 h; Hommage à Peter Brook : la Tragédie de Carmen (1982-1983), de Peter Brook, 21 h.

s.t.f.), de Carlos Diegues, 19 h : Hommage à Peter Brook : la Tragédie de Carmen (1982-1983), de Peter Brook,

DIMANCHE

Palmarès du cinéma du réel, 18 h ; Palmarès du cinéma du réel, 20 h.

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Les Cinémas d'Asie Centrale Soviétique : le Désert et l'Enfant (1983, v.o.

DIMANCHE Les Cinémas d'Asie Centrale Soviétique : le Ciel de notre enfance (1967. v.o. s.t.f.), de Tolomouch Ökeev. 14 h 30 ; le Premier Maître (1967, v.o.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Forum des Halles (40-26-34-30)

Gamins de Paris : Ecole : les Rois Gamins de Paris : Ecole : les Rois Fainéants chantent Social Case (1984) de Philippe Gautier, Diabolo menthe (1977) de Diane Kurys, 14 h 30; Révoltes : Liberty Belle (1983) de Pas-cal Kané, 16 h 30; Apprentissages : Une pierre, un arbre, un nuage (1981) de Christine van de Putte, les Années sandwiches (1988) de Pierre Boutron, 18 h 30 ; Révoltes : Comme il faut (1980) de H. Bérard, Louise l'insoumise 1984) de Charlotte Silvera, 20 h 30.

DIMANCHE

de Paris : Ecole : l'Enfant orisonnier (1976) de Jea Alertez les bébés (1978) de Jean-Mi-chel Carré, 14 h 30 : Apprentissages : chei Carré, 14 h 30 ; Apprentissages ; Bande annonce : Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, Rouge Baiser (1985) de Vera Belmont, 16 h 30 ; Révoltes ; Gavroche (1986) de l. Gourvitch, la Pipe du communard (1929) de C. Mardjanov, 18 h 30 · Aventures · Soci Instantana 18 h 30 ; Aventures : Spot Instantané Poulain (1983), les Cauchemars de Monsieur Eiffel (1988) d'un groupe d'enfants, la Première Nuit (1958) de Georges Franju, Ulhoz (1989) de G. Jacques, le Ballon rouge (1956) de Albert Lamorisse, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 25-10-30) : UGC Rotonde, 6. (45-74-

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Escurial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : L'En-

trepôt. 14 (45-43-41-63) : Les Montpamas, 14 (43-27-52-37). ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Lucer-naire, 6- (45-44-57-34). AVALON (A., v.o.) : Forum Orient

Express, 1 (42-33-42-26); UGC Triomphs, 8 (45-74-93-50). LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4. (42-78-47-86) : La Berry Zèbre, 11. (43-57-

BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.): Utopia Champolion, 5- (43-26-84-65).

LE BUCHER DES VANITÉS (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12) : 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8-(43-59-04-67) ; Max Linder Panorama, 9- (48-24-88-88) : La Bastille, 11- (43-07-48-60); Gaument Parnasse, 14-(43-35-30-40); v.f.: Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50) ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-

Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Para-mount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13. (45-61-94-95); Mistral. 14- (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy. 18-

(45-22-46-01). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; UGC Odéan, 6- (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); Paremount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20-

DANCIN' THRU THE DARK (A. v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) ; Action Champs-Elysées, 8-(43-25-71-89) ; La Bastille, 11- (43-07-

48-60). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08v.o.) : Forum Horizon, 1* (45-U8-57-57) : Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33) : Bretagne, 6* (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6* (42-25-10-30) : Gau-mont Ambassade, 8* (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8* (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8* (45-63-16-16) ; Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2. (42-36-83-93) ; Fauvette, 134 (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-

AUJOURD'HUI PEUT-ETRE ... AUJOURD'HUI PEUT-ETRE...
Film français de Jean-Louis Bertuccelli : Forum Horizon, 1º (45-0857-57); Pathé Impérial, 2º (47-4272-52); Pathé Hautefeuille, 6º (4633-79-38); Pathé MarignanConcorde, 8º (43-59-92-82); Sept
Parnassiens, 14º (43-20-32-20);
Pathé Wepler II, 18º (45-22-47-94);
POWE PALEEBE D'ANILY-BONS BAISERS D'HOLLY-WOOD. Film américain de Mike Nichols, v.o. : Pathé Impérial, 2º (47-

42-72-52); Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36); Pathé Hautefeuille, 6• 71-52-36); Pathe Hautereunie, 6' (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8' (43-59-92-82); Mis-tral, 14' (45-39-52-43); Sept Par-nassiens, 14' (43-20-32-20); 14 nassiens, 14* (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); Pathé Français, 9* (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-(47-70-33-68); Les Nation, 12: (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13: (43-31-60-74); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18: (45-22-47-94).

18* (45-22-4/-94).

EATING. Film américain d'Henry Jaglom, v.o.: 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83).

LE JOUR DES ROIS. Film français

de Marie- Claude Treilhou : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts 1, 8- (43-28-48-18) ; George V, 8: (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81) ; Escurial, 13- (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

LABYRINTHE DES PASSIONS. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6-14-22-73-90 ; Carmont Ambon, 42-00-33); runicis santi-terman, 6• (42-22-72-80); Gaumont Ambas-sade, 8• (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81); Gau-mont Pamasse, 14• (43-35-30-40);

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82) ; George V. 8: (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-

84-50). COMING UP ROSES (Brit., v.o.) Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18). COUPS POUR COUPS (*) (A., v.a.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V. 8 (45-82-41-46); UGC Normandie, 8- (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) : UGC

46-36-10-961

LES FILMS NOUVEAUX Gaumont Alásia, 14º (43-27-84-50) ; 14 Juliet Beaugranelle, 15-(45-75-79-79). LA MAISON RUSSIE. Film américain de Fred Scheplsi, v.o. : Forum Horizon, 1• (45-08-57-57) ; 14 Juli-

Horizon, 1* (45-08-57-57); 14 Juli-let Odéon, 6* (43-25-59-83); George V. 8* (45-82-41-46); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); Sept Par-nassians, 14* (43-20-32-20); 14

Gabriel Aghion : Geumont Opéra, 2-(47-42-60-33) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) ; Gau Ambassade, 8. (43-59-19-08); Gaumont Alésia, 14. (43-27-84-50); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

STAYIN ricain de Lee Grant, v.o. : Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23) ; Bienvende Montparnasse, 15- (45-

47-86); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

14- (43-21-41-01)

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1. (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33); Pathé Hautefeuille, 6. (46-33-79-38) ; Gaumon Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; La Bas-tille, 11• (43-07-48-60) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.)

L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express. 1 (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Normandie, 8- (45-63-16-16) ; v.f. ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

FENÉTRE SUR PACIFIQUE (A.

(Fr.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); 14 Juillet Parnasse, 6° (43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77] ; George V, 8- (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Convention, 15. (48-

CENT (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46).

nasse, 6- (45-74-94-94). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09); Gaumont Convention, 15- (48-

GREEN CARD (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12); Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79) : Bienvende Montparnasse, 15: (45-44-25-02); UGC Maillot, 17- (40-68-

00-16); v.f.: UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Corvention, 15* (45-22-43-01-59); UGC Corvention, 15* (45-22-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epés HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.): Epee de Bois, 5- (43-37-57-47). HAVANA (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83): UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Kinopanorame, 15-(43-08-50-50); v.f.: UGC Montpar-nasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31). HENRY & JUNE (") (Fr., v.o.) :

43-59-36-14) ; Sept Parnessiens, 14-

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Rex, 2 (42-35-83-93); UGC Lyon Bes-tille, 12 (43-43-01-59); Grand Pavois,

Bois, 5- (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77): Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33).

Cinoches, 6 (46-33-10-82). LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 8• (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85).

Halles, 1. (40-26-12-12); Rex, 2. (42-10-30) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; 94-94]; La ragode, r (47-U5-12-15); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gabaline, 12 (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); Miramar, 14: (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17- (40-68-

MILLER'S CROSSING (7) (A., v.o.) Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille, 8 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-

62-20-40) ; v.f. ; Rex, 2 (42-36-62-20-40); v.f.: Hex, Z¹ (42-30-83-93); UGC Montparnasse, G (45-74-94-94); UGC Opére, 9 (45-74-95-40). MISTER JOHNSON (A., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Pathé Merignan-Concorde, 8-43-59-92-82).

NIKITA (Fr.): Gaumont Les Hafles, 1: (40-26-12-12); Gaumont Opéra. 2: (47-42-60-33); Epée de Bois, 5: (43-37-57-47); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); Les Montparnos, 14: (43-27-52-37).
LES NUITS AVEC MON ENNEMI

LES NUITS AVEC MON ENNEMI
(A. v.o.): Forum Horizon, 1• (45-0857-57): Pethé Impérial. 2• (47-4272-52): UGC Odéon, 6• (42-2510-30): UGC Rotonde, 6• (45-7494-94): Pethé Marignan-Concorde, 8•
(43-59-92-82): UGC Biarritz, 8• (4562-20-40): UGC Maillot. 17• (40-6800-16): v.f.: Rex, 2• (42-36-83-93):
Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-8735-43): UGC Opéra, 9• (45-74-95-40):
UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59):
UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95): Mistral, 14• (45-39-52-43): Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06): UGC
Convention, 15• (45-74-93-40): Pathé Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) ; Le Gam-

1, 10- (47-70-21-71); Fauvette, 13- (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06).

(Fr.) : Gaumont Opéra, 2º [47-42-60-33] ; Gaumont Ambassade, 8º [43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; Pathé Wepter II, 18- (45-22-47-94). Bois, 5 (43-37-57-47); George V, 8 (45-62-41-46); Gaumont Parnasse, 14

(43-35-30-40). LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) ; Répu-

Denton, 6: (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8: [45-74-93-50]; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68); v.f.: Breoert, 15" (45-32-91-00); v.f. 1516-tegne, 6- (42-22-57-97). REZ-DE-CHAUSSEE (Sov., v.o.) : Lucemaire, 6- (45-44-57-34); Studio

28, 18 (46-06-36-07). ROSENCRANTZ & GUILDENS-TERN SONT MORTS (A., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-46).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC

George V, 8^a (45-62-41-40).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.):
Studio Galande, 5^a (43-54-72-71):
Lucemaire, 6^a (45-44-57-34).

SOUVENIRS DE LA MAISON
JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4^a (42-78-47-86); Saint-André-des-Arts II, 6^a (43-26-80-25).

TAXI BLUES (Fr. Sov. v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Studio 28, 18º (46-06-38-07). TELS PÈRES TELLE FILLE (A.

TELS PERES TELLE FILLE (A. v.o.): UGC Normandie, 8- (45-63-16-16); v.f.: UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Pathé Françass, 9- (47-70-33-88); Fauthé Françass, 9- (47-33-88); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); La Gambatta 20- (48-36-46-01); La Gambetta, 20- (46-36-10-96).

THELONIOUS MONK (A., v.o.) Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09) : Républic Cinémas, 11: (48-05-51-33). TILAI (burkinabé, v.o.) : images d'ait-BURS, 5- (45-87-18-09).
TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.):

Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Le. Berry Zehre, 11- (43-57-51-55). LE TRIOMPHE DE BABAR [Fr.-Can.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97); George V, 8 (45-62-41-46); Fauvette, 13 (43-31-56-86) : Les Montparnos, 14- (43-27-52-37) : Samt-Lambert, 15- (45-32-91-68).

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). UN FLIC A LA MATERNELLE (A.,

(.o.) : George V, 8- (45-62-41-46) : v.f. : Rex. 2- (42-36-83-93) ; Fauvette, 13- (43-31-56-86). UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Chib

Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97); Grand Pavois, 15 (45-54-UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 8- (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9• (47-70-

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Epée de Bois, 5: (43-37-57-47).

33-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-

Cadres : 20 h 15. Nous on fait ou on nous dit de faire : 22 h. EDOUARD-VII SACHA GUITRY

(47-42-59-92). Même heure l'année prochaine : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. ELDORADO (42-49-60-27). La Belle de Cadix : 14 h 30, dim. 14 h. ESPACE ACTEUR (42-82-Description d'un combst : 20 h 30, dim. 16 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45, dim. 18 h. La Mouette : 20 h 45, dim. 20 h. Baudelaire : 22 h 30, dim. 18 h 45. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).

Pique-Nique: 15 h. Salle I. L'Hirondelle: 20 h 30, dim. 16 h. Salle II. Le Tourment de Dieu : 20 h 30, dim. (demière FONDATION DEUTSCH-DE-LA-

MEURTHE (45-65-38-46). Un tablier rouge: 20 h 45.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves: 15 h 30 et 20 h 45, dim.

15 h 30, GAITE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coiffure pour dames: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h. GARE DE LA MER (48-87-66-37). A

Kind of Alaska and Victoria Station: GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Déconnage immédiat : 18 h et 20 h 15. San Antonio : 22 h. **GUICHET MONTPARNASSE (43-**27-88-61). Un p'tit vélo dans la tête : 19 h. Bouz'Louf' Tête de mouton : 20 h 30. George Dandin : 22 h 15.

HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12), Les Origines de l'homme : 15 h, dim., mar. 15 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Nuits de Terayama :

21 h 30. L'ESPACE (42-45-13-20). Sans titre, les Muses mutines : 21 h. LA CIGALE (42-36-43-43). Holey Money : 20 h, dim. 16 h. LA CLEF (43-31-49-27). Antigone :

LA SCHOLA (43-54-56-74). Comme un bateau ivre : 19 h, dim. 19 h. LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona

chérie : 19 h 45, dim. 15 h. LES ETOILES (45-42-74-30). Music Hall, Music Hell : 20 h 30. LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Les Co-épouses : 20 h 30, dim. 16 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-67-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Colloque sur l'aménagement d'une région du Nord : 20 h. Huis clos : 21 h 30. Théâtre rouge. Duende : 18 h 30. Somnoiente Mésaventure : 20 h. Une banale histoire d'Anton

Tchékhov: 21 h 45.

MADELEINE (42-85-07-09). N'écoutez, pas Mesdames: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (TER-RASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Pièces en un acte : 20 h 30, dim. 16 h.

MAISON HEINRICH-HEINE (FON-DATION DE L'ALLEMAGNE) (45-89-53-93). Hamtet-machine: 20 h 30. MARAIS (42-78-03-53). Grasse Matinée : 21 h.

ALEI de noure envoyé spécial

En obtenant l'implante

OUS les responsables de d'Albi, reque à Paris le 19
M. Roger, Fauroux, min l'équipement, et M. Jacque que ministre de l'aménagement de ont de téléphoner à leurs collabora mairie, au conseil général ou à la 1 pour les convainere de la réalité d'sion annoucés dès le 16 mars dans (le Monde daté 17-18 mars) : est la hassin AlbiaCarmans aux va étre le bassin Albi-Carmaux que va en tée la sixième école des mises. As investis pendant physicurs mos constitution du dossier de candidoutsient encore du résultat. La tion de la nouveile a levé les craintes d'une remise en question

Il est vrai que, si l'on consait l' président de la République pour Jean Jaurès, Albi de bénéficiait pr ministres en exercice ou d'en encore influents. Ne disait-na pr quelques jours de la décisson gon tale, que la ville de Pan avait d'atours que la cité albigeoise?

«œcuménians»

cinquième école des mines, qui de ment échoir à Nantes. Michel Ca d'Albi, ne cache pas que ce rate avait surtout permis de prépar solide et complet au morai ment se prononçait pour une non dans le Sud-Ouest. Les pouvoirs publics n'ont san

s'onvrait par une lettre d'intention par MM. Maro Censi, président conseil régional de Midi-Pyréné Carsenac, patron du conseil géné-et le maire d'Albi, tous deux soi

Elus du Tara, représentants d fecture, direction régionale de de la récherche), membres de la commerce et d'industrie et une

« Ven

por un c MANTES correspondence

TALO ROTA va double nouveau visage au come torique de Nantes. Le prope l'acchinecte inglien transfo The Feydesiu et la cours des retrouverd pas son ent. 200 le soutentaient de fervents (sans d'un les errenz Aucune des dix étables chitectes engagées des concors international n's ce risque technique et fines Autrefois baigne par l'ins

pent de Cherap à l'osed d'une partie de la cardell d'une partie de la cardell Cas deux événemente poussé la manicipalité de Marc Ayrault, assistée Ogminique Persent, cont

16 h 30.

(47-04-24-24) SAMEDI

Hommage à Jean Epstein : les Aven-tures de Robert Macaire (1925), de

DIMANCHE Hommage à Jean Epatein : la Chute de la maison Usher (1928), de Jean Epatein, 15 h ; Hommage à Jean Epatein : Finis Terrae (1928), de Jean Epatein, 17 h ; Xica da Silva (1975, v.o.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Palmarès du cinéma du réel, 18 h ; Palmarès du cinéma du réel, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

que : le Desert et l'Enrant (1983, V.O. s.t.f.), de Ousman Separov, 14 h 30 ; la Bru (1972, v.o. s.t.f.), de Khodjakouli Nartiev, 17 h 30 ; le Commissaire extraordineire (1970, v.o. s.t.f.), d'Ali Kham-

lovski, 17 h 30; le Garde du corps (1980, v.o. s.r.f.), d'Ali Khamaraev,

s.t.f.), d'Andrei Mikhalkov-Kontcha-

2. grande galerie. porte Saint-Eustache,

SAMEDI

LES AFFRANCHIS (") (A., v.o.) Cinoches. 6- (46-33-10-82); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

(42-71-52-36) ; UGC Danton, 6. (42-94-94) : La Pagode, 7- (47-05-12-15) UGC Chemps-Elysées, 8: (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40) :

PARIS EN VISITES «La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis pari-siens», 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lezare. «La Seine, ses vieux ponts, les autes, la batellerie», 14 h 40, place u Châtelet, devant la fontaine (Paris

«Une heure au cimetière du Mont-« une neure au cimentere du Mont-parnasse », 11 heures, à l'entrée, 3, boulevard Edgar-Quinet. « Les nouveautés du quartier Plai-sance », 14 h 45, mêtro Plaisance

sance 2. 14 h 45, métro Plaisance (V. de Langiade). « Le romantisme en France 2. 14 h 15, Musée du Louvre, hall Napo-léon, accueil des groupes (G. Mar-beau-Caneri). « Les templiers et le quartier du Temple », 14 h 30, métro Temple (M.-C. Lesnier).

(m.-t. . casner). « Indonésie : entre l'Asie et la Méla-nésie ₃, 14 h 30, hall du Musée de l'homme (Le cavalier bleu). «La Conciergerie. Ouverture de

nouvelles salles et restauration du cachot de la reine », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. Romann). « Comment vivaient les rois au Lou-

vre... en parcourant les appartements royaux 3, 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvra des Anti-quaires (Connaissance de Paris). De l'hôtel de Villars à la fontaine des Salsons : la mairie du septième arrondissement et son quartier», 14 h 30, 112, rue de Grenelle (Monu-

«Le couvent de Port-Royal et le jansénisme », 14 h 30, sortia métro Port-Royal (S. Rojon-Karn). Les fastes de l'Opéra Garnier. Son

histoire, ses salons, son fantôme »,

LUNDI 25 MARS 14 h 30, dans le hall, statue de Lulli

e Hôtels et jardins du Marais. Place es Vosges», 14 h 30, sortie métro aint-Paul (Résurrection du passé). « L'hôtel de Chimay, la chapelle des Augustins et l'Ecole des beaux-arts». 15 heures, 17, quai Malequais (D. Bouchard).

 € Lieux inconnus de l'ancienne et la nouvelle Sorbonne », 15 heures, 10, place de la Sorbonne, devant le porteil de la chapelle (M. Banassat). Mouffetard et ses secrets. De la meison du père Goriot aux convul-sionnaires de Saint-Médard », 15 heures, métro Monge (Connais-

sance d'ici et d'ailleurs). Exposition : « Le trésor de Saint-Denis», 15 h 15, 2, place du Palais-Royal (P.-Y. Jasiet).

CONFÉRENCES 23, quai de Conti, 14 h 45 : «La

technique appelle le mystique », par M. Clément (Académie des sciences rales et politiques). Verrières-le-Buisson, salls des fêtes ele Colombier», 14 h 15 : «Les grandes données de la science», par A. Valenta (Les lundis de Verrières). Cantre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 haures : «L'archi-

tecture de la Californie » (Les lundis du CCI). 18, rue de Varenne, 20 h 30 : Chrétiens dans les changements culturels », avec D. Hervieu-Léger (Centre Varenne).

: ---

nassians. 14• (43-20-32-20): 14
Juillet Beaugrenelle, 15• (45-7579-79); v.f.: Rex. 2• (42-3683-93); Saint-Lazare-Pasquier, 8•
(43-87-35-43): Pathé Français, 9•
(47-70-33-88): Les Nation, 12• (4343-04-67); UGC Lyon Bastille, 12•
(43-43-01-59); Fauvette Bis, 13•
(43-43-01-59); Mistral, 14• (45-3952-43): Pathé Montparnasse, 14•
(43-20-12-06); UGC Convention,
15• (45-74-93-40); Pathé Clichy,
18• (45-22-46-01). 18- (45-22-46-01).

POUSSIÈRES DANS LE VENT. Film chinois de taiwan de taiwan, couleurs, 1h29. Comédie dramatique de Hou Hsiao-Hsian, v.o.: Utopia RUE DU BAC. Film français de

TOMBÉS DU CIEL. Film espegnol-péruvien de Francisco Lom-bardi, v.o. : Latina, 4 (42-78-

46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert,

Cinoches, 6- (46-33-10-82). ETRANGE SÉDUCTION (lt., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23) : Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40)

.o.) : UGC Triomphe, 8. (45-74-93-50). LA FRACTURE DU MYOCARDE

GÉNIAL MES PARENTS DIVOR-

GHOST (A., v.f.) : UGC Montpar

(43-20-32-20). HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.) : Racine Odéon, 6-

15- (45-54-46-85). HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epés de L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.)

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.): George V. 8: (45-82-41-46); Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68). MERCI LA VIE (Fr.): Geumont Les 36-83-93) ; UGC Danton, 6- (42-25-

00-16); Pathé Wepler, 18: (45-22-46-01); Le Gambetta, 20: (46-36-

(Les jours de première et de relâche sont indiqués

LA DAME AU VIOLONCELLE.

Théâtre Renaud-Barrault (42-56-

60-70) (dim. soir, lun.) 20 h 30;

DUENDE. Lucemaire Forum. Cen-

L'ÉCHANGE. Sceaux. Orangerie

(46-61-36-67) (dlm. soir, lun.)

POURQUOI PAS. Sunset (40-26-

46-60) (dim., lun., mar.) 20 h (20). JACQUES LE FATALISTE, SON

MAITRE ET LES AUTRES. Théâtre

14-Jean-Marie-Serreau (45-45-

49-77) (dim. soir, lun.) 20 h 30;

BRUXELLES (42-71-20-10). En Bourdine... les sardinesi : 20 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Le fou de Bassen met les bouts : 19 h. Broullions de vie : 20 h 30, dim. 17 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-

CARTOUCHERIE THÉATRE DU

SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie à Aulis en alternance : 15 h 30 et

19 h 30.Dim. Agamemnon en alter-

nance : 13 h. Les Choéphores en alter-

tre national d'art et d'essei (45-44-

entre paren

57-34) (dim.) 18 h 30 (20).

20 h 30; dim. 17 h (20).

dim. 15 h (20).

dim. 17 h (20).

20 h 30.

THÉATRES

MISERY (*) (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8- (45-

(43-59-92-82). LE MYSTÈRE VON BULOW (A.,

v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.,
v.o.): Studio Galande, 5- (43-5472-71); Grand Pavois, 15- (45-54-NIKITA (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1

betts, 20 (46-36-10-96). ON PEUT TOUJOURS RÉVER (Fr.) : George V. 8- (45-62-41-46) : Pathe Français, 9- (47-70-33-88) : Paris Ciné

L'OPÉRATION CORNED-BEEF LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de

blic Cinémas, 11• (48-05-51-33); Den-fert, 14• (43-21-41-01); Grand Pavois, 15• (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

SPECTACLES NOUVEAUX SON. Marie Stuart (45-08-17-80)

> LA CHARRETTE. Juvisy-sur-Orge (69-21-60-34) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 17 h (21). PÈRE. Comédie-Française (40-15-00-15). Sam. et dim. 20 h 30 (23). HAMLET MACHINE. Maison Henrich-Heine (45-89-53-93). Sam., dim., kun., mar. à 20 h 30 (23). LA CHAMBRE ET LE TEMPS.

(dim., km.) 20 h 30 (20). LANCELOT. LE CHEVALIER A

Sam. et mar. à 20 h 30 ; dim. à 16 h SOL. Ranelagh (42-88-64-44) (dim. soir, kın., jeu.) 21 h; dim. 17 h

TITA-LOU. Nanterre. Théâtre des

Châtenay-Malabry (46-61-33-33).

diers (47-21-18-81) (dim. soir. lun.), 20 h 30, dim. 16 h (26). LETTRES DE LOUISE JACOB-CASINO DE PARIS (49-95-99-99). AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17). Temps de chien : 20 h 30, dim. Haisirs d'amour : 14 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-15 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie 08-77-71). En conduisant miss Daisy: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Satie rie 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). L'Année de l'éveil : 20 h 30, dim., hin, 16 h. CHATELET-THÉATRE MUSICAL

ARCANE (43-38-19-70). Sate the jaune: 20 h 30, dim. 17 h.
ATALANTE (48-08-11-90). Sextuor banquet: 20 h 30, dim. 17 h.
ATELIER (46-06-49-24). Le Maître de 90: 21 h, dim. 15 h 30.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Saile C. Bérard. Les Apperences sont trompeuses: 20 h 30, mar. 18 h 30. Saile Louis Jouvet. Phèdre: 20 h 30. DE PARIS (40-28-28-40). Les Contes d'Hofmann : 20 h. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Oncie Vania: 20 h 30, dim. 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Adonis : 20 h 30. La Galerie. L'Incon-nue de Calais : 20 h 30. La Resserre. BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, is le fataliste et son maître BATEAU-THEATRE (FACE AU 5, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 16 h, dim. 16 h. Les Nouvelles Confessions : 19 h. Le Long Retour Pièces de la mer : 20 h 30. Lo To Folo ou les Felés d'amour : 22 h. BEAUNORD-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). En sour-

43-41). Maison de poupée : 20 h 30, dim. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûterl : 19 h et 21 h 30, dim. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES 47-23-37-21). Chevallier-Laspales :

20 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Père : 20 h 30.Dim. Le Malade Imaginaire : CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51).
Ca soir, c'est gratuit: 20 h 30. Les Femmes des gens: 22 h,
CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Le Marchand de Verise: 20 h 30, dim. 16 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle I. Andromaque: 20 h 30, dim. 16 h.
Salle II. Le Nuit du père: 21 h, dim. 16 h 30. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). La Genèse, d'après la Bible : 15 h et

15 h 30. DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Cinq pas dans la tendresse : 21 h, dim. 17 h. DEUX ANES (46-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). nance : 13 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE Humains, encore un effort pour être amoureux! : 20 h 30, dim. 16 h. 1'AQUARIUM (43-74-99-61). La Peau et les Os : 20 h 30, dim. 16 h.

18 h et 21 h. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 80-24). La Facture : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). 20 h 30.

> DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-Monsieur Bennett : 21 h, dim.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-

. 3

certaines de ses concurrentes, d Une candidature

Mais cette région ternaise à fa s pour emporter la décision. Il y mois, elle était déjà entrée en li ete insensibles an fait que le de

véritable « occumentame » s to désagé dans toute la région pour cette candidature. Ainsi, M. Ri vice-président d'opposition du c ral, a tiré parti de son expérien teer adjoint d'une école des m proposè de meure en avant la tra mojemne d'Albi. Beaucoup d'ent en effet à la racherche d'ingeni

Le centre ville

quarte Orages en crudes de dure. Mais celle que l'on s laix « Venixe verse » Autretois baigné par cris cours des Canquine Cain de Canquine Cain de Canquine Cain de Canquine Cain de Canquine La cours de Canquine Cain de Canquine Cain de Canquine Cain de Cheripé Losses de Cain de Cain de Cheripé Losses de Cain de Cain de Cheripé Losses de Cain de Cain

HEURES LOCALES

La nouvelle croisade des Albigeois

En obtenant l'implantation de la sixième école des mines alors que s'amorce la reconversion du bassin de Carmaux, la région d'Albi peut envisager une nouvelle étape de son développement

de notre envoyé spécial

OUS les responsables de la région d'Albi, reçus à Paris le 19 mars par M. Roger Fauroux, ministre de l'équipement, et M. Jacques Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire, ont dû téléphoner à leurs collaborateurs à la mairie, au conseil général ou à la préfecture pour les convaincre de la réalité d'une décision annoncée dès le 16 mars dans la presse (le Monde daté 17-18 mars): c'est bieu dans le bassin Albi-Carmaux que va être implantée la sixième école des mines. Après s'être investis pendant plusieurs mois dans la constitution du dossier de candidature, ils doutaient encore du résultat. La confirmation de la nouvelle a levé les dernières craintes d'une remise en question. craintes d'une remise en question.

Il est vrai que, si l'on connaît l'intérêt du président de la République pour la ville de Jean Jaurès, Albi ne bénéficiait pas, comme certaines de ses concurrentes, de l'appui de ministres en exercice ou d'ex-ministres encore influents. Ne disait-on pas aussi, à quelques jours de la décision gouvernemen-tale, que la ville de Pau avait réuni plus d'atouts que la cité albigeoise?

Une candidature «œcuménique »

Mais cette région tarnaise a su se mobiliser Mais cette région tarnaise a su se mobiliser pour emporter la décision. Il y a quelques mois, elle était déjà entrée en lice pour la cinquième école des mines, qui devait finalement échoir à Nantes. Michel Castel, maire d'Albi, ne cache pas que ce « galor d'essai » avait surtout permis de préparer un dossier solide et complet au moment où le gouvernement se prononçait pour une nouvelle école dans le Sud-Ouest.

Les pouvoirs publice p'ent sans doute pas

Les pouvoirs publics n'ont sans doute pas sté insensibles au fait que le dossier d'Albi s'ouvrait par une lettre d'intentions cosignée par MM. Marc Censi, président centriste du conseil régional de Midi-Pyrénées, Thierry Carsenac, patron du conseil général du Tarn, et le maire d'Albi, tous deux socialistes. Un véritable « œcuménisme » s'est d'ailleurs distante de la conseil peur s'est d'ailleurs dégagé dans toute la région pour faire aboutir cette candidature. Ainsi, M. Robert Pistre. vice-président d'opposition du conseil géné-ral, a tiré parti de son expérience de directeur adjoint d'une école des mines : « J'ai ettre en avant la qualité de ville moyenne d'Albi. Beaucoup d'entreprises sont en effet à la recherche d'ingénieurs qui ont appris à vivre en dehors des grosses agglomé-

Elus du Tarn, représentants de l'Etat (préfecture, direction régionale de l'industrie et de la recherche), membres de la chambre de commerce et d'industrie et une cinquantaine



de chefs d'entreprise se sont engagés à collaborer avec l'école : tous ont d'abord tenu à présenter une réalité industrielle bien différente de l'image qui pouvait s'attacher à un département surtout connu par la Verrerie ouvrière d'Albi, véritable symbole de la lutte ouvrière, l'industrie lainière et la mégisserie de Castres et Mazamet, la sidérurgie du Saut du Tarn et, bien sûr, le bassin houiller de Carmaux. Autant d'industries traditionnelles, touchées par la récession dans les années 80, qui sont en voie d'être supplantées par de nouvelles activités : les laboratoires fondés par le Tarnais Pierre Fabre représentent à eux seuls, par exemple, pres de 1 500 emplois dans le département.

Grâce aux aides apportées par le classement en pôle de conversion, grâce à l'action de la ville, du département et de la région à travers de nombrenses associations de développement économique, Albi a déjà enregistré un solde positif de 300 emplois ces trois

dernières années. Le département du Tarn est non seulement le deuxième de Midi-Pyrénées par le nombre d'actifs (35 000 dans l'industrie), mais aussi le premier du Sud-Ouest par la proportion (28.1 % des emplois industriels). Autant de chiffres qui garantissent à la future école des mines un ancrage dans un tissu industriel qui commence à se

Le dossier d'Albi mettait aussi en valeur la proximité de Toulouse et de ses 87 000 étuavec succès d'un centre universitaire dans cette ville movenne. Cette délocalisation de l'université des sciences sociales de Toulouse a accueilli dès octobre dernier plus de 300 étudiants. Ces jeunes, originaires en majorité du département, avouent qu'ils ne regrettent en rien la métropole régionale et qu'ils trouvent au contraire dans une « ville plus calme» les moyens et l'environnement qui leur permetent de travailler.

Car les autorités ont su donner à Albi (47 000 habitants) des équipements qui s'ajoutent à une richesse architecturale exceptionnelle. La réhabilitation du centre ville est une réussite, avec ses rues piétonnes et ses logements sociaux dans des immeubles du quinzième siècle. Le Centre culturel albigeois exerce son pouvoir d'attraction sur toute la région. Si bien que l'animation dans les rues d'Albi n'a rien à envier à celle de villes beauconp plus importantes. Le préfet, M. Jean Thieblemont, qui souligne l'esprit d'entreprise des élus de la région, n'est pas le dernier à se féliciter d'un tel environnement.

Efforts accrus pour la reconversion

Le dossier d'Albi présentait en bonne place comme site possible pour l'implantation de la future école des mines les terrains et les locaux de la caserne La Pérouse. Une solution qui ne se justifiait pas uniquement par la présence en plein centre ville de 7 hectares de batiments et de terrains. Les élus rappellent surrout que le départ en juillet prochain du 7: RCPS allait voir 700 militaires et leurs familles quitter la ville, et qu'ils attendaient une contrepartie.

ils ont été surpris par l'ampleur de l'opération annoncée le 19 mars. La mine de charbon à ciel ouvert de la Découverte à Carmaux, à 15 kilomètres d'Albi, va en effet connaître une diminution progressive de son activité. Six cent trente mineurs travaillent encore sur ce site gigantesque, où Charbonnages de France a dejà investi 700 millions de francs. Le gouvernement va augmenter de 50 %, pendant trois ans, le soutien financier u'il accorde actuellement à la reconversion du site. Celui-ci passera de 130 à 200 mil-lions de francs par an. Cet argent permettra de poursuivre l'effort engagé depuis deux ans pour créer des emplois, améliorer les infrastructures (route à quatre voies entre Tou-louse, Albi et Carmaux), nettoyer les friches industrielles et reclasser les mineurs. En plus, le gouvernement investira 400 millions de francs sur cinq ans pour la construction de

Le prix de revient du charbon extrait à Carmaux étant deux fois plus cher que celui du marché, les objectifs de production seront réduits de moitié dans un délai qui n'est pas encore établi. Au lieu d'exploiter 400 000 tonnes par an en 1993, la mine ne devrait en produire que 200 000. Cette révision à la baisse entraînera des diminutions d'effectifs qui n'ont pas encore été chiffrées, et qui devraient être annoncées vers la fin du

CHRISTOPHE DE CHENAY

D'une tutelle à l'autre

A course de fond dans laquelle sont engagés le gouvernement et les parlemen-taires pour tenter d'introduire, à son principe, un peu plus de jus-tice entre les collectivités (rurales ou urbaines) aisées et celles ou mériteraient une sorte de «RMI» local ne doit pas occulter les questions conjoncturelles. Angoulême reste sous les feux de la rampe mais n'est pas seule à se débattre dans un endette-ment abyssal.

Puisque personne ne veut donner des noms, avançons la liste des communes qui en 1991 vont bénéficier de la part de l'Etat d'une subvention d'équili-bre : outre Angoulème, citons Magny-les-Hameaux ou Chante-Magny-es-rameaux ou charte-loup-les-vignes (Yvelines), Athis-Mons et Yerres (Essonne), Pey-releau (Aveyron), Besse et Saint-Anastaise (Puy-de-Dôme), Le Grand-Bornand et La Clusaz (Haute-Savoie), l'Île de Sein, et quelques autres. Le syndicat CFDT des personnels communaux réciame l'ouverture d'une négociation nationale avec le gouvernement pour examiner endettement de certaines villes. Pour « éviter d'autres
Angoulême», il tire la sonnette
d'alarme sur Toulon, Amiens,
Béziers, Lille, Avignon et Marseille avec ses 14 000 agents
dont 2 500 employés dans les
cantines scolaires.

Toutes les collectivités doiven avoir voté leur budget d'ici à fin mars. Mais dans beaucoup de cas, avec la conjoncture incercas, avec la conjoncture incer-taine de 1991, élus et préfets se demandent par quel miracle dépenses et recettes pourront coincider à Noël... Heureusement, les banquiers veillent, jamais bénévolement d'ailleurs. Après avoir diminué en 1988 e 1989, la part des équipements financés par l'emprunt a recommencé à augmenter en 1990 : 37,6 % au lieu de 31 % l'année précédente. Le groupe Caisse des dépôts aura fourni 53 milliards de francs de prêts l'an dernier sur un total de 81 milliards. liards de francs de capital à rem-bourser en 1981. Pour le dixième anniversaire de la décen-tralisation on frisera les 50 milblent largement la note. A la tutelle de l'Etat s'est substituée

FRANÇOIS GROSRICHARD

Nantes, « Venise verte »

Le centre-ville sera « redessiné » par un architecte italien

correspondance

TALO ROTA va donner un nouveau visage au cœur his-torique de Nantes. Le projet de l'architecte italien transforme l'île Feydeau et le cours des Cinquante-Otages en coulée de val-dure. Mais celle que l'on appe-lait « Venise verte » ne retrouvera pas son eau, comme le souhaitaient de fervents partisans d'un tel aménagement. Aucune des dix équipes d'ar-

chitectes engagées dans un concours international n'a pris ce risque technique et financier. Autrefois baigné par l'Erdre, le cours des Cinquante-Otages a été comblé avant guerre, devenant un couloir de circulation à huit voies coupant la cité en deux : un canal de brume réputé pour ses bouchons aux heures de pointe. La seconde ligne de tramway, dont les tra-vaux vont blentot commencer, doit emprunter une part de ce cours. L'ouverture prochaine du pont de Cheviré à l'ouest sould-gera également le centre-ville d'une partie de la circulation. Ces deux événements ont

poussé la municipalité de Jean-Marc Ayrautt, assistée par Dominique Perrault, concepteur de la « très grande bibliothe que », à revoir la forme de la que \$, a revuil la luille de la ville. Les architectes en lice avaient plusieurs exigences à respecter : maintanir le trafic (LES automobiles tout en redonnant l'espace alla) (1000).

Rota, qui a reconverti les usines Fiat à Turin, et qui aménage actuellement les galeries de l'école française dans la cour Carrée du Louvre, s'est associé à Nantes aux deux architectes Bruno Fortier et Thierry Bloch. Jean-Noël Berte, conservateur des jardins du Luxembourg, s'est joint à eux.

Une idée audacieuse

En rien révolutionnaire, Italo Rota qualifie lui-même son pro-jet de « discret, voire même invisible ». Son pari? Imposer la nature dans une ville où la bota-nique est une tradition. La ver-sion future du cours des Cinquante-Otages, avec des platenes et des tilleuls en alternance, des magnoliss dans sa partie centrale et des groupes de paulownias, conservera deux voies de circulation et deux voies d'arrêt. Elles seront dessi-nées pour souligner les plans nées pour souligner les places. Dans le prolongement, Feydeau, dont les hôtels de riches armateurs se reflétaient dans la Loire, devrait s'entourer d'un écrin vert. Parallèlement, la municipalité a conflé à une autre équipe d'architectes, celle du Nantais Bernard Barto, le soin de mettra au point une idée audacieuse : la CONSTRUCTION d'un musée d'art moderne et de salles de sport enterrées dans l'ancien lit du fleuve.

La dérangeante « débrouillardise » d'une élue auvergnate

Le préfet encourage son projet d'« hôtel éclaté », mais veille au respect de la légalité

SAINT-ARCONS-D'ALLIER

de notre envoyée spéciale IEN qu'elle soit auvergnate Fustier possède deux quali-tés fort prisées dans la vallée de l'Alher : un entêtement infatigable et un sens aigu de l'économie. Elle les a cultivées pendant dix ans dans une minuscule commune de la Haute-Loire où elle a exercé, bénévolement, les fonctions de secrétaire de mairie, et s'est rendue experte dans l'art de négocier des subventions. Aux élections municipales de 1977, cette compétence lui a valu d'être propulsée tôte de liste à Saint-Ar-cons-d'Allier. Depuis quatorze ans, elle exerce les fonctions de maire (divers droite) dans cette commune rurale de deux cents âmes, composée de six villages éparpillés sur 1600 hectares. Cette dame mince et séduisante, au front large et ambitieux, consucre ses journées à la réalisation d'un grand projet municipal : construire un «hôtel éclaté» dans le

Ce hameau, où ne vivent plus que dix-neuf habitants, s'agrippe à un éperon de basalte sur lequel est érigée une ancienne forteresse. Mª Fus-tier et son épont, chirureire de tier et son époux, chirurgien dentiste amateur de belles pierres, ont acheté les ruines de la demeure féodale pour 35 000 francs, en 1974. Ils l'ont si bien restaurée qu'ils viennent d'obte-nir le classement de sa façade par la COMMISSION des MONUMENTS histori-

office de chambres (d'où l'appella-tion d' «hôtel éclaté»). La commune en a acheté une quinzaine, qu'elle d'adoption, M= Geneviève s'emploie à restaurer, remarquablement, à l'ancienne. Les murs sont en pierre de basalte, les encadrements des portes et des fenêtres en bois, les toitures en tuiles canal récupérées. Les câbles du téléphone et de l'EDF ont été enterrés dans le sol, les comp-teurs électriques extérieurs nichés dans les murs et dissimulés derrière de petites portes en bois sculptées, les rues étroites du village recou vertes de galeis. Quelques résidences secondaires aux volets jaune serin jurent avec cette cascade de maisons basses et brunes. C'est pourquoi la commune a demandé (et obtenu) un droit de préemption sur les proprié-

Les · battantes · de Bernard Tapie

Le conseil municipal de Saint-Arcons avait adopté le projet de l'«hôtel éclaté» à une condition : qu'il ne coûte pas un sou au budget municipal. Condition acceptée par M= Fustier et respenée en grande partie, puisqu'elle n'a prélevé que 400 000 francs pour réaliser 2,5 millions de francs de travaux. Sa recette : mobiliser toutes les énergies disponibles sans rémunération. Saint-Arcons a donc vu défiler un régiment d'infanterie, plusieurs déte-nus, des chantiers de jeunes et quel-ques générations de scouts volontaires pour débroussailler, déblayer, Mes Fustier souhaite que le désherber, nettoyer, creuser, paver, chitesau abrite la réception ainsi que les tier consiste à décrocher le maxi-

anciennes maisons du bourg fassent mum de subventions possible ayant fait comprendre qu'il s'agissait commission des sites, Fondation de France...). La commune a ainsi réalisé des opérations « blanches » pour la pose de l'électricité, du téléphone, ou la restauration des premières mai-sons. Elle n'a payé que 50 % de ses travaux d'assainissement, 45 % de l'aménagement de ses rues... Elle a obtenu récemment une subvention exceptionnelle du Fonds interministériel d'aménagement et de développement rural (FIDAR): 3,5 millions de francs pour la dernière étape du projet, estimée à 6,1 millions de francs. Si la débrouillardise de M= Fustier

lui a valu d'entrer dans un club de «battantes» sélectionnées par Bernard Tapie, elle a aussi suscité une certaine curiosité du côté de l'Etal. A la demande du FIDAR, le préfer vient de bloquer, provisoirement, le versement de sa subvention. Pour veiller à la pérennité du projet, il doit en effet s'assurer que le maire ne transgressera pas les règles de la comptabilité publique et, en particulier, qu'il versera bien l'ensemble de tira la solidité du projet. la somme pour laquelle il a reçu une aide de 57 %. Si, par souci d'éconodépenser que cette subvention sans y ajouter un denier de la commune, elle ne respecterait pas le plan de financement initial, ce qui revien-

Le libéralisme de M= Fustier, qui s'accommode mieux des subventions de l'Etat que de ses remarques, s'est

(conseil régional, conseil général, de sauvegarder l'intérêt public sans mière magistrate de Saint-Arcons s'est résignée à emprunter 750 000 francs pour rester dans la légalité. Reste à savoir si les agriculteurs du que leur maire, accepteront son «coup de canif dans le contrat». d'autant plus que la commune possède déjà une dette aussi élevée que son budget (1,2 million de francs investis dans la voirie).

M≈ Fustier a dû aussi affiner le montage juridique de son affaire, pour éviter toute présomption d'ingérence. Comme elle est propriétaire du château, elle a constitué une SCI à la société d'exploitation de l'hôtelrestaurant . Un bail de la même nature doit être conclu entre la com-mune propriétaire des chambres et la société d'exploitation qui les louera. M= Fustier a trouvé une directrice capable d'investir ! million de francs, mais elle doit encore cherche le gérant dont la personnalité garan-

Pour le FIDAR, l'hôtel éclaté est cependant en bonne voie. Cet orgamie. M= Fustier était tentée de ne nisme lui a toujours porté un grand intérêt dans la mesure où il doit créer des emplois, faire revivre le vil-lage et s'intégrer à la politique touris-tique du Haut-Allier, Bien que le drait à utiliser indûment l'argent du paysage tout en relief et les églises romanes de cette vallée aient large-ment de quoi attirer de nombreux touristes l'été, on n'y trouve pas encore d'accueil quatre étoiles. Cela

HEURES LOCALES

DOSSIER

La montée en puissance des missions locales

Grâce à l'implication des élus, ces structures pour l'insertion des jeunes ont bien rempli leur rôle. Le troisième plan emploi s'appuie sur leur développement

Après dix ans d'existence sur le terrain, les missions locales pour l'insertion des jeunes dressent un bilan positif de leur action. Créées le plus souvent à l'initiative des élus locaux, elles ont joué un rôle majeur dans la résorption du chômage des jeunes. Aujourd'hui, le Conseil national des missions locales entend donner « un nouvel élan » à la politique d'insertion en abordant les problèmes de la jeunesse dans leur globalité. Trois priorités d'action sont retenues : « développer la participation des jeunes à la vie de la cité ; favoriser leur rapprochement avec les entreprises, et développer les plans locaux d'insertion ».

OILA une dizaine d'années que, sur le terrain, les missions locales côtoient quotidiennement les jeunes en difficulté. Qualifiées d'« innovation institutionnelle et sociale de grande ampleur » par le premier ministre, elles sont pourtant étrangement absentes des débats sur l'exclusion des jeunes.

« Il faut faire évoluer la représentation que les partenaires locaux ont des jeunes », explique le prési-dent du Conseil national, le député socialiste et maire de Crosne (Essonne) Michel Berson. « Nous avons décide, par des actions de communication en direction de l'opinion publique, de mieux faire comprendre la gravité de la situation des jeunes sans qualification et la nécessité de lutter contre leur exclusion. » Lancement d'une charte des missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, stratégie médiatique pour le Conseil national : les missions locales sortent de leur réserve au moment où le troisième plan gouvernemental mise sur elles

- leur nombre devrait passer de 180 à 250 d'ici à la fin de l'année. En charge de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, Pierre-Jean Andrieu, délégué interministériel, est inta-rissable sur les apports des mis-sions locales. « Elles ont su faire émerger des relations nouvelles entre des hommes politiques, des fonctionnaires de l'Etat et des jeunes, explique-t-il; c'est un for-midable outil au service des jeunes et une forme originale de partena-

Un lieu ouvert sur la ville

L'outil est simple. Un lieu ouvert sur la ville, avec une dizaine de personnes à l'écoute des jeunes. A travers des actions d'accueil, d'orientation et d'accompa-gnement, les missions locales apportent un soutien aux jeunes dans la construction de leur par-cours de qualification et d'insertion professionnelle et sociale. Le jeune y est écouté, conseillé par l'équipe technique. Les problèmes ainsi abordés ne se limitent évi-demment pas à l'emploi. Ces jeunes – majoritairement des ado-lescentes non qualifiées – cumulent tous les handicaps d'un milieu de vie défavorisé. Leur redonner espoir, c'est les aider dans leur recherche de formation et d'emploi, mais c'est aussi aborder avec eux leurs problèmes de santé, de logement, leur situation dans leur

L'organisation est plus ambi-tieuse. Une mission locale est souvent une structure intercommunale. Elle mobilise au sein d'une scule instance des collectivités locales, des services de l'Etat, des partenaires économiques et sociaux et des associations. Déclatiatives locales, fonce and the tiatives locales, forme unit et le dynamisme des élus locaux.

Les missions locales ne comptent pas moins de 3 000 salaries.

Ces personnels disposent de station professionnelle, et des collectituts très différents. Elus locaux et salariés souhaitent que soit défini un cadre réglementaire. Allezvous présenter des propositions de 1 à 4 millions de francs par an selon le territoire couvert (de 30 000 habitants jusqu'à 400 000 pour celle de Nantes, par exemple). rée pratiquement toujours sous la forme d'une association, elle reçoit

famille comme dans leur quartier.

Un regard sur les plus anciennes fonctionne. Le mélange des parte- sont chaque année un peu plus emploi s'appuie sur leur dévelopnaires a dynamisé chacun d'eux. nombreux à venir frapper à la Les élus locaux ont appris à tra- porte. Bertrand Schwartz avait vu

vailler ensemble quelle que soit leur étiquette. Les services de l'Etat ont transformé leurs pratiques en se trouvant confrontés au terrain. Les partenaires sociaux ou associatifs ont fait éclore autour des missions de véritables réseaux locaux de partenariat. L'innovation institutionnelle est là. Cette réussite est due en grande partie aux élus locaux. Les 185 missions locales qui existent à ce jour ont toutes été créées à leur initiative. « Ils sont effectivement très présents, très actifs, confirme Pierre-Jean Andrieu, ce sont plutôt les ser-vices de l'Etat qui sont-sollicités pour s'impliquer davantage.»

Les jeunes, quant à eux, ont vite compris l'intérêt du dispositif. Près de 400 000 sont entrés dans une mission locale en 1989. Malgré la baisse du chômage des moins de vingt-cinq ans (passé de 1 million en 1984 à 600 000 aujourd'hui), ils juste. Dans son rapport de 1981, il expliquait déjà que la situation des jeunes en difficulté n'est pas un simple phénomène conjoncturel hé à la mauvaise situation de l'emploi. Elle traduit une crise profonde des processus d'insertion. Ce constat a forgé les principes qui guident encore aujourd'hui les missions locales : guichet unique pour l'accueil des jeunes, démarche globale prenant en compte l'ensemble de leurs problèmes, mobilisation institutionnelle née du terrain s'appuyant sur un large partenariat

Depuis la loi du 19 décembre 1989, les missions locales ont une base législative et un Conseil national pour animer le réseau. Le dernier conseil interministériel sur la politique de la ville a doté le dispo-sitif d'une rallonge budgétaire non négligeable. Le troisième plan pement et les prend comme

de la formation» qui doivent permettre de renforcer la concertation entre tous les acteurs de l'insertion des jeunes et des adultes en difficulté. Rien ne manque donc pour passer à la vitesse supérieure.

« L'action locale concertée, maigrè sa richesse, n'est pas toujours à même de surmonter, lorsqu'elles existent, les incohérences des dispositifs nationaux », fait toutefois remarquer Pierre-Jean Andrieu. Faut-il citer parmi ces incobérences le récent décret qui écartele la délégation interministérielle à l'insertion des jeunes et le Conseil national des missions locales entre deux ministères de tutelle? Le ministère de la ville s'est en effet approprié le dispositif pour le met-tre prioritairement au service des quartiers DSQ. Le ministère de l'emploi a refusé de s'en séparer complètement alors qu'il vient d'en assurer la relance. Heureuse-

peu les dynamiques locales.



L'INDICAT «LE MONDE»/

Jusqu'à ce jour, aucun mala

Face à l'accroissement des i

de notre correspondent

des phénomènes de panwreté
Certes, parmi les unagers qui
n'acquittent pas leurs lactures EDF, il
convient de distinguer les étoeutes des
démunis. Mais chaque hiver reposit la
même question : comment peut joner
la solidarité envers quis ac peuvent réellement pas payer leur
consommation de giz et d'élécnicité?
Une question à laquelle le dépairement du Gers s'efforce dépairs le
15 janvier d'apporter une réponse originaie en complétant le disposifi chasique de la commission département
rale pauvreté précarité par un système
expérimental qui ne va pas mas quel-

expérimental qui ne va par us systema expérimental qui ne va par usas quel-ques audices déoritologiques. Du obté de l'Elysée, par l'intermédiaire de Mme Georgina Dufoix, en suit avec intérêt une expérimentation sociale qui pourrait se traduis. l'aiver pré-

chain, par des mesures adaptées à l'ensemble du territoire.

Devant le taux incompressible el apparenment stable des conputes de courant effectuées mensiellement pin les agents d'EDF, le préset Generé

Guiter a songé à mettre en place un système de filtres successifi afin que toute personne démunie soit print en

coute personne démunie son prince en charge par la commission parameté, précarité. Dans le même sons it s'appendié d'écarter les « quelques tricheurs an aut éventé le système et fouent aute le trésorerie d'EDF», rappelle l'acques Visland, « patron » gersons de l'entre prise nationale. Une position paraméte par le conseil général : « Un mager phié de courant doit alerter les systèmes sociaux ajin que son uns son ressions, commiller du président Jean-Pierre les par machine da payer que l'on actionne

rosquereus a commission es qui internacione à payer que l'on actionne et appayant sur un bouton. Elle doit Eures les gens qui, tout en dispusant des ressources nécessaires, voudraient

ES impayes d'énergie consti-

meneni une expérienc

AUCH

Par les lois du 22 judiet 1988 au 1985, l'État a Hansiéré aux signes ses compétences en ma ainsi que les régions ont de le charge du financement fonctionnement des hoe a construction de modelle L'Etst, pour se pert, conserve sur la gestion du coras esses pédapogique du versement par l'Est perse du versement par l'Est perse nement, (par le lians de la,) décentralisation - Dict le d'a

Contribuer à la politique de la ville

Un entretien avec M. Michel Berson, président du Conseil national des missions locales

de Crosne, Michel Berson préside depuis quelques mais le Conseil national des missions locales. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il définit ses priorités d'action : en particulier la contribution à la politi-

«L'action des missions locales a mis en évidence un « noyau dur » de jeunes - 75 000 selon cerines estimations – en situation de non-accès aux mesures d'insertion qui leur sont pourtant destinées. Que proposez-vous pour

- Ces jeunes qui connaissent les plus grandes difficultés doivent recevoir, plus que d'autres, une réponse globale aux problèmes qu'ils rencontrent. Une réponse non seulement en termes de qualification, mais aussi d'emploi, de santé, de logement, de loisirs. Il faut agir, avec eux, sur les mécanismes mêmes de leur exclus Face à l'inquiétude compréhensible de ces jeunes, je crois qu'il convient de donner un nouvel élan à la politique d'insertion. Les missions locales vont faire des propositions pour une mobilisation sociale forte de l'ensemble des partenaires. Je vois trois priorités : créer les conditions de la participation de ces jeunes à la vie de la cité, favoriser les rapprochements jeunes-entreprises, développer de véri-tables plans locaux d'insertion.

- Ces priorités entrent-elles dans le cadre de la politique des villes? Les missions locales ontelles un rôle particulier à y jouer?

- Certainement. Cette année, les nouvelles missions locales sont prioritairement créées dans les quartiers défavorisés. Des antennes de missions locales existantes y seront par ailleurs implantées. Des projets expérimentaux, en concertation entre l'Etat et les collectivités locales vont être égaleprojet des maisons de la formation conçues comme la mise en commun des moyens matériels et humains des organismes publics et privés d'inser-tion professionnelle. Changer la vie en changeant la ville, exclure l'exclu-sion dans les quartiers difficiles : les missions locales entendent bien contribuer à la politique de la ville.

- Missions locales, développement social urbain, commissions d'insertion RMI, zones de crédit formation, zones d'éducation prioritaires, ne serait-il pas temps de veiller à la cohérence à l'échelle locale des actions d'insertion des

- Ces dispositifs ont beaucoup de points communs. Ils relèvent tous de a même culture d'insertion, de la même démarche partenariale, Mais ils dépendent institutionnellement de ministères différents. Je crois qu'une meilleure articulation entre les différents dispositifs apparaît nécessaire. Le Conseil national travaille actuellement sur cette question difficile à appréhender car ces dispositifs recouvient deux logiques différentes : celle de la mise en œuvre par l'Etat d'un

Député (PS) de l'Essonne, maire le Crosne, Michel Berson préside revenu social – le RMI; celle de la revenu social – le RMI; celle de la mise en œuvre d'une démarche d'ini-tiatives locales, fondée sur le volonta-

- Le 27 mars prochain, à ma demande, le Conseil national doit mettre en place un groupe de travail missions – celles qui ont bientôt sur la situation professionnelle très diverse des personnels. La croissance du réseau des missions locales, qui a plus que doublé en deux ans, rend en effet urgent d'aborder ce problème. Il ne s'agira toutefois pas d'élaborer un ne sagna tomesons pas o enforcer un statut des personnels des missions locales. Celles-ci doivent rester des structures souples, animées par des équipes pluridisciplinaires. Elles ne doivent pas devenir des administrations parallèles. Mais la prise en compte des compétences profession-nelles des personnels, de leur mobi-lité, de leurs acquis s'impose aujour-

-- En se dotant d'un Conseil national, les missions locales ne vont-elles pas vers l'institutionnalisation d'un pouvoir qui tire sa force de ses capacités d'adapta-tion et d'initiative face aux difficultés locales?

- C'est la loi du 19 décembre 1989 qui a créé le Conseil national, loi qui a également reconnu l'existence des missions locales. Depuis sa mise en place, en juin dernier, le Conseil national a deux objectifs : être un organe consultatif pour le gouvernement en ce qui concerne sa politique d'insertion des jeunes. Etre un lieu de concertation permanent entre les ser-vices de l'Etat et les collectivités territoriales pour développer et animer le réseau des missions locales. Avec ce lieu de concertation, élus locaux et représentants de l'Etat souhaitent d'abord renforcer la cohérence et la capacité d'initiative des missions

- Le Conseil national rassemble élus locaux et représentants des administrations. Mais sur le terrain, les missions locales fonctionnent aussi avec des partenaires économiques et associatifs. Pour-quoi un troisième collège ne les représente-t-il pas au sein du sell national ?

 Chefs d'entreprise, syndicalistes, représentants d'associations sont présents dans les conseils d'administration des missions locales. Ils ne sont pas représentés au sein du Conseil national. Certains syndicats de souhaitent en effet y être représentés. Leur demande est légitime. Je proposerai prochainement au premier ministre que le Conseil national des locales soit élargi pour les

BERNARD DELJARRIE

« Du boulot, tout de suite, pour sortir de la galère » expérience professionnelle de « déconner » chez ces vieux enfants, ieunes adultes, qui frapcomptable, je me formerai en pent surtout par leur gravité, leur informatique », projette-t-il, avec

de notre bureau régional

'AIN est un département relativement préservé par le chômage - il touche moins de 6 % de la population – et par la concentration urbaine. On peut pourtant avoir seize ans, ou plus, Bourg-en-Bresse, et éprouver un mal de vivre qui tient plus à un sentiment d'isolement qu'à des cohabitations conflictuell relève davantage du spieen que du stress. En 1990, plus de 2 000 garçons et filles, de seize à vingt-cinq ans, ont poussé la porte de la mission locale jeunes (MLJ) de Bourg-en-Bresse créée en 1983 et considérée comme particulièrement active, - la plupart étaient sans emploi et 52 % d'entre eux n'avaient pas de qualification.

A côté, ou au-dessus, des problèmes de logement, de santé, de relations familiales, de déprime, de drogue, c'est à celui de l'emploi que t'équipe de la MLJ doit ainsi d'abord s'attaquer. En assurant un rôle d'aiguillage et de relais. Car, selon expression de son directeur, Bemard Borron, la mission n'est k pas un organisme à tout faire,

mais à tout faire faire ». Dans un préfabriqué, un peu délabré, du LEP Carriet, ils sont une vingtaine à suivre un cours de « connaissance du monde du jour : Mai 68. Connaissaientils ce printemps devenu historique? « Oui, un peu, par les parents. Vous voyez, on en récolte les fruits. », sount amèrement une brunette de vingt ans, tandis que son voisin s'enflamme, pour rire : « Il faudrait que ca repète un coup, ce serait super. » Pas d'esprit de révolte pourtant et pas trop d'envie de

souci permanent, pathétique, de se faire une petite place - même sans soleil - dans une société dont ils se sentent exclus. Horsjeu, en touche, on est très sérieux quand on a dix-sent

Ce groupe-là, en première année de préparation à un bac professionnel de secrétariat ou de comptabilité, organisée par le GRETA Bresse-Dombes, ne fait pas partie des plus défavorisés. Pour peu qu'ils décrochent - et ce ne sera pas simple compte tenu du peu d'offres locales dans le tertiaire - un contrat de qualification dans une PME de la région pour l'année prochaine, ils auront des chances sérieuses de pouvoir s'y insérer, leur bac en

Josyane, la petite Antillaise, François, le fils d'agriculteurs de Châtillon-sur-Chalaronne, Nadine, vingt-quatre ans, qui a collectionné les contrats à durée déterminée, ou encore Cécile, Virginie et Sandrine, tout juste débarquées de l'école Saint-Joseph, sont titulaires d'un BEP. Une base, mais bien fragile. Sur le marché du travail, ou la surqualification devient un fléau, un brevet ou un CAP ne valent pratiquement rien. Depuis quatre mois, ils sont payés - 2 002 F par mois ou 3 800 F s'ils sont chargés de famille - pour le

savoir. Avec son BEP de comptable. Abdelhak, vingt et un ans, a dû faire la manœuvre en usine, puis l'enquêteur intérimaire pour I'INSEE. Du coup, lorsque la mission locale lui a proposé ce stage bac pro, il a sauté dessus. d Das que j'aurai acquis une

plus de volontarisme que d'enthousiasme. Comme pas mal d'autres stagiaires, il reconnaît être content de se retrouver en formation : € C'est plus vivant que l'école et, grâce aux stages en entreprise et à l'atelier de recherche d'emploi, on prend une certaine assurance s

Génération des sigles

Certaines, comme Karine, col-, légienne mélancolique, qui aurait tant « voulu être vétérinaire ou tolletteuse d'animaux », ou Fatieh, qui a effectué un TUC à la documentation municipale et un intérim d'aide ménagère auprès de personnes agées, sans pour autant trouver sa voie, se consoent de ne pouvoir vivre leurs rêves en rêvant leur vie. Un déjà long parcours, balisé de sigles devenus familiers : MAP (mobilisation autour d'un projet), TUC, CES (contrat emploi solidarité), SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle), CDD, MLJ plus souvent que MJC, et si tout ve mal, au bout, ANPE et RMI.

Ailleurs, dans un local de la chambre de commerce et d'industrie de Bourg, un autre groupe, plus jeune et socialement plus handicapé, s'est inséré dans un « dispositif de foralternent des périodes de trois semaines de mise à niveau d'eneignement général, de connaissance de l'entreprise, de formation technologique et de stage en entreprise. « Ces jeunes-là sont rarement motivés par un plan de formation, ce qu'ils veulent c'est du boulot, tout de suite, pour sortir de leur galère, remarque M. Borron. Et ce serait

sans doute le meilleur remède pour les stabiliser. »

On retrouve côte à côte, Valérie, vingt ans, qui voudrait deve-nir peintre-décorateur parce qu'elle « ne peut pas tenir huit heures le cul sur une chaise »; Nathalie, vingt-deux ans, qui, malgré son BEP de vente, n'a trouvé des emplois qu'en grande surface, « quatre postes en onze mois, le dernier au rayon boulangerie, avec des horaires dingues »; Bruno, vingtdeux ans, qui a dû abandonner son métier de monteur-régleur dans la « plastic-valley » d'Oyonnax, pour raisons de santé, mais semble prêt à s'épanouir dans le magasinage ; Murielle, beurette branchée qui s'est paradoxalement « éclatée » durant son stage dans un très austère magasin de chapeaux lyonnais.

Leur vie n'est généralement pas facile : un loyer en foyer ou une chambre en ville qui absorbe souvent plus de la moitié des indemnités, des trajets de 35 km à accomplir matin et soir, des soucis familiaux, en amont ou en aval, parfois quelques dérapages passagers, et puis, pour tous, comme disait Prévert, « des fins de mois relativement hebdomadaires ». « J'en ai vu défiler pas mal, mais ce sont tous les mêmes, note Bernard Borron dans une bouffée d'émotion, on les étiquette « cas sociaux »; et puis on découvre que le problème ce n'est pas eux, comme personnes, mais tout le contexte... Le dialogue n'est pas toujours facile à établir, d'une génération à l'autre, on se comprend de moins en moins vite, mais ça vaut la peine d'essayer. » La mission locale jeunes n'est pas forcément une mission

ROBERT BELLERET

AUCH

n'acquittent pas leurs factures EDF, il convient de distinguer les étourdis des

même question : comment peut jouer

15 janvier d'apporter une réponse ori-

ginale en complétant le dispositif clas-

sique de la commission départemen-

tale pauvreté-précarité par un système expérimental qui ne va pas sans quel-expérimental qui ne va pas sans quel-ques audaces déontologiques. Du côté de l'Elysée, par l'intermédiaire de Mme Georgina Duloix, on suit avec

intérêt une expérimentation sociale

qui pourrait se traduire, l'hiver pro-chain, par des mesures adaptées à

Devant le taux incompressible et

apparemment stable des coupures de

courant effectuées mensuellement par les agents d'EDF, le préfet Gérard

Guiter a songé à mettre en place un système de filtres successifs afin que

toute personne démunie soit prise en

charge par la commission pauvreté

précarité. Dans le même sens, il s'agit d'écarter les « quelques tricheurs qui

ont éventé le système et jouent avec la trésorerie d'EDF», rappelle Jacques Vialard, «patron» gersois de l'entre-

prise nationale. Une position partagée par le conseil général : « Un usager privé de courant doit alerter les ser-

vices sociaux afin que son cas soit exa-mine, confie Robert Darguesseau, conseiller du président Jean-Pierre

Joseph. Mais la commission n'est pas

une machine à payer que l'on actionne en appuyant sur un bouton. Elle doit

écarter les gens qui, tout en disposant des ressources nécessaires, voudraient

l'ensemble du territoire.

ES impayés d'énergie constituent un indicateur sérieux des phénomènes de pauvreté.

Certes, parmi les usagers qui



solidarité. Si l'une de ces personnes est clairement identifiée, elle recevra la visite d'une assistante sociale pour constituer éventuellement le dossier qui sera transmis à la commission

pauvreté-précarité. Dès qu'une démarche de constitu-Des qu'une demarche de constitu-tion de dossier est engagée, EDF sus-pend la coupure. Et si la coupure est déjà effective, l'administration se charge de rétablir le courant dans les meilleurs délais. Dans les faits, ce pre-mier filtre s'avère insuffisant. L'éplu-chage des listes le plus méticuleux laisse de nombreux cas individuels en laisse de nombreux cas individuels en suspens faute d'informations :

eQuand le cas est douteux, on fait appel au maire de la commune où réside l'usager, explique Philippe Sauzey, secrétaire général de la préfecture. Les maires sont consultés, soit

par écrit, soit par téléphone et donnent

leur avis sur la coupure envisagée». Cette association des maires au dispositif est assurément l'une des ses principales originalités. Mais même si après plus d'un mois de fonctionnement aucune protestation officielle n'a été enregistrée de la part des élus locaux, d'aucuns y voient malgré tout un danger au plan déontologique. Quel que soit le motif du non-paiement de sa facture, nen n'indique, en effet, que le citoyen français usager d'EDF apprécie de voir ainsi son nom communique à la préfecture, puis aux maires. A fortiori dans les petites communes rurales où les nouvelles vont vite. On saura fin mars, à l'issue de l'expérience gersoise, si des effets pervers sont à craindre En attendant, chacun convient que

le maire est souvent le mieux placé pour connaître la situation réclie des administres : « Mais dans le même temps je vois mal un maire dire tranquillement : celui-là, on peut le couper!» note le conseiller du président Joseph. Surtout, pourrait-on ajouter, quand c'est sur son propre défaut de paiement que l'élu est invité à se prononcer, comme cela est arrivé il y a quelques semaines. Courteline ne manquant jamais l'occasion de se glisser dans les systèmes administratifs

Du côté de la préfecture, on entend cependant poursuivre l'expérience jusqu'à la fin du mois de mars : «Naturellement, on s'est posé toutes ces ques tions remarque simplement le secrétaire général. Et si on a franchi le pas, DANIEL HOURQUEBIE

Des élus veulent réveiller l'axe Centre-Europe-Atlantique

Pour reloncer le projet de route transversale dans le Massif central, un comité envisage des actions spectaculaires sur le terrain

LIMOGES

de notre correspondant N comité d'action vient de se constituer, dans le centre de la France, « pour la réalisation à deux fois deux voies de la route est-ouest entre Digoin (Saone-et-Loire) et Bellac (Haute-Vienne) ., une distance de quelque 250 kilomètres qui constitue le tiers central de l'axe Centre-Europe-Atlantique. Le comité, qui a tenu sa séance fondatrice à Montluçon (Allier) le vendredi 8 mars dernier, rassemble déjà plusieurs dizaines d'élus régionaux, cantonaux et municipaux des quatre départements inté-ressés : l'Allier, la Creuse, la Saone-et-Loire, la Haute-Vienne. Il va se reunir dans les prochaines semaines pour organiser des actions de terrain qu'il escompte « mobilisatrices et spectaculaires ».

Pas de - tiers central » avant soixante ans

Le projet Centre-Europe-Atlantique est déjà ancien. Il envisage, depuis plus de vingt ans, deux e éventails routiers » : l'un à l'est, qui concentre les flux venus d'Allemagne du Sud via l'Alsace, de Suisse et d'Italie du Nord vers Mâcon et Digoin jusqu'à un troncon central unique - cet itinéraire Digoin-Bellac qui se glisse assez facilement entre les obstacles géographiques du Morvan et de l'Auvergne – vers un *kéventail quest »* qui redistribue le trafic routier sur l'ensemble de la façade atlantique, vers Nantes, La Rochelle, Bordeaux et l'Aquitaine.

Une association, l'ARCEA (Association pour la route Centre-Europe-Atlantique), existe depuis plusieurs décennies : elle rassemble la plupart des parlementaires et



des maires des départements concernés, plusieurs comités d'expansion et quelques instances pro-fessionnelles (la chambre de commerce de Genève, par exemple).

Elle a, depuis sa fondation, public voici une dizaine d'années en collaboration avec Michelin une carte routière sur laquelle cet axe irrigue la France centrale d'un épais trait bleu. Mais sur le terrain le proje n'a guère progressé, sauf sur les tronçons dont l'aménagement était prevu ailleurs, dans d'autres projets et avec d'autres budgets : essentiellement le réseau autoroutier de l'est de la France, qui draine un trafic croissant.

Comme l'élément principal de ce projet, le « tiers central » Digoin-Bellac n'avance pratiquement pas (« Au rythme actuel, il n'a guere de chances d'être réalisé, dans le meilleur des cas, avant soixante ans », a-t-il été dit à la réunion de Montluçon), la situation sur cette route centrale est proche de la saturation: 8 000 véhicules par jour en movenne annuelle, avec des pointes de 20 000 véhicules/jour, notamment en été, dont 30 % de poids lourds. Ce trafic d'impor-tance autoroutière, à part quelques

kilomètres à deux fois deux voies et de rares créneaux de dépassement, ne dispose toujours que d'une voie de circulation dans chaque sens, et continue à traverser de nombreuses agglomérations, dont celle de Montlucon. Résultat : un itinéraire à haut risque, où la fréquence des accidents mortels a sus-cité la naissance de nombreux mités riverains de défense.

Le nouveau comité ne se post pas en rival de la vieille ARCEA:
« Il faut espèrer que nous serons
complémentaires, dit l'un des animateurs. Ce sont des parlemen-taires et des notables qui jont les couloirs des ministères. Nous autres, nous serons sur le terrain avec les populations, « Car « l'expérience prouve que la mobilisation est généralement plus efficace que la fréquentation des anticham-

11 s'agit » d'obtenir d'ici à l'an 2000 des réalisations et des engage-ments significatifs », et d'intéresser pour y parvenir les chambres consulaires des départements traversés et les professionnels rou-tiers, qui pàtissent eux aussi de la saturation de cet axe « d'impor

GEORGES CHATAIN

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu a ce jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments récents et réguliers sur la conjoncture des finances communales. La Crédit local de France a mis en place des indicateurs (emprunt, investissement, trésorerie) qui permettent ce suivi mensuel. Elaborés à partir des réponses d'un panel composé de communes de plus de cinq mille habitants, ces indicateurs donnent une information en temps réel et significative, même s'ils ne peuvent prétendre à l'exhaustivité. Ces indicateurs sont publiés et commentés chaque mois en alternance. Aujourd'hui, l'indicateur trésorerie est associé à un point sur le financement des lycées.

Le financement des lycées

Par les lois du 22 juillet 1983 et du 25 janvier 1985, l'Etat a transféré aux régions une partie de ses compétences en matière de lycées. C'est ainsi que les régions ont depuis le 1º janvier 1986 la charge du financement de l'équipement et du fonctionnement des lycées existents, ainsi que de la construction de nouveaux établissements. L'Etat, pour sa part, conserve ses prérogatives sur le nestion du coms enseignant et l'orientation sur la gestion du corps enseignant et l'orientation

sur la gestion du corps enseignant et l'orientation pédagogique.
Le transfert de compétences s'est accompagné du versement par l'Etat de dotations de fonctionnement (par le blais de la Dotation globale de décentralisation – DGD) et d'une dotation spécifique pour l'investissement. (Dotation régionale d'équipement scolaire – DRES). En 1990, l'Etat a versé 3 milliards de francs au titre de la DGD enseignement et 2,3 milliards de francs au titre de la DRES (répartie entre les régions selon des critères prenant notamment en compte l'état de vérusté des locaux, ainsi que le nombre d'élèves scolarisés et scolarisables).

scolarisés et scolarisables).
Les besoins d'équipement des lycées se sont cependant révélés bien plus importants que l'Etat ne l'avait évalué au moment du transfert. Ainsi, de 1986 à 1990, les régions ont accru leur effort en faveur des lycées de plus de 40 % par an en moyenne sur la France entière. En 1990, leur dépense totale pour les bréées a atteint 15 5 mildépense totale pour les lycées a atteint 15,5 miliards de francs (dont 12 miliards de francs de dépense d'un tiers de dépense d'investissement), soit près d'un tiers de leur budget. Les versements de l'État ne couvrant que le tiers

des dépenses des régions en matière de lycées, ces dernières ont dû faire appel à d'autres ressources. Ceci explique en grande partie l'augmen-tation de la fiscelité directe régionale (+20 % en francs courants de 1989 à 1990) et un recours plus important à l'emprunt.

Au vu de l'importance des besoins d'investissement, l'Etat a demandé en 1988 à la Caisse des dépôts de dégager, au titre de son « Programme Développement Solidarité », une enveloppe de prêts de 4 milliards de francs sur 3 ans (1989-1991), au taux réduit de 5,8 %.

Plus récemment, dans le cadre du plan d'urgence de rénovation des lycées décidé par le gouvernement en décembre demier, le groupe de la Caisse des dépôts a dégagé 2 milliards de francs de prêts au taux réduit de 7 %. Ces prêts sont distribués par le Crédit local de France. Ils s'ajoutent à 2 milliards de francs de subventions supplémen-taires de l'Etat. Ces 4 milliards de francs sont destinés au financement d'investissements nou-veaux bien précis, tals que la mise en conformité des locaux aux normes d'hygiène et de sécurité ou le création de salles d'études et de réunion, avec une priorité à l'enseignement professionnel. Les besoins d'investissement en matière de Les besoins d'investissement en matière de lycées resteront importants ces prochaines années, d'autant plus qu'avec l'objectif du gouvernement d'amener 80 % d'une classe d'êge au baccaleuréat d'ici à l'an 2000, les régions devraient accueillir en moyenne 30 000 élèves supplémentaires par an.

BLOC-NOTES

AGENDA

Décentralisation et départements d'outre-mer. -Où en est la décentralisation dans les départements d'outre-mer?

La spécificité de ces collectivités territoriales pose de nombreux problèmes en matière de transferts de compétences et de contrôle de légalité. Il y sera répondu les 26 et 27 mars au cours des journées d'études organisées sur ce thème par le groupe de recherche de droit public et de science politique de l'université des Antilles et de la Guyane, sur le campus de Fouillole, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

► Renseignements : 19-(590)-82-59-44.

Communication politique. Le centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP) organise un colloque sur la communication politique, le 5 avril, à la maison de la culture d'Amiens. Il réunira des élus, des professionnels de la communication et des universitairas, qui sa pencharont notamment sur les rapports entre communication et décentralisation.

► Renseignements au (16-1) 22-95-20-19.

Publications

 « Géographiques. » – La
Documentation française diffuse une nouvelle collection, « Géographiques », dirigée par M. Roger Brunet, membre du comité scientifique de la DATAR, géographe, directeur de recherche au CNRS et responsable du groupement d'intérêt public RECLUS, Elle propose des essais, destinés à un public non spécialisé, sous la forme d'ouvrages courts à la présentation agréable. Trois ouvrages sont déjà parus : le Territoire, par Roger Brunet, réflexion sur l'Europe, la décentralisation, l'écologie (223 pages, 95 francs); Ville, par Robert Ferras, méditation sur les représentations, les images, le marketing urbain (143 pages, 88 francs); Médiance, par Augustin Berque, sur l'aménagement des milieux et des paysages (163 pages.

Ce qui fait la valeur de notre magazine ce n'est pas uniquement son prix...



LE MAGAZINE DES HAUTS DE REIN

Union des Journaux et Journalistes d'Entreprise de France

Trésorerie

Depuis plusieurs années, le niveau moyen de la Depuis plusieurs années, le niveau moyen de la trésorene des collectivités locales, c'est-à-dire de leurs fonds disponibles déposés au Trésor, diminue régulièrement. Cette évolution traduit une régulièrement. gestion financière plus fine, les collectivités cher-chant à réduire leurs dépôts improductifs.

L'observation du panel de communes montre en 100 i, observation de parier de contratares montes en janvier une trésorerie au plus bas, ce qui est tra-ditionnel à cette période de l'année. Cette situa-tion contraste avec le mois de décembre, où des flux importants de recettes, et notamment d'em-prunts, viennent abonder la trésorerie communale pour assurer les opérations de la journée complé-mentaire (dépenses de l'année précédente dont le paiement est assuré au mois de janvier de l'année

C'est ainsi que, pour certaines communes du panel, les dépenses de personnel ont doublé, voire triplé, entre les mois de décembre et janvier. A partir du mois de février, le niveau de la tréso-

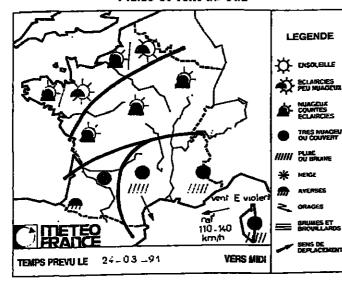
rerie va s'accroître progressivement, en raison de l'encaissement plus régulier des recettes de fisca-lité et des dotations versées par l'Etat.

Evolution mensuelle de la trésorerie

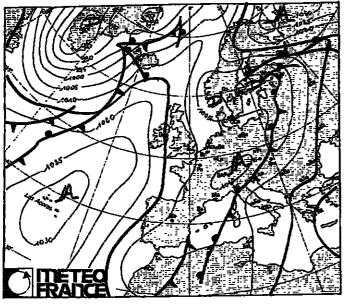
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 24 mars 1991 Pluies et vent au Sud



SITUATION LE 23 MARS 1991 A 0 HEURE TU



sur le Sud-Est et vents violent. – Sur la Corse et le pourtour méditerranéen, le temps sera couvert et pluvieux, les chutes de pluje seront localement abondantes et pourront prezidre un caractère orageux. Le vent de nord, nord-ouest soufflera très fort avec des rafales atteignant 100 km/h, il soufflers en tempête sur la mer entre Corse. Provence et Baléares et s'atténuera en cours de

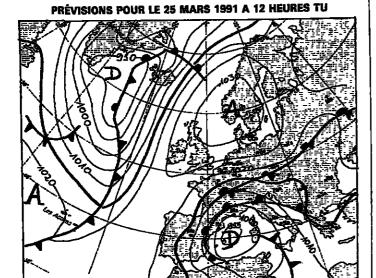
Sur Midi-Pyránées, Auvergne et Rhône-Alpes, le temps sera médiocre ucoup de grisaille, toutefois les orécipitations seront faibles et éparses

Alpes au-dessus de 1 800 mètres). Le vent de nord-est souffiera aux alentours

Partout ailleurs, plus au nord, le temps sera généralement frais et sec avec de belles éclaircies et un vent d'est soutenu.

Les températures matinales s'étageront entre 3 et 5 degrés sur le Nord et le Nord-Est, 1 à 7 degrés dans l'intérieur et 10 degrés sur le pourtour Médi-

Les températures maximales s'échelonneront entre 12 et 17 degrés du



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 23-03-91 le 22-03-1991 à 18 heures TU et le 23-03-1991 à 6 heures TU			
FRANCE	TOULOUSE 15 7 C	LUXEMBOURG_ 10 3 B	
AJACCIO 20 11 C	TOURS 11 3 P	MADRID 12 3 N	
I DALDDOPTS IC A D	I POLATE A-PITOL AL 21 D	MARRAKECH 14 6 C	
BORDEAUX 16 6 C		MEXICO	
BORDEAUX 16 6 C BOURGES 13 4 C BREST 9 4 A CAEN 9 3 N CHERBOURG 9 5 N	ETRANGER	MILAN 15 11 N	
BREST 9 4 A	ALGER 22 10 C	MONTRÉAL 3 - 6 C	
CAEN 9 3 N	AMSTERDAM 10 - 1 B		
CHERBOURG 9 5 N	ATHÈNES 19 10 D	NAIROBI 30 16 D	
CLERMONT-FER 13 3 C DLION	BANGKOK 34 25 C		
DLION 10 4 N	BARCELONE 16 9 P	NEW-YORK 8 4 P	
GREWUBLE DATE 8 3 C	BELGRADE 26 IO C	0SL0 4 1 P	
! LILLS 10 1 C	IRPRIN 10 3 N I	PALMA-DE-MAJ. 18 8 D	
LIMOGES 13 5 N	BRUXELLES 11 0 B	PÉKIN 12 6 C	
LYON 12 4 C	COPENHAGUE. 8 0 C	RIO-DE-JANEIRO, 28 24 N	
LYON 12 4 C MARSEILLE-VAR 17 8 P NANCY 18 4 C	DAKAR 25 17 D DJERBA 25 13 D	ROME 17 12 D	
NANCY 18 4 C	DJERBA 25 13 D	SINGAPOUR 33 25 N	
NANTES 12 3 D		STOCKHOLM 5 3 B	
NICE 16 10 C PARIS-MONTS 12 7 P	HONGKONG 25 20 P	SYDNEY 28 18 D	
PARIS-MONTS 12 7 P	ISTANBUL 15 5 D	E01110 0 4 0	
PAU 15 5 C	JERUSALEM 16 9 P		
PERPIGNAN 18 9 C RENNES 11 1 D	JÉRUSALEM 16 9 P LE CAIRE 17 14 C LESBONNE 11 9 D		
BEANCO	LESBONNE 11 9 D		
ST-ETIENNE 12 3 C STRASBOURG 8 6 C	LONDRES 10 2 C		
SUKVORANTE 2 & C	LOS ANGELES 16 9 N	YTENNE 20 7 C	

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

averse

0

OFZEC

P

pluic

(Document étable avec le support technique spécial de la Météorologie nation

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter : ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 23 mars

TF 1 20.55 Variétés : Sébastien c'est fou l 22.45 Magazine : Ushuaïa. 23.45 Magazine : Formule sport. 0.40 Au trot.

0.45 Journal et Météo. A 2 20.45 Téléfilm : Les Amants du Pacifique. 22.10 Magazine : Bouillon de culture.

23.40 Puissance 12 : Eurochallenge 91. 23.50 Journal et Météo. 0.15 Série : Médecins de nuit. 2.00 Magnétosport : Rugby.

FR 3

De 20.00 à 0.00 La Sept -0.05 Série rose : Elle et Lui. 0.30 Magazine : **CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm : Le Choix tragique. 22,00 Les Nuls... l'émission. 22.55 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Démoniaque présence. 0.35 Cinéma : La Baule-les-Pins. □

LA 5 20.40 Journal des courses.

22.25 Téléfilm : La Proie. 0.00 Journal de minuit. 1.10 Le Voleur d'enfants. M6

23.20 Téléfilm : Terreur sur la plage. 0.40 Musique : Rapline.

LA SEPT

22.25 Soir 3. 22.40 Théâtre: Inventaires. 23.45 Courts métrages :

TF 1 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc

15.10 Série : Agence tous risques
16.05 Divertissement :
Vidéo gag.
16.30 Disney Parade.

17.55 Magazine : Téléfoot. 18.50 Loto sportif.

19.05 Magazine : 7 sur 7.
Invité : Richard von Welzsacker, président de la République allemands.

20.00 Journal, Météo

et Tapis vert. 20.50 Cinéma : Brannigan. ■ 22.45 Magazine : Ciné dimanche.

Cinéma : Mon oncle Benjamin. ■ 0.25 Journal et Météo. 1.20 Musique:

Soirée Beathoven.

A 2

13.30 Dimanche Martin (et 15.55). 15.05 Série : Mac Gyver. 16.45 Série : Euroflics. 17.40 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte

du monde. 18.35 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.45 Série : Les Cinq

Demières Minutes Magazine: Musiques au cœur. 23.20 Série : Les Grands Entretiens. 0.20 Journal et Météo.

0.40 Série : Le Saint

13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe.

14.50 Magazine : Sports 3 images. 17.30 ➤ Magazine : Montagne. 18.30 Amuse 3.

19.00 Le 19-20 de l'informa tion. De 19.12 à 19.30, Magcité. 20.05 Série : Benny Hill.

20.35 Soirée spéciale : Gainsbourg, génération Gainsbarre. 22.00 Magazine : Le Divan. 22.25 Journal et Météo.

22.45 Cinéma: de comptes. ******* 0.10 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS 14.00 Téléfilm : A tous les coups

on meurt. 15.35 Documentaire: La Famille au pluriel. 16.40 Dessin animé :

Les Simpson. 17.00 les Nuls... l'émission. 18.00 ▶ Téléfilm : Le Soulier magique.

---- En clair jusqu'à 20.35 -19.25 Flash d'informations.

20.45 Téléfilm : Épouse en location.

20.35 Téléffim : Le Maître de Ballentra 0.35 Six minutes d'informa-

1.30 Musique : Boulevard des clips.

21.00 ▶ Téléfilm : Un village

Noce ; Les Chiens

Dimanche 24 mars

19.30 Ça cartoon. 20.30 Dis Jérôme...? 20.35 Magazine:

20.40 Cinéma : Dernière sortie pour Brooklyn. ■ Flash d'informations. 22.15 22.25 Magazine: L'Equipe du dimanche

1.05 Cinéma : Sans défense. □ 2.30 Cinéma dans les salles.

LA 5

13.20 Série : Wonder Woman. 15.00 Série : Arnold et Willy. 15.30 Tiercé à Auteuil. 15.50 Série : Lou Grant. 16.40 Magazine : Le Club F1. 17.00 Sport : Automobile. 18.45 Magazine : Le Club F1 (suite).

19.00 Série : L'Enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.40 Journal des courses. 20.45 Cinéma :

Un moment

d'égarement. ■ 22.15 Magazine : Ciné Cinq. 22.30 Cinéma : Le grand frère.

М6

13.25 Série : Madame est servie. 13.55 Série : La Familie Ramdam. 14.20 Téléfilm : Éric, le révolté.

16.00 Série : L'ami des bêtes. 16.45 Série : Roseanne. 17.10 Série : L'aventurier 17.40 Série : L'homme de fer. 18.30 Série : Les Routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub. 19.54 Six minutes d'informa-

20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.35 Cinéma :

Un mauvais fils. ■■ Capital. Cinéma : Sirocco. □ 22.30 22.40 0.15 Six minutes d'inform tions.

0.25 Musique :
Boulevard des clips.
0.20 Magazine : Sport 6.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

13.30 Histoire paralièle. 14.30 Documentaire : Tabarka 42-87 15.50 Cînéma d'animation : lmages.

16.00 Documentaire: Yasser Arafat. 17.00 Théâtre :

Mademoiselle Else. 19.00 Documentaire : Réflexions faites.

20.00 |ci bat la vie. 20,30 Cinéma : Les folles années du twist.

21.55 Moyen métrage : La poupée qui tousse

22.30 Cinéma : L'inhumaine. BEE CARNET DU Monde

<u>Mariages</u> - M. et M⁻ Georges FOUCAULT, M. et M⁻ Claude BRUDER,

ont l'honneur de faire part du mariage

Anrélia et Bertrand,

à Achères-la-Forèt, le 23 mars 1991. 7, avenue Daniel-Lesueur, 75007 Paris. 35, rue Esquirol,

75013 Paris. <u>Décès</u>

Ynes Cramer de Bonstetten,
 Tania et Philippe Grand d'Haute

ille, Patrick et Vilma Cramer, Eric, Diane, Letizia, Daphné, et ses lidèles amis. Sa famille, out la douleur de faire part du décès de

Gérald CRAMER, survenu à Genève, le 17 mars 1991.

Que le souvenir de ce qu'il a été et de ce qu'il a réalisé reste un lien pour ses amis.

M= Charles Gautheret, née Waher, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, M. et M= Simon Gautheret, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la parenté, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Charles GAUTHERET. médecin colonel des TON (c.r.) chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 20 mars 1991, à l'âge de

Le corps sera déposé à la maison

Les obsèques religieuses seront célé-brées le fundi 25 mars, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Besune.

Condoléances sur registres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre MAYER. inspecteur général des finances, chevalier de la Légion d'hoaneur, officier de l'ordre national du Mérite,

de l'Economie nationale et de l'Etoile noire, officier de l'ordre national malgache, officier du Mérite mauritanien,

survenu subitement le 16 mars 1991, dans sa soixante quatrième année.

De la part de M= Pierre Mayer, Leurs enfants, Et de toute leur famille.

Foyer de l'âme, 7, bis, rue du Pasteur-Wagner, Paris-1 le, le lundi 25 mars, à 18 h 30.

Une messe sera célébrée en la cha-pelle du collège Saint-Louis-de-Gonza-gue, 12, rue Franklin, Paris-16°, le jeudi 4 avril, à 18 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, avenue de Bretteville, 92200 Neuilly.

THESES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T

- On nous prie d'annoncer le décès de

M= Jean GRENIER, nee Marie Antoinette Serret.

Les obsèques auront lieu lundi 25 mars, à 14 heures, en l'église Saint. Gilles de Bourg-la-Reine.

L'on associera à ce deuil le souvenir de Jean GRENTER,

son mari, mort en 1971.

Medeleine GRENIER,

sa fille, morte en 1982.

12, rue du Colonei-Candelot, 92340 Bourg-la-Reine.

- Marie, Bernard et Thierry Retif, ont la douleur de faire part du décès de Patrick.

L'incinération aura lieu le lundi 25 mars, au cimetière du Père-La-chaise, à Paris.

Réunion dans le grand salon du cré-matorium, à 14 heures.

 M→ Renée Souiller,
 M. et M= Didier Souiller et leurs enfants, Patricia, Harold et

Ludovic, ont la douleur de faire part du décès de M. André SOUILLER, administrateur de la préfecture de Paris (e.r.),

décédé dans sa quatre-vingt-unième année, à son domicile, le 19 mars 1991.

Les obsèques, suivies de la crémation à Crissey (71), ont cu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

€ن•

'n,

32, rue Berlier, 21000 Dijon.

 Lyon. Rouno (69). M= Jean Vurpas,

Pierre et Jacqueline Vurpas, Camille, Daphné et Louise, Geneviève et Pierre Frieh, Guillaume, Pauline, Philippe-Antoine et Cyril. François et Catherine Vurpas, Charlotte, Clémentine, Margauz,

Prime et Morgane, Jean-Luc Vurpas, Marie-Anne et Antonia, Laurent et Isabelle Vurpus,

Fanny et Thiband, Elisabeth et Philippe Cochet, Lucie et Claire,
M. Signone Vurpas,
Le docteur et M. André Gaillard,
M. et M. Olivier Chabaud,
M. et M. Maurice Brosse,
M. et M. Adolpha Prodelet

M. et M= Adolpke Pradelet
M. et M= Robert Gaillard,

M. Paul Gaillard, M. et M. Jean Pelissier M. et Mer Pierre Berard, enfants, parents et alliés, font part du cappel à Dieu

Jean VURPAS,

agrégé de l'Université, le 22 mars 1991, dans su soixante-qua

La messe de funérailles sera dite en l'église Notre-Dame-Saint-Louis-de-la-Grillotière (Lyon-7^a), le lundi 25 mars, à 9 heures. Inhumation au cimetière de Ronno (69), à 11 h 30.

<u>Soutenances</u> de thèses - Université Paris-X-Nanterre, le mardi 2 avril, salle des Colloques, bat. C, 14 heures, M. Georges Kaffès: «L'Eglise orthodoxe et le Parti commu-niste dans la Grèce, de 1940 à 1967».

Le Médiateur souhaite faciliter les recours en Conseil d'Etat

M. Jean-Claude Pufler, moniteur d'éducation physique à l'association familiale départementale pour l'aide aux infirmes mentaux de Narbonne, licencié en 1984 après vingt ans d'ac-tivité, fait depuis trois semaines la grève face au Palais de justice à Paris. Il conteste le licenciement économique et collectif dont il a été la victime

et réclame sa réintégration. Ses précédentes actions avaient choué devant le tribunal administratif, puis devant le Conseil d'Etat. Aujourd'hui, il a enfin obtenu les documents prouvant que son poste était toujours inscrit, un an après son départ, au budget de son association, et qu'il avait été le seul à être congédié. Malgré ces données nouvelles, M. Pufler n'est pas parvenu à convaincre un avocat de reprendre son dossier,

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 22 mars UN DÉCRET

-nº 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet. DES ARRÊTÉS

-du 12 mars 1991 fixant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

notamment en raison de l'article 75 de l'ordonnance du 31 juillet 1945, qui limite les conditions d'un pourvoi en révision. Le Conseil d'Etat a donc rejeté son recours.

rejeté son recours.

Loin de se décourager, M. Pufler a multiplié les démarches auprès des députés, des partis, du président de la République et du Médiateur. Ce dernier, M. Paul Legatte, s'est même déplacé en personne, vendredi 8 mars, pour rencontrer le gréviste de la faim. A cette occasion, il a reconnu que l'ordonnance de 1945 méritait un dépoussiérage et il réclame une modification de l'article 75 de l'ordonnance du 31 juillet 1945.

Le premier volet de cet article 75 restreint les conditions de pourvoi en révision limité d'autre au production de l'article 75 restreint les conditions de pourvoi en révision limité d'autre de pourvoi en resultant de la condition de pourvoi en révision limité d'autre de pourvoi en president de la condition de pourvoi en révision limité de la cette au present les conditions de pourvoi en resultant de la cette de

restreint les conditions de pourvoi en révision, limité à trois cas: une décision en Conseil d'Etat rendue soit sur pièces fausses, soit en l'absence d'une pièce retenue par la partie adverse, ou sur vice de procédure. Le second volet menace «d'amende ou même, en volet menace «a amenae ou meme, en cas de récidive, de suspension et de destitution», les avocats au Conseil d'Etat qui présenteraient un pourvoi n'entrant pas dans le cadre des trois

cas cités.

aLa menace que ce texte fait peser sur les droits de la défense du citoyen dans un procès contre une autorité publique au niveau du Conseil d'Etat ne paraît plus adaptée, vient de déclares le Médiateur, M. Legatte. Elle est de nature à empêcher même des pourvois en révision fondés sur les trois cas d'ouverture permiss. d'ouverture permis».
CHRISTIANE CHOMBEAU

L'économie et la beaux

Sans remember and this formular polemiquest gas, it is project ans, ont endouré le project (avorté) de construction à l'appoil. Il extrême quast de la présente de l'extrême quast de la présente de l'extrême que presente de l'extrême les décentités qu' y a la concilier les décentités que presente tout le apprése que presente tout le monde réclame, et le présentation d'un partimolian éclècoir, qui a sais valour dopagnique et module que paragrana ne contratas.

Le tracé des TGV ou des d'une zone portueire à provoquest des barrages ou des grèves administratives. Les agricultellante varient pas sacrifier from terms at profit.
d'homene d'affaires pour qui
e le tempe d'asses de l'agent à les
élus foccios fetusem d'are mis-devant le fait accompt. Récomment, l'installation d'une usine autrichieure, et pris de défrictionnent de planteure défrictionnelle de plusieure dizaines d'histoires de fores alsacienne, a conduit

M. François Mistannied Assessible a rechercher on oranginalit.

Les compres de la SMC consessione de la SMC co Les compets de la SNAT comme sont fragiles et la sincillat nationale à basolit de Roi sont valorises son ettage et expession des recettes. Veus son président, le Jeisses I Jeisses I devrait médites au le comme se devrait médites au le comme se devrait médites au le comme se le promotés à la leure des fragile que le basels des lieux...

FRANÇAIS GRUSPACE

M. Hubert Main élu jendi 21 dia sécurité social PUCANSS (etc. 180 000 sales) (

M. Maigrat sources dement des réges fications et se del sur blème des su de Sécurité société outre, favorable de contrate d'objette de les pouvoirs par les pouvoirs pa

Ché en 1942 al man ébéniste avant de ouvrier à l'abble Pous Militant CFD 19 12 sabilités syntheses 1982 le cabines de 1923 secrétaire d'Est de des travaillemes su rejoint PAFPA PUR

حكدلمن زلإمل

L'économie et la beauté

Comme cet été en Provence, voilà qu'à nouveau les projets de tracé des TGV concoctés par les ingénieurs de la SNCF mettent en émoi les régions qui seront traversées par les futures lignes. Aujourd'hui, c'est l'Aquitaine qui monte au créneau et demain ou après-demain l'Alsace et la Lorraine. Avec, en bonne place derrière, les élus de toutes tendances, le monde agricole et les viticulteurs. Dans la soirée du vendredi 22 mars, à Sorgues (Vauciuse) et à Roquemaure (Gard), des manifestants opposés au tracé du TGV Sud-Est ont établi des barrages pendant deux heures sur les voies ferrées. Comme, au pied de la montagne Sainte-Victoire, les mânes de Cézanne veillaient au respect de paysages immortels, c'est maintenant le souvenir de Montaigne et de Montesquieu qui plaide pour que, au nom de la technique, de la vitesse et de ce que l'on appelle le progrès, les collines aimables et les vallées apaisantes de ce coin de France inusable ne scient pas

Sans remonter aux très brutales polémiques qui, il y a plus de dix ans, ont entouré le projet (avorté) de construction d'une centrale nucléaire à Plogoff, à l'extrême ouest de la péninsule bretonne, plusieurs événements illustrent les difficultés qu'il y a à concilier les nécessités de l'économie et du modernisme, que presque tout le monde réciame, et la préservation d'un patrimoine collectif, qui a une valeur économique et sociale que personne ne conteste.

massacrées.

Le tracé des TGV ou des autoroutes ici, l'aménagement d une zone portuaire la provoquent des barrages ou des grèves administratives. Les agriculteurs ne veulent pas sacrifier leurs terres au brofit d'hommes d'affaires pour qui « le temps c'est de l'argent ». les élus locaux refusent d'être mis devant le fait accompli. Récemment, l'installation d'une usine autrichienne, au prix du défrichement de plusieurs dizaines d'hectares de forêt alsacienne, a conduit M. François Mitterrand lui-même à rechercher un compromis.

Les comptes de la SNCF, certes, sont fragiles et la société nationale a besoin du TGV pour valoriser son image et engranger des recettes. Mais son président, M. Jacques Fournier. qui est un homme de goût, devrait méditer aussi cette invite empruntée à Marguerite Yourcenar : « Rien n'est plus fragile que la beauté des

FRANÇOIS GROSRICHARD

M. Hubert Maigrat (CNPF) élu président de l'UCANSS

M. Hubert Maigrat (CNPF) a été m. Hubert Maigrat (CNFF) à eté élu jeudi 21 mars président de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) par vingt et une voix, contre trois voix pour le candidat présente par la CGT. Désormais composé en parité de représentants des employeurs et des salariés, l'UCANSS, qui assure la gestion des 180 000 salariés de la Sécurité sociale, avait connu une profonde crise fin 1990, marquée par la démission des représentants patronaux et par des M. Maigrat souhaite engager rapi-dement des négociations sur les classi-

fications et se pencher sur le problème des sureffectifs dans les caisses de Sécurité sociale. M. Maigrat est, en outre, favorable à la conclusion de contrats d'objectifs pluriannuels avoc les pouvoirs publics.

INé en 1942, M. Hubert Maigrat fut ébéniste avant de travailler comme ouvrier à l'usine Peugeot de Mulhouse. Militant CFDT, il abandonne sea respon-sabilités synticales pour intégrer en 1976 le cabinet de M. Lionel Stoléru, alors secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels. En 1981, il rejoint l'AFPA puis, en 1983, la direc-tion des affaires sociales de la Fédération nationale des travaux publics.]

Le tracé du TGV Paris-Toulouse provoque des protestations en Gironde

Les viticulteurs et les élus girondins contestant les projets de tracé des futures lignes TGV vers l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. Selon eux, elles placeraient Bordeaux, la métropole régionale, à l'écart des grandes voies de communication ferroviaires européennes et lèseraient l'économie viticole.

BORDEAUX

de notre correspondante

Le projet, souteau par la SNCF, prévoit un tronc commun aux lignes Paris-Bordeaux et Paris-Toulouse, jusqu'à l'entrée du département de la Gironde. Les deux tracés divergent ensuite au nord de Libourne. Un «barreau» dessert Bordeaux, terminus de la ligne nouvelle TGV-Aquitaine. La ligne Midi-Pyrénées évite Bordeaux et coape sur quatre-vingt kilomètres dans les vignobles de l'Entre-deux-Mers en direction de

La SNCF prévoit de la relier, par un TGV grand sud, aux liaisons sud-est, qui desserviront Barcelone et l'Espagne. Selon la SNCF, un Paris-Toulouse via le vignoble de

l'Entre-deux-Mers permettrait de gagner vingt à trente minutes par rapport à un tracé Paris-Bordeaux-Toulouse dont la durée décourage rait, toujours selon la SNCF, quatre cent mille passagers par an. Ces calculs de rentabilité ne sont pas du goût des viticulteurs et des élus

Unanimes sur ce point, quelle

que soit seur couseur politique, ils rejettent ces projets. Bordeaux ne saurait être réduite « à la situation de Massy-Palaiseau ou de Saint-Pierre-des-Corps », selon l'expres-sion de M. Jacques Valade, ancien ministre, adjoint au maire de Bor-deaux (RPR), M. Gilbert Mitter-rand (PS), député et maire de rne, abonde dans ce sens «Si Bordeaux était considéré comme une déviation de ligne par souci de rentabilité immédiate de la SNCF, cela handicaperait la métropole et l'Aquitaine dans leur développement » Les parlementaires girondins ont adressé une pétition au gouvernement pour demander la mise à l'étude d'un tracé Paris-Toulouse passant impérativement par Bordeaux, ainsi que l'adoption d'une ligne TGV Paris-Bordeaux-Irun-Madrid.

GINETTE DE MATHA

Alors que la compagnie aérienne cherche un partenaire international

Le gouvernement belge décide de renflouer Sabena

compagnie aérienne nationale, dont l'Etat possède 54 %. M. Jean-Luc Dehaene, ministre des communications, a annoncé vendredi 22 mars qu'il verserait 10 milliards de francs belges (1,6 milliard de francs français) dans le capital de la compagnie, et qu'il lui en accorderait encore huit dès qu'elle aura trouvé un partenaire solide. Le gouvernement annulera en outre les dettes de la Sabena à l'Etat, qui s'élèvent à 16 milliards de francs belges. Le déficit d'exploitation de Sabena pour 1990 a dépassé les 6 milliards de francs belges, et celui de 1991 pourrait atteindre 4 milliards.

Le gouvernement belge a finalement décidé de renflouer hui-même la suppression de 2 200 emploie (12 %).

Depuis que, le 9 novembre dernier, le gouvernement belge a annoncé une privatisation partielle de la compagnie, celle-ci cherche «un partenaire industriel international et fort», selon les mots de son président. Le gouver-nement et M. Godfroid sembleut avoir écarté les propositions de la prospère compagnie charter belge TEA. C'est à une alliance avec British Airways, associée avec Sabena et KLM jusqu'à cette année, que l'on pense surtout, mais des discussions continuent avec d'autres compagnies, notamment American Airlines et Le président de la compagnie, Thai Airways. - (AFP,

Pertes record en 1990 pour SAS

STOCKHOLM

de notre correspondante

Sept cent soixante-trois millions de couronnes (environ 687 millions de francs) de pertes en 1990, contre 2,2 milliards (environ 2 milliards de francs) de bénéfices en 1989 pour le groupe SAS: selon M. Jan Carlzon, son président, qui a présenté le résul-tat annuel jeudi 21 mars à Sto-ckholm, ces chiffres, les plus mauvais jamais enregistrés, pourraient être encore pires en 1991 si la crise se poursuit. SAS a choisi d'inclure dans ses comptes 801 millions de couronnes, qui représentent les coûts de restructuration de la division aviation - SAS Airlines - en vue de la dérégulation du trafic aérien en Europe. Mais la hausse brutale du prix du carburant entraînée par la **EN BREF**

sagers qui s'est ensuivie et la basse conjoncture mondiale générale ont fait apparaître les faiblesses propres de SAS, affecté notamment par les importantes participations prises à la fois dans la compagnie acrienne américaine Continental - qui a essuyé un déficit record au quatrième trimestre 1990 - et dans la chaîne d'hôtels Intercontinental, qui lui a fait perdre 91 millions de couronnes.

La direction de SAS, qui avait déjà annoncé en début d'année la suppression de 3 500 emplois dans la division Airlines et de plus de 2 000 dans le reste du groupe, n'exclut pas un nombre des licenciements encore

60,9 milliards, créant un véritable FRANÇOISE NIÉTO déséquilibre.

u La Cogéma déboutée de sa plainte contre la société de Bourse Buisson. — Attendu depuis le 3 février, alors qu'il avait été reporté sine die, le jugement du tribunal de commerce de Paris concernant la plainte déposée par la Cogéma contre la société de Bourse Buisson a été rendu vendredi 22 mars. Le tribunal a condamné la Cogéma aux dépens du procès qu'elle a intenté à l'ancienne charge d'agent de change. Elle doit verser en plus à cette société 20 000 francs de dom-mages et intérêts. La Cogéma (Com-pagnie générale des matières nucléaires), filiale à 100 % du Com-missariat à l'énergie atomique, avait intenté une action contre Buisson, à qui elle imputait la responsabilité de la perte de 259 millions de francs sur le Matif en décembre 1987. Elle lui réclamait 333,9 millions de francs de dommages et intérêts.

 M. Pierret dénonce les « propos partisans » de M. Chinand sur la Caisse des dépits. – Les propos « partisans » de M. Roger Chinand (UDF), concernant le mode de gestion des fonds d'épargne par la Caisse de dépôts et consignations et son directeur général, M. Robert Lion, «n'engagent que l'homme politique, et en aucun cas, la commission de surreil-

lance de la Caisse», a affirmé le 22 mars M. Christian Pierret (PS), président de cette commission. M. Chinaud, rapporteur général de la commission des finances du Sénat, a estimé dans un entretien à PAFP que «le problème de la confiance est posé» à propos de M. Lion, à la suite des opérations financières engagées par la Caisse sur ses fonds d'épargne (le

La consommation des ménages français a légèrement reculé en février.

Monde du 23 mars).

- La consommation des ménages - La consommation des ménages français en produits manufacturés a diminué de 0,3 % en février par rapport au mois précédent, selon des données corrigées des variations saisonnières publiées vendredi 22 mars par l'INSEE. En janvier, elle avait progressé de 0,2 %. Le mois de février a été marqué par un recui de 0,5 % des achats de biens durables (automobiles, meubles) et par une nette pro-gression de ceux d'électronique grand public (+ 2 %) et d'électroménager (+ 3 %). Au cours des trois derniers mois, la consommation des ménages est au total restée pratiquement sta-ble, mais elle a diminué de 0,9 % sur un an (entre février 1990 et février

La famille Vuitton se désengage de LVMH

Vuitton Investissement Gestion (VIG), détenu majoritairement par la famille Vuitton, a cédé jeudi 22 mars quelque 450 000 titres de LVMH (Moet-Hennessy Louis Vuitton), soit l'équivalent de 3,24 % du capital du numéro un mondial du luxe. C'est la banque américaine Goldman Sachs qui a acquis ces titres pour environ 1,6 milliard de francs. Cette opération - à l'issue de laquelle M. Henry Racamier conserve 8 % du capital du groupe dirigé par son ancien rival, M. Bernard Arnault lui assure par ailleurs les liquidités nécessaires au développement d'Orcofi, dont il veut faire un nouvezu pôle du luxe.

 Le groupe CBC chargé de la réhabilitation de l'ancien immemble Shell à Paris. - Le promoteur Kaufman and Broad a décidé, le 22 mars, de confier le chantier de réhabilitation et de reconstruction de l'ancien siège de Shell, rue de Berri à Paris, au groupe CBC, filiale de la Compagnie rénérale des caux spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics. Il s'agit d'un contrat d'environ 440 mil-

Soumis par le président Bush au Congrès

Le projet de réforme bancaire préoccupe les établissements étrangers installés aux Etats-Unis

montant définitif de ses pertes pour 1990 (4,85 milliards de dol-lars, soit environ 27 milliards de

francs), en s'empressant d'ajouter

que son organisme devrait être doté de 35 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour empêcher le désastre.

La cause est entendue, mais des

escarmouches ne sout pas à exclure à propos du système proposé : une assurance de 100 000 dollars par

personne et par banque, sans limi-

tation du nombre de comptes ouverts dans différents établisse-

M. George Bush a transmis le 20 mars au Congrès le projet de loi portant réforme du système bancaire et d'assurance des dépôts. Le débat va s'engager alors que l'organisme chargé d'assurer les dépôts bancaires réclame toujours davantage d'argent pour éponger les faillites bancaires et que de nombreux établissements devraient diminuer leurs dividendes, confirmant leurs contre-perfor-

NEW-YORK

de notre correspondant

Inspiré des recommandations formulées en février par le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, et visant à créer un système bancaire « sur et compétitif » (le Monde des 7 et 8 février), ce projet de réforme, au moins aussi volumineux (300 pages) que le rapport Brady, en reprend les grandes lignes : abolition de la séparation entre banque commerciale et banque d'affaires, possibilité offerte à de grands groupes industriels d'en-trer au capital des banques, autorisation de créer des succursales hors de l'Etat où la banque est instal-

De l'avis des spécialistes, le seul point de consensus immédiat entre les parlementaires est l'obligation de recapitaliser au plus vite le Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), chargé d'assurer les dépôts bancaires pour éviter un effondrement de l'ensemble du système. M. William Seidman, président du

Forte progression

des investissements

français

à l'étranger en 1990

Les investissements français à

l'étranger auraient atteint environ

143 milliards de francs en 1990.

progressant d'environ 25 % par

rapport à 1989, selon les premières

les entreprises françaises ont multi-

plié par sept leurs achats à l'étran-

ger depuis cinq ans (en 1985, elles

n'avaient investi que 20 milliards

de francs). Cette internationalisa-

tion rapide s'explique par le besoin

de combler le retard pris au début

des années 80, lorsque les moyens

financiers manquaient. Elle s'expli-

que aussi par la nécessité de parti-

ciper à la mondialisation des mar-

chés qui force, pour assurer sa

survie, d'être présent au moins

dans les autres pays d'Europe, aux

Parallèlement à ce boom des

investissements français à l'étran-

ger, les investissements étrangers

en France ont sensiblement dimi-

nué. La chute serait d'environ un

quart en 1990 par rapport à 1989,

à 45 milliards de francs contre

Etats-Unis, voire en Asie.

ments. Certains membres de la Chambre des représentants ont déjà fait savoir qu'ils préconise-raient une assurance limitée à cette somme par déposant, quel que soit le nombre de comptes ouverts dans différents établissements.

Harmoniser la profession En attendant de pouvoir se livrer à un examen détaillé des chapitres du projet de loi - qui va certainement soulever une petite tempête à propos des pouvoirs accrus accor-des à une aouvelle institution directement rattachée au Trésor, au détriment de la Réserve fédérale -, les banques étrangères installées aux Etats-Unis ont été les olus promptes à réagir à une disposition qui les pique au vif : l'obligation de se constituer desormais en société holding de droit améri-

Jusqu'à présent, les banques étrangères se contentaient de fonctionner en simples succursales de

cain, à l'image de leurs consœurs

capital et observer des ratios de capitalisation qui, jusqu'à présent, n'avaient rien à voir avec ceux des autres banques américaines », explique l'un des banquiers concernes. « Dans l'esprit des auteurs du texte, on peut voir là un souci d'harmoniser la profession, mais tout le monde connaît le reproche fait aux banques etrangères de ne pas payer asset d'impôts aux Etats-Unis et d'avoir une attitude très laxiste en matière de coût des ressources, ce qui leur permet de jouer lottement sur leurs résultats o concède un autre professionnel.

Sitôt la menace confirmée. M. Lawrence R. Uhlick, directeur exécutif de l'Institute of International Bankers, l'organisme new-yor-kais chargé de représenter les établissements étrangers, a déclaré que la proposition du Trésor d'interdire aux banques internationales d'opèrer aux Etats-Unis à travers des succursales et des agences compromettrait le fonctionnement du système bancaire dans son ensemble et pénaliserait le marché financier américain ».

«Si d'autres pays venaient à exiger une mesure identique (un enregistrement de la banque là où elle opère, aux mêmes conditions juridiques que les établissements américains), on assisterait à une balkanisation du capital et à une perte d'efficacité sur les marchés mon-diaux », astirme M. Uhlick. Un rappel discret de la règle de réciprocité, les banques américaines installées dans la plupart des pays européens pouvant fonctionner et

SERGE MARTI

La France et l'Allemagne précisent leur position sur l'union monétaire européenne Après leur rencontre du jeudi l'institution ne sera qu'une « pré-

21 mars, les ministres français et allemand des affaires étrangères. MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, ont publié vendredi 22 mars un communiqué commun précisant leur position sur l'Union économique et monétaire européenne (UEM). Le texte stipule que la création de la banque centrale européenne interviendra bien au début de la deuxième phase de l'UEM, prévue pour 1994, et non, comme plusieurs dirigeants allemands en avaient exprimé le sonhait récemment, au terme de cette étape.

Le texte franco-allemand rappelle néanmoins qu'à ce stade,

misse institutionnelle », les autorités nationales gardant le contrôle de leur politique monétaire. La troisième étape, au cours de laquelle l'institution européenne sera pleinement opérationnelle et responsable, devrait commencer tir du le janvier 1997.

« La consérence intergouvernementale a été préparée de manière plus exhaustive et précise qu'aucune autre», souligne le communiqué, qui exprime le souhait que l'essentiel des travaux sur l'UEM, ainsi que sur l'union politique européenne, soit achevé avant l'été

En lancant des OPE sur Poliet et Ciments français

Paribas se renforce dans les matériaux de construction

d'échange (OPE) lancées par Paribas sur deux de ses participations, Poliet et Ciments français (le Monde du 23 mars), ont pour objectif de renforcer leurs structures financières et de créer un pôle important dans les matériaux de construction.

Les OPE sur Poliet et Ciments français permettent aussi à Paribas de conforter la base de son actionnariat stable, tout en changeant de dimension. Elles l'amèneront à prendre le contrôle de Poliet, un prendre le controle de Poliet, un holding regroupant des sociétés dans le secteur des matériaux de construction dont il est déjà actionnaire à 37,5 %, et des Ciments français dont il détient, via Poliet, 29,7 % des parts. Dans une deuxième phase, Paribas apportera ses titres Ciments français à Poliet par le bijes d'une cais à Poliet par le biais d'une OPE.

Ainsi se dessine une structure à trois étages composée de Paribas contrôlant Poliet, ce dernier ayant la majorité du capital des Ciments français. A l'issue de cet adossement, le groupe Poliet doublera de taille, avec un chiffre d'affaires de plus de 35 milliards de francs, un résultat net de 1,5 milliard et une capacité d'endettement de 3,5 miltiards. Cette restructuration met non seulement les Ciments français à l'abri de toute OPA éventuelle mais surtout, seion les initiateurs du montage, elle permet au troi-sième cimentier mondial de mobiliser rapidement des capitaux lors de prochaines acquisitions.

Cette rationalisation est faite en plein accord avec l'autre action-

Les offres publiques naire important des Ciments francais, Axa, qui, en cédant ses 16,57 % du capital, enregistre une plus-value nette d'un milliard de francs et renforce de 2 % sa participation dans Paribas. Celle-ci nassera à près de 7.5 %, se situant au niveau des autres grands actionnaires de la compagnie de la rue

Pour mener à bien ses différentes OPE, Paribas les financera par une augmentation de capital et par l'utilisation d'une partie de l'autocontrôle, qui reviendra de 6 % à 4 %. Le nombre de titres Paribas devrait croître de 20 % à 25 % par la création d'actions nouvelles, au maximum 23 millions venant s'ajeuter aux 69 millions existants. La capitalisation boursière, qui est actuellement de 34,5 milliards de francs, devrait augmenter de 7 à 12 milliards de francs en fonction des résultats de

u Lafarge Coppée consolide ses positions au Maroc et en Turquie. – M. Bertrand Collomb, président de Lafarge Coppée, a annoncé le 21 mars que son groupe avait décidé d'augmenter la participation (minoritaire) qu'il détient au Maroc dans la Cimenterie nouvelle de Casablanca . D'autre part, en Turquie, Lafarge Copoée a conclu avec le groupe Ybitas un accord de joint venture pour la construction d'une station de broyage à Ankara. Le chiffre d'affaires du groupe en 1990 a atteint 32,54 milliards de francs (+ 7 %) et le bénéfice net consolidé (part du groupe) 2,19 milliards (+ 1 %).

Giboulées

INDICE CAC 40 Avec l'arrivée du printemps, le temps des gibou-- 1,54 % lées est revenu. Déjà douchée la huitaine précé-

dente, la Bourse de Paris a. ces derniers jours, encore repris l'averse, de sorte que pour la seconde semaine consécutive les valeurs françaises ont baissé. Ce n'est rien de dire que cette

semaine avait mal commencé. Si mai que, dès lundi, le marché, à nouveau trempé, avait repiqué du nez (- 1,25 %). Loin de s'arrêter, les grélons allaient encore tomber dru le lendemain (- 2,08 %), avant que, mercredi, les lourds nuages noirs décident de faire la place, en deuxième partie de séance seulement, à quelques rayons de soleil (+ 0,65 %). C'était, il est vrai, la fin du mois boursier. Les ajustements d'usage étaient terminés. Ils laissaient la liquidation amputée, mais encore gagnante (+ 3,49 %), pour la deuxième fois de l'année, mais aussi pour la cinquième fois - seulement depuis quinze mois.

Jeudi, pour la première séance des cotations à fin avril, un mouvement de reprise s'amorçait, mais après s'être accéléré, il raientissait et la journée s'achevait sur une hausse peu convaincante de 1,09 %. A la veille du week-end, calme et morosité se conjuguèrent pour faire régner une belle indécision et porter la

22-3-91 Diff.

2 498 | - 39 1 255 | - 4 741 | + 5 3 656 | - 329 599 | - 15 283 | - 14 529 | - 17 110,50 | + 4,90 3 60 | - 2 1 501 | - 2

360 | - 2 1 \$01 + 32 485 - 7 143,40 - 0,70 629 - 60 307,10 + 1

328,10 - 9 2 020 - 84

22-3-91 Diff.

768 676

097 738 345

115

490 385

115,20

140 50,15 638

216,20 +

322 -356 -137,10 -

22-3-91 Diff.

342 + 3 68,30 + 1,30 128 + 4,80 54,50 - 0,60 19,20 + 0,30 33,80 - 0,40 17,75 - 0,05 39,60 - 0,40 152 + 4 50

22-3-91 Diff.

4 3,6

9 45

Diff.

430 + 10 148,90 - 1,10 773 + 1 430

427,50 --437 --564 +-239,50 --485 +-551 --1 045 --430 +-318 +-

22-3-91

109 571

<u>Bätiment, travaux publics</u>

496 428

849 283

Mines d'or, diamants

0,90 - 100

2,50

2,50

3,50 3

Matériel électrique

Alcatel-Alsthom
CSEE (ex-Signaux)
Générale des eaux
Intertechnique
Labinal

Lyon. des eaux Matra....

Radiotechnique.

Air liquide

CGIP..

Club Médite

EuroDisney

Groupe Cité Hachette.....

Havas ..

L'Oréal .

Saulnes Châtillon ...

Amgold..... Buf. Gold M. ...

Métallurgie,

Alspi
Dassault-Aviation
De Dietrich
Fives-Lille

Peugeon. SAGEM

Strafor, Facom

Auxil d'entr

Immoh. Phénix . J. Lefebyre.....

Lafargo-Coppée SGE-SB

De Beers..... Drief. Cons.

Sextant-Avionique ...

(1) Coupon de 5,40 F.

<u>Valeurs diverses</u>

Legrand .

Bourse à prendre d'abord du gîte (- 0,49 %) avant de retrouver son équilibre (+ 0,05 %). Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC 40 a encore baissé de 1,54 %

S'agit-il d'une nouvelle consolidation après huit semaines d'as-cension menée au pas de charge et ponctuée par une hausse iné-galée de 25 % ? A moins que la Bourse, comme les héros, ne soit fatiguée... Le moins que l'on puisse dire est qu'elle semble avoir perdu le feu sacré. Comment en serait-il autrement? La reprise était fondée sur l'espoir d'un redémerrage de l'expansion exalté par la fin des hostilités dans le Golfe. Or rien n'est encore vraiment venu soutenir cette espérance.

Méfiance

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a beau souligner que deux mois seront nécessaires après la fin des hostilités pour mesurer l'impact sur l'économie française, il ne convainc pas vraiment. Pas plus que les économistes américains, pour qui le croissance doit reprendre « durablement » à la mi-1991 outre-Atlantique. La réduction d'un bon tiers du déficit commercial francais oour février? Pour l'essentiel, elle résulte de la diminution des importations. Que dire de la hausse inattendue de la production industrielle pour janvier? a Prémeturée pour constituer un vrai signal », assurent les spécia-

Banques, assurances, sociétés d'investissement

AGF 530
AXA (ex-Cie Midi) 1158
Bail Equipemen 150
Bancaire (C*) 484
Cetelem (1) 662
CCF 167

Locindus 750 AXA (Cie du Midi) 1 158

(1) Coupon de 10 F

COURS

- bas .

R. et obl. Actions ..

Françaises.. Étrangères..

Mines, caoutchouc

ChargeursCPR

Eurafrance..... GAN___

Hénin (La)....

Suez (C fin.)... UAP

22-3-91

484 - 22 inch. 167 - 8 - 56 353,10 - 22,90 - 49 1765 inch. 1718 - 122

92,50 - 4 600 + 60 471,50 - 54,50

727 - 25 412,20 - 31,60

692 + 2 347,50 + 0,90 545 - 35 160 - 15

22-3-91

730 -309,70 + 114,40 + 88,10 -52,75 + 1,74 -

Mars 91

104,84

104,86

104,64

104,64

2 501 428

10 068 648

111

147 495

Nombre de contrats : 55 280.

- 35 - 15

Diff.

30 33,70 15,90

0.01

Diff.

- 38 + 18 - 2,10 - 22

En fait, les boursiers n'ont eu à connaître ces derniers jours que des nouvelles propres à nourrir leur méfiance. À commencer par la flambée des prix de détail aux Etats-Unis, qui paraît signer làbas une reprise de l'inflation et peut-être la fin d'une politique

complaisante pour le crédit. Sans parier du dollar, qui, dopé par « l'effet Bush » et la perspective d'une reprise économique dans le Nouveau Monde, donne un bon prétexte aux Aliemands pour différer une baisse de leurs taux et empêcher ainsi les Français d'en faire autant.

On peut toujours arguer de « l'audace » manifestée par la Banque de France en abaissant d'un quart de point son taux d'intervention sur appel d'offres. Insignifiant pour les boursiers. Pour les banquiers aussi, qui, malgré les injonctions de Bercy, traînent les pieds pour réduire leurs taux de base. Que dire de l'indicateur avancé calculé par la BNP, qui recule derechef en mars et témoigne que la France, à son

tour, est entrée en récession? La tournée économique et monétaire serait incomplète si l'on ne parlait pes du cri d'alarme lancé par M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank allemande, sur « le désastre de l'union monétaire allemande », une façon élégante de repousser à plus tard l'union monétaire européenne, que le président Mitterrand souhaite comme couronnement de son deuxième septennat. Ajoutons que la montée

Filatures, textiles

22-3-91

994 + 9 655 + 4 1 826 - 94 400.80 + 10.80 1 840 + 58

22-3-91 Diff.

120,10 -336,50 + 673 -

22-3-91 Diff.

1 991 -741 -794 -900 -810 -104,80 + 163,70 -

Déc. 91

_

105,10

21-3-91

2 193 428

6 332 911

bre 1990)

110,9

22-3-91

391 438 710

857

Produits chimiques

Dift.

magasins

Gal, Lafayette...... Nonvelles Galeries.

Pétroles

BP-France
ELF-Aquitaine

Total...... Exxon (1).

Petrofina

Labo Roser Bellon

Imp. Chemical.

ÉCHÉANCES

Sept. 91

105,30

105,32

105.20

105,20

105.14

20-3-91

2 478 940

8 385 606

114,4 109,8

303 740

Norsk Hydro.

MATIF

Juin 91

105,28

105,34

105.08

105.10

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Cours du vendredi au jeud

1 776 151

8 599 246

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décen

111,4

432 325

18-3-91 19-3-91

2 647 758

6 879 845

12 717 571 10 807 722 1 9 690 710 111 168 286 1 8 939 248

114,3

471,7 | 465,8 | 474,6 | 473,17

111

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

18-3-91 19-3-91 20-3-91 21-3-91

(base 100, 31 décembre 1981)

(base 1 000, 31 décembre 1987)

.... | 1777,91 | 1740,97 | 1752,22 | 1771,32 | 1772,14

163 107

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 22 mars 1991

du chômage en Europe, prévisible avec l'arrivée de la maind'œuvre venue de l'Est, poussera davantage à l'épergne qu'à la consommation, un factaur que les marchés ne pourront ignorer.

Que, dans ces conditions, les investisseurs aient jugé bon de camper sur leurs positions, comme en témoigne la relative semaine - la moyenne quotidienne des transactions n'a pas excédé 2 milliards de francs, ne saurait vraiment étonner. Leur comportement reste étroitement soumis à l'actualité.

Deux événements se sont produits en fin de semaine. L'un a concerné le bâtiment, avec la double OPE lancée par la Financière Paribas sur Poliet et Ciments français, sur la base de six actions Paribas contre cinq actions Poliet et d'une action Paribas contre une action Ciments Français au nominal divisé par trois.

L'autre a intéressé l'industrie du luxe. VIG (Vuitton investissement gestion), affaire contrôlée par la famille Vuitton, a, dans le cadre d'une application, cédé 450 000 actions LVMH (Louis Vuitton Moët-Hennessy), soit 3,25 % du capital du groupe de luxe, à Goldman Sachs, pour la modique somme de 1,6 milliard de francs. Ce « papier » devrait être reclassé sur le marché ou chez des « zinzins ».

<u>Alimentation</u>

Bongrain ...

Casino G., Perra...

Guyenne-Gasc. ... LVMH Occid. (Gie)

Olipar..... Penn.-Ricard

Or Sie Jallo en hann)

- Sillo en largol

- Pièce tracpaine (20 fr.)

- Pièce tracpaine (10 fr.)

- Pièce intine (20 fr.)

- Pièce intine (20 fr.)

5 dellar

Redoute (Le)....

Suez (Cª de).... Esux (G. des)...

Alc. Alsthom ... Saint-Gobain ... Elf Aquitaine ...

Total (Fr. P.) ...

Pengeot SA

AXA (ex-Midi) Lyon, Dunez ...

Saint-Louis...

ANDRÉ DESSOT

1 210

681

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

(20 fz)

e. Cas pièces d'or na sont cotées qu'è le sée

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Union Créd. Bit

Nore de Val. en titres cap. (F)

3064840 1057042928

374 169 262 382 024 665 634 346 943 954 83 976 320 468 896 188 194 206 286 064

847 900 118 278 279 801

248 093 378 356 334 789

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

176 085

1 386 173 662 240

867 463

413 191 440 909

L'Oréal 411 658 205 694 455 Eurot. SA-PLC 6277 045 320 469 221 L'Air liquide 432 011 295 725 035 411658

(") Du vendredi 15 mars 1991 au jeudi

22-3-91 Diff.

- 13

- 13 - 127 - 12 - 87 - 4,76 + 18 + 25 - 59 - 28

- 23 - 5,50 - 31 - 23 + 34 + 37 + 130

Baisse ¶

Cours Cours 15-3-91 22-3-91

59 300 53 300

NEW-YORK

Rechute

NOCEOUN 1085 pas, comme espéré, conduit la grande

Bourse de New-York a refaire ser forces pour franchir le mur, jusqu'ici interdit, des 3 000 points mesurés à l'indice Dow Jones

des industrielles, contrairement à ce qui avait été espéré. Le contraire s'est produit et le marché américain a pris une bonne bûche (-3 %), la plus belle de l'année même. Il faut remonter à la dernière semaine du mois de décem-bre 1990 pour en retrouver une de cet acabit.

Les nouvelles de nature à faire froncer les sourcils des investisseurs n'ont, il est vrai, pas manqué. A commencer d'entrée de jeu par les perspectives pessimistes pour l'industrie chimique dressées par les analystes, au point que le plus vieux et plus célèbre journal boursier new-yorkais Barron's recommande aux porteurs d'alléger leurs positions sur Du Pont. Ce qui s'est rarement vu. Les premières secousses ainsi imprimées au mar-ché ne furent rien à côté des turbu-lences causées vingt-quatre heures plus tard par IBM, valeur superstar de l'indice, la « Blue Chips » par excellence. Alors que les augures avaient laissé espérer des résultats trimestriels raisonnables pour le numéro un de l'informatique, «Big Blue » annonçait au contraire une chute prévisionnelle de 50 % environ de son bénéfice pour les trois

Du «biues», Wali Street s'est mis à broyer du noir (-2,12 %) durant la scule journée de mardi). La publication en rafale de l'indice des prix de détail pour février, deux fois plus élevé que prévu, et du déficit commercial pour jan-vier, nettement aggravé à 6,99 milliards de dollars, n'arrangea rien. liards de dollars, n'arrangea riea.
Le marché américain tenta bien de surmonter ses faiblesses, mais sans y parvenir vraiment. Dans l'immédiat, les opérateurs ne croient pins vraiment à un assouplissement du crédit et attendent avec inquiétude la publication des premiers résulla publication des premiers résultats d'entreprises pour le premier trimestre.

Indices Dow Jones du 22 mars :

2 858,91 (c. 2 948,27)		
	Cours [5 mars	Cours 22 mars
Mobil Oil Pfizer Schlamberger Texaco	67 7/8 33 7/8 48 15 37 3/4 44 5/8 57 1/8 68 3/4 40 22 1/2 127 55 5/8 64 1/2 64 1/4 144 1/8 13 1/4 30 29 56 1/8	65 5/8 33 5/8 47 5/8 36 1/2 43 1/8 57 7/8 66 1/4 37 1/2 22 1/8 111 1/2 54 1/4 64 3/8 104 1/4 140 7/8 30 1/4 28 5/8 53 1/2

TOKYO

Tassement

semaine encore à sortir de l'indéci-= 0,85 % sortir de l'inven-sion. Rien, il est vrai, ne s'est produit pour l'inciter a reprendre sa progression. La fai-

blesse du yen vis-àvis du dollar, la baisse de Wall Street : autant de raisons qui ont

poussé le marché nippon à décrocher un peu. La semaine avait pourtant bien

commencé. Lundi, stimulé par la belle allure de New-York, la Bourse tokyote s'était offerte un petit galop et le Nikkei était alors monté brièvement à la cote 27 270. Mais le vent avait ensuite tourné et suivant Wall Street dans son dérapage, le Kabuto-cho enre-gistrait sa plus forte chute de l'année. Fut-ce le repos forcé observé mercredi pour célébrer la Fête de l'équinoxe? En tout cas, jeudi, le

Le Kabuto-cho n'a marché japonais avait retrouvé pas réussi cette quelques couleurs, mises sur le compte de l'espoir d'une basse du taux de l'escompte pour le début avril. Cette rumeur évoquée par le Nihon Keizei n'a pas été confirmée, mais la prenant pour la première hirondelle du printemps, les investisseurs procédèrent vendredi à quelques achats, qui éviterent au bilan hebdomadaire de

> Indices du 22 mars : Nikkef, 26 613,19 (c. 26 843,10); Topix, 1 980,80 (. 2 008,95)

BRUNO BIROLLI

·	Cours 15 mars	Cours 22 mars.
Alai	860 1 130 1 629 2 650 1 560 1 840 820 6 680 1 950	752 1 136 1 566 2 669 1 470 1 750 799 6 680 1 830

FRANCFORT

Déprimé : - 3,2 %

De la préoccupation, la Bourse allemande est passé à la déprime et la semaine écoulée s'est achevée sur un bilan assez lourd (- 3,2 %). Les causes de tracas n'ent pas

manqué, à commencer par l'inso-lente hausse du dollar pour partie liée à la reprise de l'inflation aux tetats-Unis, qui pourrait bien met-tre fin à la politique accommo-dante du FED pour le crédit. Ajou-ter à cela la montée du mécontentement dans l'ancienne Allemagne de l'Est et la déclaration fracassante du président de la Bundesbank sur « le désastre de l'union monétaire allemande » : autant de raisons qui ont poussé les investisseurs à se dégager, mais sans préci-pitation exagérée cependant.

Indices du 22 mars : DAX, 1 520,29 (c. 1 570,55); Commerzbank, 1 826,10 (c. 1 904,40).

	Cours 15 mars	Comes 22 mars
AEG BASF Bayer Commerchank Deutschebank Hoechst Kanstadt Mannesman Siemens Volkswagen	210 238 48 279,40 262,50 644,50 244,20 547 298 617,66 368,50	289 234,80 267,80 259,50 615 241,10 540 279 594,50 354,90
Le Monde	PUBLICE	TÊ

LONDRES

Déception -2,2 %

Le charme est rompu et après huit semaines de hausse, le London Stock Exchange a tourné casaque. Si bien que, d'un vendredi à l'autre, l'indice Footsie des 100 valeurs a baissé de 2,3 %.

D'une façon générale, les inves-tisseurs ont été déçus par la baisse, jugée trop faible, des taux d'intérêt (un demi-point de moins à 12,5 %), par le projet de budget aussi, jugé beaucoup trop neutre, par le relèvement inattendu de la TVA de 15 % à 17,5 % — qui annule dit-on, les mesures fiscales annule, dit-on, les mesures fiscales prises en faveur des entreprises. De surcroît, si les prévisions d'infla-tion pour 1991 sont optimistes (4 % seulement), la bonne impression causée a été contrebalancée par la perspective d'une baisse de 2 % du produit intérieur brut.

Indices «FT» du 22 mars : 100 valeurs, 2 440,5 (c.2 494,2); 30 valeurs, 1 949,7 (c. 1 983,5); mines d'or, 145,3 (c. 145,6); fonds d'Etat, 856,03 (c. 84,61)

Sowater 5 BP 3 Charter 5 Courtanids 3		
[1]	,77 ,32 ,95 ,94 2,31 0,20 6,00 8,33 ,84 ,77 ,42	5,97 3,32 5, 3,99 12,69 10,49 15,50 9,97 8,60 4,80 7,47

حكدلمن زلإمل

La cadence des nombres des sions en écul s'est aires en culture de la company de la co ans. If se montal in dies of a milions. Son engine est manual mant de 335 milions.

L'affaire est inflicte monte est montre combine i est amount pour les très grands i est amount pour les très grands i est amount pour les très grands i est amount cons, de sorte qu'il y ar al langue une dont le traite d'amfile facilité d'actualiné et qu'ons parque définée de l'accroître. Ampine con montre de la coute normalement montre de la coute normalement montre de la coute sont prèts à actualité de la coute d'autant plus lantes de la coute d'autant plus lantes de la faction de la coute un faction de la faction de la coute d

des titres. Au cours de manage place Au cours de la missage prochain de la montant de la montant de la montant de la reconne de la constant de la reconne de la montant de la constant de la missage de la miss miers mois de l'année. On se pain en effet plus conspier sur le minime massif que les des des apparts de annébreux inventisseurs aux litrais Lois, breux inventisseurs aux litrais Lois, d'avoir trop factionent pointaire les vues de ceux qui lour productations un renferentment imminent de la valeur de l'éta at Catament miniment de la valeur de l'éta at Catament miniment de la perspective proche d'ann Employers une sur le plan monditaire.

Les métacles de vente employers

unic sur le plais monétaire.
Les méthodes de vente employées par certains émultiers noise-Arbètique sont lettendiement démonétée et critiqueles et plusieurs spécialisées counsel M. Brendem Ections de Missouhit Floance International, s'actendent même à une réaction négative de la part des gentionnaires de conde centerraines par les mémors le coronnaises en feurles et me par les mémors le coronnaises enferre et acuvent le coronnaises internes et acuvent

MATIÈRES PREMIÈRE

Qui est capable de putant l'é tion des prix du calé dans les années à venir? Fersonie experts l**ondosis** Intelligence Upir (EIU), qui a qu'au cours des sinq proclass pagnes le marché va nette redresser. A y regarder de plus p pronostic est soume toute per l la règle d'usage verifier qu'el tombés si bas les max del gr no peuvent que sentinat. Illa ment être si affirmatie peuvent que sentinat plum matière première appet la résoluble sentine avoir attendiment celle contraine avoir attendiment de contraine avoir la consonné devrait déparent la production table dans air public avoir alors de consonné alors. Il les aires production de consonné alors de consonné de conson

passeront alors of the moyer 69.1 cents to Sym ca 1989 100 conts 18 Sando Pro-(1991-1992), swant d 18 125 cents d'ici 1995-1996, Les londoniers éstatels, que la sal du café ca. 1989-1990 a sa

PRODUME COURS DE

: .		JE 11 2 20 Feb.	
		E-1-7-1	D. 112
			*
T-0			
·	20 Marie 27 17		ووسما
		Jan. 10.	Series P
' :- :- :- :- :- :- :- :- :- :- :- :-			-
Alexandria	والتبار وعظ	2 T. L. W. T. T. T.	- 7
	2.5		
100			TO THE
		45-2-	
	land.		remail:
701-1-0			
	-	Part of the last o	-
. Tm	in mining		
310	7.	Pelast	
	NA MA	** · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	46
		4.4	484
Sec			بتحوي
	10.00	P -	_
	And Sept. 1		نور
-			
Lane	The second of		
			30.0
			10.00
	Laster -	1 - 2 E	4.6
	- 47. S	200 6	Ϋ́
Circo	Mo Rill o		Уŝ
Cacao	No Set	1 110	Ý
Cacao	for sale		
Cacao			
Carpo	Mili	75 53	19-20
Carpo	Mili	75 53	19-20
Carpo	Mili	75 53	19-20
Carpo	Mili	75 53	19-20
Carpo	Mili		
Carpo	Ma		
Carpo	dia (Clicudi dai		
Carpo	Mili		
Carpo	dia (Clicudi dai		
Carpo BM Madi	Chicali (Chicali (Chicali (Chicali		
Carpo BM Madi	Chicali (Chicali (Chicali (Chicali		
Carpo Bld Mass	Chicago Chicago Mari Chicago Val		
Carpo Bld Mass	Chicago Chicago Mari Chicago Val		
Carpo Bld Mass	Chicali (Chicali (Chicali (Chicali		
Carpo Bld Mass	Chicago Chicago Mari Chicago Val		

15.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un calendrier toujours chargé pour les emprunts en écus

La cadence des nouvelles émissions en ècus s'est, certes, nettement ralentie ces dernières semaines, mais elle ne s'est jamais interrompue elle ne s'est jamais interrompue vraiment. La transaction la plus récente a été lancée vendredi 22 mars. Elle consiste en une nouvelle tranche de 50 millions d'écus, que la Banque européenne d'investissement, par l'intermédiaire d'une europanoue japonaise. IRI Internaeurobanque japonaise, IBJ Interna-tional, a rajouté à son emprunt 9 %, qui viendra à échéance en 1999. Cet emprunt avait vu le jour voici deux ans. Il se montait au départ à 150 millions. Son encours est mainte-nant de 335 millions.

L'affaire est intéressante, car elle montre combien il est important pour les très grands débiteurs de disposer de toute une gamme d'opérations, de sorte qu'il y en ait toujours une dont le taux d'intérêt facial soit d'artualité et qu'on misse aigment d'actualité et qu'on puisse aisément l'accroître. Augmenter un emprunt coûte normalement moins cher à un débiteur que d'en lancer un nouveau. Les gestionnaires de fonds sont prêts à accepter des conditions d'autant plus justes que la taille d'une transaction est élevée, car ils y voient un facteur de négociabilité

Au cours du trimestre prochain, le Compartiment de la monnaie euro-péenne devrait continuer d'être vivement sollicité. Il pourrait, toutefois, l'être moins que durant les pre-miers mois de l'année. On ne peut en effet plus compter sur le soutien massif que lui ont apporté de nombreux investisseurs aux Etats-Unis. Ceux-ci regrettent aujourd'hui de s'être montrés un peu trop crédules, d'avoir trop facilement partagé les vues de ceux qui leur prometiaient un renforcement imminent de la valeur de l'écu et faisaient miroiter la perspective proche d'une Europe

unie sur le plan monétaire. Les méthodes de vente employées par certains courtiers outre-Atlantique sont actuellement dénoncées et critiquées, et plusieurs spécialistes, comme M. Brendam Brown, de Mitsubishi Finance International, s'at-tendent même à une réaction néga-tive de la part des gestionnaires de fonds américains qui, en janvier et en février, n'ont pas su résister à la propagande intense et souvent outrée dont bénéficiait alors l'écu.

européenne figure à plusieurs reprises. Elle s'apprête à emprunter pour le compte de trois pays d'Europe de l'Est: la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie. L'opération tchécoslovaque devrait porter sur 185 millions d'écus et elle aura lieu vraisemblablement en avril; la hongroise est de l'ordre de 250 millions et la bulgare, qui se fera en deux tranches, totalisera 290 millions. A ce programme devrait s'ajouter un ce programme devrait s'ajouter un autre emprunt de 160 millions d'écus, dont le bénéficiaire sera l'Etat d'Israël, Les fonds recueillis sur le marché des capitaux seront sur le marche des capitales soit le prêt sera reprêtés à ce pays, mais le prêt sera bonifié de façon à réduire de 23,5 millions la charge d'intérêt. Cette aide à Israël est une conséquence de la guerre du Golfe.

La Belgique et l'Autriche à la recherche de francs suisses

D'autre part, parmi les débiteurs souverains qui pourraient se présen-ter prochainement, la France, l'Italie et l'Espagne ne devraient pas tarder. En revanche, les chances de voir l'Allemagne lancer un grand emprunt d'Etat en écus ont considérablement diminué depuis que, jeudi dernier, M. Karl Otto Poehl, le président de la Banque centrale, en a rubliquement décausement les en resident de la Banque centrale, en a publiquement désapprouvé le projet. De même, le Danemark, long-temps considéré comme un des candidats les plus sérieux à l'emprunt en écus, paraît actuellement moins sûr : la situation financière de ce pays est présentement très favorable et son endettement, cette année, sera contenu dans des limites très raisonnables. Il ne lui reste pas plus d'I milliard de dollars à drainer d'ici à la fin de l'année sur le marché international des capitaux.

Deux pays européens, la Belgique et l'Autriche, cherchent ces derniers jours à s'endetter en francs suisses, devises assorties de taux d'intérêt les plus bas de notre continent. Ils l'ont fait de façon détournée, empruntant dans d'autres monnaies, le dollar et le franc français, puis concluant des contrats d'échange, au terme des-quels ils disposent de fonds dans la monnaie de leur choix, à des conditions extrêmement intéressantes qu'ils n'auraient pas pu obtenir directement

mois, la Communauté économique marché de l'eurodollar où elle est

l'emprunteur d'une grande opéra-tion de 400 millions d'une durée de sept ans. Les titres, rémunéres su taux facial de 8,75 % étaient propo-

sés mercredi aux investisseurs à un prix correspondant à un rendement de 56 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) de plus que les obligations du Trésor améri-cain. L'opération a été très bien accueillie au Japon, où l'intérêt pour des placements en dollars est pro-

Parallèlement, l'Union de banques suisses, à qui le mandat de l'emprunt belge était consié, dirigeait également une émission de 200 millions de francs suisses pour une société du groupe pétrolier BP, qui, pour sa part, souhaitait obtenir des fonds en dollars. En permutant les deux onésaitone il était possible les deux opérations, il était possible de satisfaire une partie des exigences de la Belgique à un coût très avanta-geux puisque, tout compris, la tran-saction de BP revient pour son emprunteur à 7,08 % l'an. La banemprunteur à 7,08 % l'an. La ban-que s'est chargée d'organiser d'au-tres transactions des changes pour finalement procurer quelque 550 millions de francs suisses au Trèsor de Bruxelles, à un taux infé-rieur à 7,10 %. La dette extérieure de la Belgique est, à raison de 32 %, libellée en francs suisses.

Quant à l'Autriche, c'est au travers d'un emprunt en françs français de quinze ans de durée, qu'elle a obtenu 150 millions de francs suisses pour une durée de quinze ans, qu'il lui faudra rémunérer en fonction de l'évolution du loyer de l'argent à court terme. L'opération, d'un caractère tout à fait privé, a été organisée par la banque américaine J.-P. Morgan. Elle sert à endosser une emprunt subordonné de 3 mil-liards de frança français émis par la société française Merlin Gerin.

Pour ce qui est des placements privés en francs français, les pouvoirs publics n'en autorisent le montage que cas par cas et il faut que les banques qui s'en chargent remplis-sent les mêmes conditions que celles habilitées à diriger des émissions publiques. C'est pourquoi, d'une façon générale, elles ne permettent pas que dans le cadre d'un programme de medium term notes soient effectués des tirages en francs français. Le permettre serait admettre que les missions d'emprunt en francs se fassent à leur insu

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar à 5,60 francs

M. Poehl comme «politique» et peu

Le dollar continue son ascension cette semaine, poussant une pointe, mardi 19 mars, à plus de 1,67 deut-schemark et de 5,678 francs, avant de céder un peu de terrain à la veille du week-end, sous les coups de boutoir répétés des banques centrales. Celles-ci ont, à nouveau, entrepris de «casser» une spirale haussière qui paraît, de plus en plus, revêtir un caractère spé-culatif.

ment sous-évalué et sa remontée récente (plus de 10 % en cinq semaines) doit beaucoup à «l'effet Bush», à l'espoir d'une reprise de l'économie américaine, à l'arrêt possible de la baisse des taux d'intérêt, aux achats massifs de «billets verts» après la fin de la guerre du Golfe, pour des fins commerciales essentiellement

Baisse probable

Maintenant, on spécule sur la pour-suite d'un mouvement qui est fondé sinte d'un inouvement qui est tonce autant sur la baisse du mark que sur la hausse du mark que sur la hausse du dollar. A cet égard, la véritable bombe lancée mardi 19 mars à Bruxelles par le président de la Banque fédérale d'Allemagne, M. Karl-Otto Pochl, n'a pas fini de diffuser ses pudes de chor sur les marchés internaondes de choc sur les marchés interna tionaux. En déclarant tout crûment que les effets de l'union monétaire allemande étaient « désastreux », M. Poehi a laissé entendre que de graves difficultés étaient à prévoir dans les mois qui viennent, tout en réglant un vieux compte avec le chan-celier Kohl. En février 1990 ce demier l'avait placé devant le fait accompli par l'union monétaire allemande et la

fameuse parité « ein für ein » (un mark de l'Est échangé contre un mark de

La montée du taux de chômage en ex-RDA laisse prévoir un été et un automne «chands», voire une explo-sion sociale à Leipzig, à Dresde et à Chemnitz. Si on y ajoute une autre montée, celle de l'inflation au second semestre – provoquée par la baisse du

semestre – provoquee par la basse du mark, qui accroît le cout des importa-tions, – et les mesures fiscales au le juillet (plus d'un demi-point, on davantage de hausse des prix), il est bien possible que la tenue du mark en soit affectée, au-dehors et en dedans du Système monétaire européen (SME). N'oublions pas, enfin, l'agita-tion politique en URSS, dont chaque rebondissement se répercute sur les marchés financiers d'un pays en première ligne face à l'Est.

Voici réunis les éléments d'un cocktail qui risque d'être bien amer pour la Bundesbank, dont la marge de manœuvre devient de plus en plus étroite. Cette banque centrale peut, certes, relever à nonveau son taux directeur pour freiner la baisse du mark mais, ce faisant, elle alourdit les mans mans, ce ransun, cue acouron les charges pesant sur les entreprises alle-mandes au moment où un effort exceptionnel est demandé à l'Alle-magne. Douloureux dilemme!

Net raffermissement du franc

Au sein du SME, l'événement a été l'amorce d'un raffermissement du franc, essentiellement vis-à-vis du mark, essentement vis-a-vis du mark, dont le cours est revenu de 3,4080 francs à 3,40 francs et même im peu au-dessous pour la première fois depuis le début de février dernier. Ce raffermissement est d'autant plus remarquable qu'il s'effectue au lendemain d'un abaissement plutôt symbo.

l'Ouest), parité considérée par **COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 22 MARS 1991** (La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

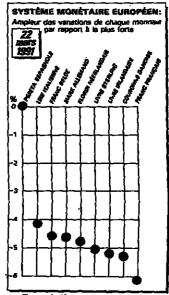
Franc D.mark Franc beige Florin | Charle | S.E.U. | France | F

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 mars, 4,0789 F contre 3,9707 F le vendredi 15 mars.

lique il est vrai, du taux directeur de la Banque de France, et en dépit des fluctuations du mark visà-vis du dol-lar : auparavant, la devise allemande pouvait monter ou baisser vis-à-vis du «billet vert», son cours se maintenait à près de 3,41 francs à Paris. Aujourd'hui, il n'est pas exclu de voir ce mark revenir au-dessous de 3,40 francs, en raison de la situation économique outre-Rhin, comme il a été exposé précédemment. Rappelons qu'au second semestre 1991, le rythme de l'inflation allemande risque de dépasser celui de l'inflation française,

phénomène gros de conséquences. Autre phénomène, la peseta espaole caracole toujours en tête du gnole caracole toujours en tête du SME, maigré l'abaissement d'un point du taux d'intervention de la Banque d'Espagne, ramené, il y a huit jours, de 14,50 % à 13,50 %. Cela n'a pas suffi, car les banques centrales de France et d'Espagne ont du intervenir trois jours d'affilée pour empêcher la peseta de crever son plafond vis-à-vis du franc (écart maximum de 6,18 % au sein du SME). Le flux des capitaux en direction de la péninsule est encore trop fort, estime-t-on. Toutefois, le secretaire d'Etat espagnol à l'économie, M. Pedro Perez, a déclaré, jeudi 21 mars, que les taux d'intérêt à Madrid pourraient encore baisser « dans un proche avenir» si l'inflation continuait de refluer et si le déficit de la balance des paiements courants diminuait, indication déjà donnée la veille par le premier ministre,

FRANÇOIS RENARD



MATIÈRES PREMIÈRES

La hausse dans le marc de café

Qui est capable de prévoir l'évolu-ion des prix du café dans les cinq nnées à venir? Personne, sauf les xperts londoniens de l'Economist ntelligence Unit (EIU), qui estiment tion des prix du café dans les cinq années à venir? Personne, sauf les experts londoniens de l'Economist Intelligence Unit (EIU), qui estiment qu'au cours des cinq prochaines campagnes le marché va nettement se redresser. A y regarder de plus près, le pronostic est somme toute peu risqué, la règle d'usage voulant qu'après être tombés si bas les prix du grain noir ne peuvent que remontet. Mais comment être si affirmatif pour une matière première dont la demande solvable semble avoir atteint ses limites, celle-ci apparaissant de surcroît inélastique aux prix?

D'après l'EIU, la consommation devrait dépasser la production exportable dans un proche avenir. Les prix passeront alors d'une moyenne de 69,1 cents la livre en 1989-1990 à 100 cents la saison prochaine (1991-1992), avant d'atteindre 125 cents d'ici 1995-1996. Les experts londoniens estiment que la grave crise du café en 1989-1990 a incité de nombreux planteurs à réduire sensipe des engrais et des pes-

olement i usage des engrans et anni		
PRODUTTS	COURS DU 15-3	
Cultre h. g. (lamites)	i 344 (+ 33)	
Trois mais	Livres/tonne	
Aleminiaus (Londes)	1 512 (~ 30)	
Trois mois	Dollars/tonne	
Nickel (Loudes)	9 180 (+ 558)	
Trois mois	Dollars/toune	
Secre (Pass)	296 (- 5) Dollars/togne	
Cufe (Lendres)	596 (+ 40)	
Mai	Livres/tonne	
Casao (New-York)	i 119 (- 43)	
Mai	Dollars/tonne	
Rié (Chicago)	283 (+ 8) Cents/boisseau	
Mai	253,75 (+ 4,75)	
Mais (Chicago)	Cents/boisseau	
3 fai	i66 (+ 0.7)	
Soja (Chicago)	Dollars/L courte	
Mai	indique la	

variation d'une semaine sur l'autre.

la production exportable devrait reculer de 5 % et s'établir à 71,3 millions de sacs de 60 kilos. Les importations, poursuit l'Economist Intelligence Unit, s'inscriront cette année en baisse de 11 %, les consommateurs ayant tendance à puiser dans les sto-cks considérables amassés depuis l'éclatement de l'accord international

en juillet 1989. A partir de 1991-1992, la tendance pourrait s'inverser avec une produc-tion exportable de 77,4 millions de sacs, qui sera inférieure à la consonmation attendue de 79,3 millions de sacs, en progression de 12 % «Les importations seront supérieures à la production exportable pendant quatre des cinq prochaines saisons, précise le rapport de l'ElU, et les stocks des producteurs diminueront de plus de cinq millions de sacs entre septembre 1991 et septembre 1996, passant de l'équivalent de 10,4 mois de consommation à 8,5 mois »

La consommation européenne s'accroît

Les projections d'accroissement de la demande portent peu sur les Etats-Unis, où les consommateurs s'inquiètent des effets possibles du café sur leur santé, les boissons fraîches non alcoolisées exerçant en outre une concurrence sur ce marché. Le café devrait en revanche être davantage apprécié au Japon et en Extrême-Orient Quant à la consommation Orient. Quant à la consommation européenne, qui pourrait globalement augmenter de 11 % dans les cinq prochaines années, elle enregistrera ses plus fortes progressions dans les pays du sud de la Communauté, comme l'Espagne et l'Italie. Elle sera plus faible en France, aux Pays-bas et au Royaume-Uni.

Ces prévisions peuvent paraître optimistes au vu de la situation qui prévaut depuis deux ans sur le mar-Sola (Lincago)
Mai

Dollars L. courte
Mai

Dollars L. courte
Mai

Dollars L. courte
Mai

Dollars L. courte
Le chiffre eatre parenthèses indique la plus considérables (quelque 10 millions de sacs entreposés en Europe et lions de sacs entreposés en Europe et lio

Golfe ont toutefois montré que les consommateurs pouvaient entrer dans des cycles d'achats irrationnels. Les ventes de café en France sont ainsi passées d'un indice hebdoma-daire de 100 à 148 au dernier trimestre de 1990.

On constate aussi que nombre de planteurs, découragés par la faiblesse des prix, ont tendance soit à pratiquer la rétention de leur marchandise, soit à soigner avec moins d'attention leurs caféiers, au total à produire moins. Entre mars et juillet, les profession-nels considèrent que 8 millions de sacs de robusta seront consommés dans le monde, pour une sortie des ports brésiliens, ivoiriens, indiens, vietnamiens et autres évaluée à 6 millions de sacs. En Côte-d'Ivoire, le financement manque pour l'achat de 100 000 tonnes, soit environ la moitié de la récolte.

Au Brésil, les surfaces de cafeiers plantées dans l'État de Sao-Paulo plantées dans l'Etat de Sao-Paulo pourraient diminuer cette année de 10 %. Un désockage apparaît inévitable et, avec lui, une remontée au moins légère des prix à court terme. L'avenir à plus longue échéante ne peut être décrit avec assurance que par les lecteurs avisés du marc de café... Il reste que cette matière première demeure cruciale dans nombre mière demeure cruciale dans nombre de pays d'Amérique latine et d'Afri-

aue. Les exportations d'arabica ont ainsi rapporté en 1990 1,4 milliard de dollars à la Colombie, ce montant dépassant pour la première fois celui tiré par le Brésil de la même activité (1,3 milliard de dollars). Les professionnels de Bogota attribuent cette percée à l'offensive commerciale lancée vers l'étranger (en Asic notamment) par le gouvernement colom-bien après l'éclatement de l'accord international. La Colombie a glané 1,4 milliard de dollars en exportant 13,9 millions de sacs, alors que le Brésil, tout en écoulant un plus gros volume (17 millions de sacs) a tiré un

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Eclaircie en Europe

Après la Banque d'Espagne la semaine dernière, la Banque de France et la Banque d'Angleterre ont abaissé leur taux d'intervention cette semaine, confirmant le sentiment de détente qui flottait dans l'air; un véritable printemps! La Banque de France ouvrait le feu, hundi 18 mars, en réduisant par surprise son taux directeur, celui des adjudications sur effets de première catégorie, ramené de 9 1/4 % à 9 %. Par surprise, aupra page di cer depuis des avons-nous dit, car, depuis des semaines, les opérateurs attendaient semaines, les operateurs attendaient cette réduction, mais ils savaient bien qu'une telle mesure ne serait pas prise sans une réduction analo-gue en Espagne – pour faire baisser une peseta trop vigoureuse – et sur-tout un raffermissement du franc visà-vis du mark, dont le cours s'obsti-nait à dépasser 3,40 francs, frôlant même 3,41 francs jeudi 14 mars, à deux centimes du plafond de 3,43

Accueil médiocre

Certes, Madrid avait cédé aux Certes, Madrid avait cédé aux pressions, sans aucun effet, il est vrai, mais il restait le mark. Lundi donc, cédant prudemment à l'insistance de la rue de Bercy, la Banque de France s'exécutait... et le franc montait les jours suivants (voir en rubrique « devises et ar »), ce qui prouve bien qu'une baisse des taux d'une banque centrale, lorsque les données fondamentales du pays sont bonnes (milation, déficit budgétaire) bonnes (inflation, déficit bud est considérée par les milieux finan-ciers internationaux comme une preuve de confiance dans la mon-

A la veille du week-end, enfin, pour la troisième fois depuis la mi-fevrier, la Banque d'Angeterre abais-sait son taux d'intervention, ramené à 12,5 %, contre 14 % il y a un mois, ce qui faisait plutôt monter la livre sterling.

A Paris, la diminution du taux

directeur de la Banque a été très sil, tout en écoulant un plus gros médiocrement accueillie, dans la ume (17 millions de sacs) a tiré un ins bon parti des prix.

ÉRIC FOTTORINO (9 1/8 % à 9 1/4 % avant la mesure),

peu généreuse (un quart de point) et insuffisante pour compenser la hausse des taux allemands à court terme (9 % actuellement). De plus, l'institut d'émission élargissait le «chenal» d'évolution du loyer de l'argent, porté de trois quarts de point à un point, puisque le taux des pensions à très court terme restait fixé à 10 %, et retirait 15 milliards de francs du marché. Audacieux mais point téméraire, il avertissait les opérateurs que l'assouplissement

était symbolique. Mais les symboles sont importants et, dans le cas présent, il est bien clair que tout raffermissement du franc vis-à-vis du mark, processus déjà amorcé, rend à la Banque de France un peu de sa liberté de manœuvre. Cela signifierait la poursuite de la baisse des taux à court terme; quant au long terme, il dépend, encore, de la tenue des obli-gations allemandes (BUND) dont le rendement s'est élevé à 8,45 %, en raison de la baisse du mark et des propos alarmistes de M. Poehl.

L'évolution du MATIF reflète bien cet espoir diffus, le cours de l'échéance juin remontant à 105,20, après avoir fluctué de 105,60 à 104,60. De son côté, le rendement de l'OAT 10 ans a subi l'influence allemande, passant de 8,95 % à 9,13 %

Sur le marché obligataire de Paris, l'atmosphère est toujours bonne, avec le retour, signalé la semaine dernière, des grands investisseurs et des OPCVM, qui parient maintenant sur le long terme, en prévision d'un reflux du court terme. Dans ces conditions, le Crédit national a levé, avec grand succès et en un tournemain, 1,5 milliard de francs sous l'égide du Crédit agricole et de la l'egide du Credit agitour et de la Société générale, grâce à son coupon élevé pour une grande signature : 9,40 % nominal et 9,50 réel, ce qui plaît à tout le monde, OPCVM et particuliers.

Bon succes également pour le Gaz de France (1 milliard de france), en dépit d'un coupon moins élevé (9,10 % normai et 9,23 % réel) avec

August Commission of the state of the state

le même Crédit agricole. Les 550 millions de francs de COFIsous la conduite de la Société géné-rale, grâce à un très beau coupon de 9,70 %, tandis que FINANSDER plaçait sans problème aucun son emprunt de 500 millions de francs à 9.40 % nominal et 9.32 % réel. assorti, il est vrai, de la très rare garantie de l'Etat, dont cet émetteur continue à bénéficier.

D'autre part, FLORAL, deuxième signature du Crédit local de France (groupe de la Caisse des dépôts), a lancé une émission obligataire de 500 millions de francs, sur huit ans, sans coupon mais avec indexation sur l'indice CAC 40 des actions francaises. An bout de huit ans, FLOcaises. Au bout de huit ans, FLO-RAL remboursera le capital initial, plus 115 % de la croissance de l'in-dice CAC 40 sur les huit ans, avec pour plafond huit fois le capital ini-tial, soit un rendement maximum de 29,70 % par an. Le porteur aura la possibilité de se désengager à partir de la cinquième année par échange avec des obligations à taux fixe, en tenant commte de la propression de tenant compte de la progression de l'indice CAC 40. Véritable « coupon zéro », cette émission, dirigée par la Caisse des dépôts et Bankers Trust, offire pour la première fois à l'ensemble des lineagues de la compte de la compt ble des investisseurs du marché domestique, institutionnels, OPCVM et particuliers, la possibilité de s'inté-resser à l'évolution de l'indice par le biais d'obligations.

Le Trésor a lancé sa première opération de trachat, contre espèces, de titres de la dette publique, sous forme d'une adjudication « à l'envers», proposée aux détenteurs de bons en compte courant à intérêt annuci (BTAN) sur trois lignes. Un programme de rachat a été élaboré, on le sait, afin de diminuer la charge financière de la dette publique notamment par l'amélioration de la liquidité des titres d'Etat, de «lisser» le profil de tresorerie de l'Etat, pour obtenir une plus grande régularité de ses appeis au marché et d'ailonger la durée moyenne de la dette publique.

الرجيد المراجي الركاية الإنجاب المنافرة

gyggagita i fillion bergativa 💎 🖘

والمرافع والمنافع وال وه المراجع والمواجع المواجع المواجع المراجع والمراجع المراجع والمراجع والماجع والمراجع والمرا

Section 1984

およけん デー・デート

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The Park Control of the Control

The second of th

新疆一种

and the second

The second second

The state of the s

-35% - 17°

The same of the sa

And the second second

Mark Market

· 李 李 · 李 ·

445.55

The Item of the second second

Le Monde

Tirs à la carabine sur les CRS

Regain de tension à la Réunion

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION de notre correspondant

.

Le climat s'est alourdi à la Réunion, vendredi 22 mars au soir. Des affrontements ont opposé des petits groupes de manifestants aux forces de l'ordre qui, pour la première fois, ont essuyé des tirs de carabine.

La journée avait pourtant été calme, comme d'habitude.

M= Mitterrand qui est arrivée dans l'île jeudi, a rencontré, au Chaudron, une délégation de ce quartier où ont commencé les récentes émeutes. La population a accueilli chaleureusement l'épouse du président de la République. Des jeunes, des mères de famille lui ont demandé de faire libérer les «émeutiers» emprisonnés et d'intercéder auprès du président de la République pour

la protection de Télé Free-DOM. Les jeunes du Chaudron, en présence du maire adjoint - et aussi des CRS, - ont organisé une conférence de presse. « On

L'ESSENTIEL

DATES

ll y a vingt ans, l'éclatement du

ÉTRANGER

Violences aux Etats-Unis

La guerre civile en Ethiopie

Les rebelles nordistes progres-

POLITIQUE

Les députés adoptent le projet du

Les sénateurs s'opposent à une

refonte des listes électorales

de majorité en Polynésie

M. Flosse et M. Vernaudon se

SPORTS

La sélection française pour

CULTURE

Paris, capitale de la mode

La présentation des collections

de prêt-à-porter féminin de

l'hiver 91-92 : une tendance plus

Un entretien avec l'artiste alle-

HEURES LOCALES

La nouvelle croisade des Albi-

geois e La montée en puissance des missions locales e Des étus

reulent réveiller l'axe Centre-Eu-

rope-Atlantique 13 à 15

ÉCONOMIE

Les établissements étrangers

La société financière lance des

OPE sur Poliet et Ciments fran-

Revues des valeurs...... 18

Services

La réforme bancaire

Paribas se renforce

dans les matériaux

de construction

Changes, Crédits

Grands Marchés...

aux Etats-Unis

sont inquiets.....

ind a l'occasion d'une exposi

Horst, photographe

de l'élégance

tion à Paris

nélancolique qu'euphorique... 11

La police sur la sellette...

sent vers Addis-Abeba..

entre les communes

Statut de la Corse

Changement

Football

France-Albanie.

partagent le pouvoir ...

Solidarité

veut la paix au Chaudron, et on ne veut plus des gens extérieurs qui viennent faire monter la pres-sion, qu'ils soient casseurs d'autres quartiers ou CRS », ont-ils

Mais, un peu plus tard, à Bellepierre, quartier des hauts de Saint-Denis, la maison du directeur de RFO-Réunion, M. Jean-François Roussy, a été attaquée à coups de galets. Les forces de l'ordre qui voulaient dégager les lieux ont été accueillies, pour la première fois, par des tirs de carabine 22 long rifle. Pour la première fois également, les poli-ciers étaient armés de fusils à pompe, revêtus de gilet pare-balles et autorisés à faire usage de balles en caoutchouc. Simultanément, au Camélia, des groupes de dix à vingt personnes s'attaquaient aux forces de l'ordre avec des galets et des cocktails Molotov. Des manifestants circulaient avec des bidons d'essence et certains défiaient les forces de l'ordre, le sabre à canne à la main. - (Interim.)

Les suites de la campagne législative

Un mystérieux cambriolage à Lyon

M. Bernard Botton, gendre de M. Michel Noir, le maire de Lyon, et candidat soutenu par le RPR à l'élection législative partielle des 27 janvier et 3 février derniers dans la 3 circonscrip-tion du Rhône, a fait état, jeudi 21 mars, d'un témoignage selon fequel le cambriolage de sa permanence, quatre jours avant le premier tour, aurait été com-mandité par un membre de l'entourage de M. Noir.

La presse locale fait état de cette affaire, samedi 23 mars. Le service régional de police judi-ciaire de Lyon a été saisi vendredi par le parquet et chargé d'une enquête préliminaire, avant l'éventuelle désignation d'un juge d'instruction.

L'affaire, pour le moment, n'est étayée, sur le plan de l'en-quête, que par le témoignage d'un seul homme, et par une cassette reproduisant une conversation entre ce témoin et l'un des auteurs supposés du cambriolage. Ce témoin met en cause une société lyonnaise spé-

cialisée dans la sécurité, ainsi que le chef de cabinet de M. Noir à la mairie de Lyon et à la communauté urbaine, M. Bernard Sarroca, qui qualifie cette affaire de « matrais roman d'es-pionnage ». Le témoin a adressé son témoignage, par écrit, au procureur de la République.

M. Michel Noir: « une affaire de haine personnelle »

Interrogé, samedi 23 mars, en fin de matinée sur l'antenne de FR 3 Rhône-Alpes à propos des révélations de M. Brupo Ortesa. M. Michel Noir a déclaré qu'il s'agit d'une « affaire à dormir debout, d'un mauvais roman policier. (...) J'ai envie de rire. J'ai une totale confiance en Bernard Sarroca. Je ne souhaite à personne d'avoir un tel gendre. Pierre Botton n'est plus l'homme que j'ai connu. C'est une affaire de haine personnelle».

La mort d'un jeune voleur de voiture à Liévin (Pas-de-Calais)

Le « geste malheureux » du policier Pluta

Un sous-brigadier de police de Liévin (Pas-de-Calais), Jean Piuta, âgé de quarante-neuf ans, a étá incuipé, vendredi 22 mars, de « coups et blessures voiontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner» par un juge d'instruction de Béthune, M. Benoît Persyn. Dans la nuit de mercredi à jeudi, le policier avait ouvert le feu sur un mineur âgé de seize ans, le tuant sur le coup, alors que celui-ci tentait de lui échapper à bord d'une voiture voiée.

«Il aurait pu tirer dans les pneus, dit la grand-mère de Patrick. Un gamin de seize ans et demi, vous vous rendez compte?» Patrick, cinquième fils d'un chauffeur-maçon, avait mal tourné après avoir arrêté l'école maigré son rêve de « faire l'horticulteur dans un jardin public». Patrick, déjà incuipé pour une affaire de voi avec violence, déià renéré nar les services violence, déjà repéré par les services de police et les éducateurs, a vécu sa dernière équipée sauvage, jeudi 21 mars, à trois heures, à bord d'une

La baile s'est fichée dans la nuque Patrick s'est écroulé sur le volant et la voiture a roulé quelques mètres encore, le temps de s'affaisser lentement dans un fossé, de permettre aux deux passagers d'infortune d'ouvrir les portières, de s'enfuir et de laisser le policier et sa victime dans un tête-à-tête ahuri.

Le « mauvais réflexe»

La soirée avait commencé à Liévin, à bord d'une Peugeot 505 volée. Les trois garçons, âgés de quinze ans, seize ans et dix-sept ans, l'avaient alimentée en essence en oubliant de payer la note à la station-service. Ils crovaient en leur chance quand, surpris par des policiers en flagrant délit d'un autre mauvais coup - la tenta-tive de vol d'une deuxième voiture, selon le rapport d'enquête, – ils par-vinrent à égarer les sirènes et les gyrophares qu'ils précédaient dans

Pent-être se sont-ils réiouis un neu policier des liaisons radios. Aussi roulèrent-ils seuls, leurs poursuivants ayant låché prise. Mais quand ils atteignirent Bully-les-Mines, une commune avoisinante, ils virent à nouveau des policiers. Et quand ils firent demi-tour vers Lievin, ils

ment qui les a inventées, ni mises en place, mais les institutions interna-

tionales: il y a beau temps que la

douane les pratique (...) et on décou-vre aujourd'hui que le droit français

ne les prévoit pas. Mais il n'existe aucun texte qui les interdise expres-

retombèrent dans une imperable sou-

A bord d'une voiture de patrouille, le sous-officier Jean Pluta avait entendu les messages. Il attendait la voiture, debout au milieu de la chaussée. Quand celle-ci arriva en trombe, le sous-brigadier dut reculer de quelques pas afin d'échapper à sa trajectoire, si l'on en croit les pre-miers éléments de l'enquête confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

e Pour des raisons qu'il n'explique pas, il a eu un mauvais réflexe. Il a tiré, il dit qu'il n'a pas cherché à viser quelqu'un, ni quelque chose, précise M. Jean-Dominique Sarcelet, procu-reur de la République de Béthune. C'est une faute grave, ce n'est peut-être pas une bavure au sens commu-nément admis. Le dispositif policier mis en place était le bon. Il y a eu ce geste malheureux, cette initiative individuelle.»

contrôle judiciaire. Sa mise en liberté est assortie d'une interdiction d'exercer ses fonctions de policier, de rencontrer ses collègues, de fréquenter le commissariat et de résider dans la circonscription de Liévin. Les deux compagnons de Patrick, qui avaient réussi à rentrer chez leurs parents, ont été interpellés vendredi matin au sant du lit. L'un d'eux est inculpé de recel, pour la voiture volée.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

La villa de M. Jacques Médecin « résidence officielle de la République »

Vingt-quatre heures après la vente aux enchères infructueuse de la villa de M. Jacques Médecin, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, a annoncé, vendredi 23 mars, à Nice, que l'Etat se portait acquéreur de la maison de l'ancien maire (CNI) de la ville e pour en faire une ré: dence officielle de la Républi*que » (le Monde* du samedi 24 mars) .

« Après tout, a déclaré M. Charasse, c'est une belle maison. Elle va donc entrer dans le patrimoine de l'Etat. >

 Le chômage dans la CEE s'est stabilisé en janvier. – En janvier, le taux de chômage par rapport à la population active était estimé à 8,4 % dans les douze pays de la nmunauté, selon les statistiques publiées par Eurostat. Alors que l'on comptait 14,4 millions de lemandeurs d'emplois, en données brutes, en décembre dernier, ce chiffre correspond à une stabilité sur les six derniers mois et à une baisse de 0,1 point par rapport à janvier 1990. Par Etat membre, la situation est toutesois plus contrastée. La Grande-Bretagne enregistre une hausse, passant de 6,3 % à 7,2 % en un an, l'Irlande connaît à nouveau une augmentation, après une baisse de 2,4 points entre 1987 et 1990, le Dauemark retrouve une diminution, qui fait suite à une longue période d'aggravation. Dans l'ancienne RFA, le taux diminue de 0,5 point, mais on comptait officiellement sept cent cinquante-sept mille inscrits dans les cinq nouveaux Landers et à Berlin-Est, en janvier 1991.

□ Baisse attendue de 7% de la production mondiale de blé en 1991-1992. - La production mondisie de blé va diminuer de près de 7 % la saison prochaine (juillet 1991-juin 1992) par rapport au secord atteint en 1990-1991, passant de 595 à 555 millions de tonnes, estime le Conseil international du blé (CIB) dans son dernier rapport, publié le 21 mars à Londres. La forte reconstitution des stocks enregistrée cette saison sera probablement de courte durée, car la consommation, bien que stamante par rapport à 1990-1991, dépassera la production de 15 millions de tonnes. La production a enregistré une progression remar-quable, de 9,5 % cette saison par rapport aux 543 millions de tonnes récoltées en 1989-1990, et le CIB a attribué le revirement attendu la saison prochaine à une réduction substantielle des surfaces embiavées aux Etats-Unis et en URSS.

Les conséquences de l'opération « Tempête du désert »

Le Congrès américain a adopté un projet de loi réduisant les aides à la Jordanie

Le Congrès américain a adopté, vendredi 22 mars, un projet de loi qui réduit l'aide américaine à la Jordanie mais permet au président de la rétablir si cela favorise le processus de paix au Proche-Orient.

Les parlementaires ont aussi approuvé un projet qui prévoit le déblocage de 15 milliards de dollars pour couvrir les frais de l'opération « Tempête du désert ». Ces deux documents sont des compromis entre des formules adoptées un peu plus tôt par le Sénat et la Chambre des représentants. Ils ont été transmis au président George Bush afin ou'il les signe.

L'administration Bush s'était vivement opposée à un projet de réduction de l'aide à la Jordanie adopté cette semaine par le Sénat. Il portait sur 35 millions de dollars stance économique et 20 millions de dollars d'aide militaire pour l'exercice fiscal en cours, mais n'affectait pas l'aide humani-

Selon le document amendé, le chef de la Maison Blanche pourra rétablir l'aide à Amman s'il certifie au Congrès que la Jordanie « a pris des mesures pour faire progresser le processus de paix au Proche-Orient, ou mus l'octual d'une contract de la contract de la contract d'une contract d ou que l'octroi d'une assistance à la Jordanie serait bénéfique au proces-

Le projet relatif à l'opération « Tempête du désert » interdit les ventes, les crédits on les garanties nortant sur des articles militaires « à tout pays qui a pris l'engagement d'apporter une contribution aux coûts de l'opération « Tempête du désert » et n'a pas rempli ses engagements ». Les milieux offi-ciels américains comptent sur tions promises par les alliés pour couvrir la totalité du coût, pour les

Etats-Unis, de la guerre du Golfe. Les 15 milliards sur lesquels porte le deuxième projet de loi adopté vendredi répondront aux besoins immédiats et combleront

ce que les contributions alliées pontraient ne pas couvrir. L'administration Bush a par ailleurs informé le Congrès qu'elle enten-dait vendre pour 919 millions de dollars de pièces détachées militaires et autres à l'Arabie saoudite, et vendre une nouvelle batterie de missiles Patriot à Israel pour 350 millions de dollars, a annoncé le département de la défense.

Le roi Hussein de Jordanie à l'Élysée le 29 mars. - Le roi Hussein de Jordanie sera reçu le 29 mars à Paris par M. Mitterrand, a-t-on annoncé vendredi 22 mars à ée le sonv aura un entretien avec le président français, qui sera suivi d'un déieuner. Les deux chefs d'Etat s'étaient rencontrés en septembre et en novembre 1990 pour tenter de trouver une issue pacifique à la crise du Golfe,

Une déclaration de M. Pierre Joxe

La constitution d'une Europe de la défense prendra du temps

« La constitution d'une véritable identité européenne en matière de défense prendra du temps », estime le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, dans un entretien accordé aux rédacteurs de la lettre mensuelle interne Objectif-Défense, qui est publiée par le SIRPA au profit des «patrons» d'unités dans les trois armées . « Pour commande explique-t-il, il faut une autorité unique qui n'existe pas à l'heure actuelle au plan européen. Avant celà, il faut aussi une entente politique sur les buis à poursuivre, sur-tout en temps de crise».

« D'ici là, nous devons favoriser, de façon pragmatique, tous les rap-prochements entre responsables militaires de nature à faire progresser une conception commune de la défense ainsi que les projets concrets répondant à des besoins déjà recensés », ajoute M. Joze, qui cite en exemple, à nouveau, le domaine spatial, où la France, l'Es-pagne et l'Italie se sont associées pour la mise au point de satellites

Le ministre de la défense consi dère que les partenaires privilégiés de la France, en matière de coopération en Europe, sont l'Alle-magne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne.

« Nous aurons, dans la décennie qui vient, à répondre aux espoirs suscités par la fin de la guerre froide. Cet événement est porteur de promesses, mais aussi de risques. Il nous appartiendra, dès cette année, de préparer les choix qui permet tront à la France de contribuer activement à la définition d'un nouvel ordre international fondé sur le droit, le règlement négocié des conflits et le non-recours à la force », conclut M. Joxe, qui estime, après le rétablissement de la souveraineté du Kowelt sur décision des Nations unies, qu'il s'agit de témoigner de « la même résolution politique et diplomatique pour obtenir l'application du droit inter-national à l'égard d'Israël et du Liban, et bien sur des Palesti-

Décès du cuisinier Jacques Manière

Le chef cuisinler Jacques Manière est mort, vendredi 22 mars, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-huit ans.

Pour bien des gourmets, son nom restera celui du chef qui créa le restaurant Dodin Bouffant. Pour quelques-uns qui suivirent ses pérégrinations, il fut le cabochard inspiré, le chef enthousiaste, l'ami indéfectible. Je le connaissais depuis ses débuts, dans un bistrot de Pantin quelque peu délabré, ce qui lui valut une empoignade avec le Michelin qui, même au faîte de sa carrière, lui mégota les étoiles. C'est un souper

de générale de l'Olympia, donné par Bruno Coquatrix, sur mes conseils, qui livra son nom aux médias . ntôt, il s'instailait sur le boulevard Saint-Germain, refaisant le fameux pot-au-feu Dodin Boulfant, de Marcel Rouff, alternant les aristocratiques paupiettes de truffes et la simple tourtière de salsifis.

Rieur et coléreux tout ensemble sachant raison garder jusqu'en les plats les plus originaux, mais ajoutant tout son savoir aux classiques les plus respectables. Manière? Un grand serviteur de la cuisine française n'est plus. Nous perdons elle et

COURTINE

M. Michel Charasse prend la défense des douaniers inculpés

La « guerre » contre la drogue

M. Michel Charasse, ministre ajoute: « Ce n'est pas ce gouvernedélègué chargé du budget, et à ce titre responsable des douanes, prend la défense des douaniers mis en cause par l'enquête menée à Dijon sur une saisie litigieuse de drogue. Deux d'entre eux, MM. Jean-Pierre Caze et Pierre Dorey, ont été remis en liberté, jeudi 21 et vendredi 22 mars, tandis que MM. Pierre Tardy et Michel Ribatet, responsa-bles de l'antenne lyonnaise de la Direction nationale des reche et enquêtes douanières (DNRED)

Dans une interview à Libération, samedi 23 mars, M. Charasse affirme d'emblée: «Je sens derrière tout ca d'étranges parfuns. Quand je suis arrivé au budget en 1988, j'ai prescrit à la douane de taper très fort contre la drogue (...) J'ai dit aux agents : « C'est la guerre et il faut en employer les moyens». Qui peut me dire que ce n'est pas une forme de guerre?» Quant aux opérations de « livraison surveillée ou contrôlée », qui sont au cour du différend actuel entre la justice et les douanes et qui doit entrer ex impliquent une provocation du délit par des agents infiltrés, M. Charaste livraisons contrôlées.

sément et il est aussi un principe qu'il ne faut pas oublier : tout ce qui n'est pas interdit est autorisé». « Quand on fait la guerre, on fait parfois des choses qui ne sont pas rigoureusement conformes à la bien-séance des mondanités », insiste

M. Charasse, répétant que les opérations de livraison contrôlée « ne sont pas interdites en droit français, simplement elles ne sont pas organisées par la loi ». Le ministre du budget s'étanne enfin que le statut d'officier de police judiciaire soit « chipoté» aux douaniers et souhaite que le premier ministre organise « très vite» une concertation interministérielle, en rappelant que la Convention de Vienne sur la lutte contre le trafic international de stupéfiants. qui doit entrer en vigueur le 31 mars, autorise la méthode des

Un médecin militaire figure parmi les seize inculpés pour trafic d'armes

Au total, seize inculpations out été prononcées depuis le mercredi 20 mars par le juge Christian Mirande, magistrat instructeur à Pau (Pyrénées-Atlantiques), pour tion de malfaiteurs et acquisition et commerce d'armes de guerre entre l'Afrique, le Liban et la France (le Monde du 23 mars).

Parmi les personnes inculpées vendredi 22 mars figurent le commandant Jacques Pull, médecin major au 3 régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa) de Carcassonne, Cédric Labarchède, policier affecté à la CRS 27 basée à Toniouse, et Jean Messager, ancien sous-officier au 1= régiment de hussards parachutistes de Tarbes.

Connu comme collectionneur d'armes, le commandant Pull, un médecia passionné par l'Afrique, avait été placé en garde à vue depuis mercredi, le magistrat le soupçonnant d'avoir participé au trafic en vendant des armes au cours de ses missions outre-mer.

Météorologie Mots croisés... Radio-Télévision

Abonneme

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE

Le numéro du « Monde »

daté 23 mars 1991 a été tiré à 531 370 exempla